

Un reaganisme rénové

S'ils l'avaient pu, les républicains auraient à nouveau investi M. Reagan. A défaut, cette convention de La Nouvelle-Orléans s'est achevée aux cris de « Quatre ans de plus ! », sur le constat d'une volonté unanime : continuer. Et la cérémonie inusitée du passage du flambeau entre le président, initiateur de la « croisade reaganienne », et son dauphin désigné, M. George Bush, n'aura pas été que pur spectacle. Elle a rassuré tous ceux qui doutaient encore du trop falot vice-président. Le choix du conservateur Quayle sur le « ticket », tranquillisant les plus orthodoxes, inquiets des tendances « modérées » de M. Bush.

« Continuer », ce sera donc, comme par le passé, promouvoir une Amérique « forte, libre », et dévotement, surtout, de la tentation d'augmenter ses impôts. Le tout, à peine maquillé aux couleurs plus tendres et plus dans l'air du temps de M. Bush : celles d'une nouvelle approche des problèmes sociaux, et d'une plus grande exigence dans l'éthique gouvernementale.

Aménagements destinés, bien évidemment, à gonner certains aspects négatifs de la fin de la présidence Reagan, et à redonner un peu de pimpant à une Maison Blanche ternie par de multiples scandales. Pour le reste, les républicains peuvent espérer que les ramesaux d'olivier de la « Pax Reagania » qui fleurissent un peu partout, de Moscou à Luanda, en passant par Kaboul, estomperont les derniers remugles de l'« Irangate », les dernières humiliations du « Panamagate ».

A défaut de violon nouvelle, voilà la machine en place ; mais comment la faire fonctionner ? Car « continuer », c'est aussi prendre le risque de faire du sur place. Difficile pourtant d'insulter l'élan d'une croisade à ceux qui se contentent de monter la garde devant le bas de laine. D'autant que la prospérité a cet effet pervers que ce sont ceux qui en sont les plus repus qui aspirent au changement. Ne dit-on pas que les « yuppies », ces jeunes loups des classes dirigeantes, jusqu'ici reaganiens, se redécouvrent des engagements sociaux ?

La solution, les républicains l'ont comprise, c'est susciter solennement la menace pour mieux appeler à la défense de l'héritage. En ce sens, l'idée d'un collectif jeune et agressif, permettant de montrer que le reaganisme ne concerne pas seulement le passé, était bonne. Hélas ! avec le choix du très controversé Quayle, l'effet est raté.

Et on voit mal comment le tandem républicain pourra tirer le débat électoral loin des questions de personnalité qui lui sont si défavorables, sur le terrain de l'idéologie, point faible des démocrates. Peindre ces derniers, sous le jour de « libéraux irresponsables et dépensiers » a toujours été une tactique républicaine éprouvée. L'ennui, c'est que M. Dukakis, flanqué d'un sénateur Bentsen, au conservatisme irréprochable, est sans doute ce que le parti démocrate a produit de plus pragmatique, en un sens : de plus... républicain.

Il ne reste plus à M. Bush qu'à espérer que les belles propositions démocrates, il faut le dire assez floues, restent au stade des promesses. Peu confiants, les électeurs se laisseraient alors peut-être séduire par l'appel le plus charismatique de cette campagne : celui des chiffres de l'« héritage », dix-sept millions d'emplois nouveaux et 5,4 % de chômage.

(Lire page 3 l'article de JAN KRAUZE.)

M 0147 - 0820 0 - 4,50 F



3790147004500 08200

Les ruptures d'équilibre en Asie du Sud

Birmanie : les manifestants réclament la démocratie

M. Maung Maung, ministre de la justice du gouvernement birman, a été nommé, le vendredi 19 août, président du Parti du programme socialiste, parti unique. Il remplace le général Sein Lwin, qui avait démissionné, il y a une semaine, de ses fonctions à la tête du parti et de l'Etat. Cependant, des centaines de milliers de personnes ont manifesté jeudi dans plusieurs villes du pays, en faveur de la démocratie.

C'est finalement un civil, M. Maung Maung, qui a été choisi par le parti unique pour remplacer le général Sein Lwin. Ministre de la justice, formé en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis et âgé de soixante-trois ans, ce juriste est le premier civil à prendre la tête du parti depuis le coup d'Etat du général Ne Win, il y a vingt-six ans.

M. Maung Maung passe pour relativement modéré. Mais, dans un pays aussi longtemps dominé par les généraux, l'influence des militaires ne saurait disparaître en un seul jour.

En choisissant un civil, et non l'un d'entre eux, les généraux, et en premier lieu l'ancien dictateur Ne Win, ont voulu tenir compte de l'exaspération de la population,

et d'une fraction grandissante des élites.

Cela explique que les deux généraux qui étaient également candidats au pouvoir suprême, MM. Aye Ko, numéro deux du régime, et Kyaw Htin, ancien ministre de la défense, se soient vu préférer M. Maung Maung.

Mais ce dernier est également un vieux fidèle du régime, et il risque de ne pas être le mieux placé pour restaurer un véritable pouvoir civil, voire de n'être qu'un simple paravent pour les militaires. Il faudra toutefois attendre de connaître le choix du futur président par le Parlement pour y voir plus clair.

P. de B.

(Lire la suite page 4.)

Pakistan : la mort de Zia est attribuée à un attentat

Les autorités pakistanaises privilégient la thèse de l'attentat pour expliquer la tragique disparition, le mercredi 17 août, dans l'explosion de son avion, du président Zia Ul Haq. Celui-ci sera inhumé samedi à Islamabad, en présence de nombreuses personnalités étrangères. MM. François Mitterrand, Michel Rocard et Roland Dumas ont adressé des télégrammes de condoléances aux dirigeants pakistanais.

Les messages de condoléances continuent de parvenir aux nouveaux dirigeants d'Ismaïabad, en particulier celui du président afghan.

Après les déclarations faites par le chef de l'Etat par intérim, M. Ghulam Ishaq Khan, et par des responsables du ministère de la défense, c'est au tour de M. Mohamad Aslam Khattak, le ministre qui préside le gouvernement intérimaire, de reprendre la thèse du « sabotage », dans lequel une « puissance étrangère » pourrait être impliquée.

Bien qu'aucun nom ne soit prononcé, il est clair que les Pakistanais cherchent des responsables du côté de Moscou ou de New-Delhi, sans toutefois disposer, pour le moment, de preuves. Des experts américains ont quitté les

Etats-Unis pour aider les Pakistanais à déterminer les causes exactes de la catastrophe.

M. Khattak a déclaré que « ce tragique accident semble être dû à un acte de sabotage, car la boîte noire de l'appareil n'a enregistré aucun message sur sa disparition soudaine ». Il a rappelé qu'il y a quelque temps des « ennemis » avaient « projeté d'assassiner des personnalités politiques au Pakistan ». Le président Zia avait été l'objet de trois tentatives d'attentat, selon le quotidien Muslim. « Comment expliquer l'accident autrement que par un sabotage, a affirmé, pour sa part, le ministre de l'information. Le C-130 est l'avion le plus sûr, et il peut atterrir même si ses moteurs tombent en panne. »

(Lire la suite page 4.)

Nouvelle-Calédonie

Les négociations proches de leur conclusion. PAGE 7

Afghanistan

Six cents à huit cents tués dans la destruction d'une base soviéto-afghane. PAGE 20

Whirlpool-Philips

Création du numéro un de l'électroménager. PAGE 17

Inondations au Soudan

Les épidémies s'étendent. PAGE 6

Massacres au Burundi

Des centaines de victimes dans des affrontements ethniques. PAGE 6

Les « poissons » à Versailles

PAGE 2

Le sommaire complet se trouve en page 20

Prague, vingt ans après



Vellités de « transparence » sous haute surveillance, par Sylvie Kauffmann

La vengeance de l'histoire, par Jiri Peřik

Les souvenirs très personnels de M. Bilak

Page 5

Demain

La fin du « printemps de Prague », par Georges Penchenier

Un entretien avec M. André Bergeron

La revalorisation des salaires est devenue « un problème majeur »

Secrétaire général de Force ouvrière depuis vingt-cinq ans, M. Bergeron passera le témoin à son successeur le 4 février prochain. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il se refuse toujours à choisir entre les deux candidats à sa succession, MM. Blondel et Pitouis : il plaide pour la préservation de l'héritage de FO et réaffirme ses préoccupations constantes, comme le maintien du pouvoir d'achat des salariés, qui prend une particulière acuité.

« Comment voyez-vous le climat social à la rentrée ? Pensez-vous, comme le patronat de la métallurgie, que le calme qui prévalait depuis trois ans appartient au passé ? »

« Des conflits ne peuvent naître que dans la mesure où le climat est fertile. C'est le cas. Je partage donc le point de vue patronal. La rentrée sera plus difficile qu'à l'ordinaire. La CGT, c'est-à-dire le Parti communiste, fera tout pour en rajouter. »

« Qu'est-ce qui amènerait, selon vous, les salariés à être plus

« gréviculteurs » en 1988 que dans le passé ? »

« Les salariés se heurtent à des difficultés. Ils constatent que leur pouvoir d'achat s'est tassé. Or, il faut bien faire face aux nécessités de la vie. C'est pourquoi le problème des salaires me paraît avoir pris une plus grande dimension. »

« Vous aviez dit que s'il y avait des conflits sociaux vous ne joueriez pas le rôle de frein. Allez-vous vous battre pour le maintien du pouvoir d'achat ou pour sa progression ? »

« Le maintien du pouvoir d'achat est quelque chose de très important. Je sais bien qu'il n'est pas de bon ton de parler des fonctionnaires mais cela ne m'empêche pas d'en parler. Les instituts officiels de statistiques reconnaissent que le pouvoir d'achat des salariés de la fonction publique et des entreprises nationalisées a nettement diminué ces dernières années. On ne peut pas demander aux intéressés de s'y résigner jusqu'à la fin des temps. »

« Pensez-vous vraiment que le gouvernement va lâcher du lest ? Ne serait-il pas plus important

pour lui de faire une politique d'aide à l'investissement qui pourrait permettre de favoriser les créations d'emplois ? »

« Si le gouvernement de M. Michel Rocard veut rester fidèle aux discours tenus lors de la campagne électorale, il doit tirer les conséquences de ce tassement du pouvoir d'achat. Cela ne me paraît pas incompatible avec le souci d'améliorer la situation de l'emploi. Selon les statistiques de l'UNEDIC, en 1987, on aurait créé entre soixante-dix mille et quatre-vingt mille emplois nouveaux. C'est encore insuffisant puisque, pour maintenir simplement la situation en l'état, il faudrait créer entre cent soixante-dix mille et cent quatre-vingt mille emplois par an. »

« Qu'attendez-vous du plan de M. Rocard pour l'emploi : un peu moins de traitement social et un peu plus de traitement économique ? »

« Il ne faut pas développer excessivement le traitement social. »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT. (Lire la suite page 16.)

RICHARD BOHRINGER



« C'est beau une ville la nuit devrait donner des envies de lecture à tous ceux qu'on a persuadés, depuis l'enfance, que lire ne servait à rien et qui, aujourd'hui, se retrouvent manqués de leur imagination. Il paraît qu'ils sont tous en train de lire Bohringer. Quelle bonne nouvelle ! » Josiane Savigneau / Le Monde

156 pages, 55 F

denoël

Football :

entraîneurs sans diplômes

Air, mer, terre. Le week-end sportif commence dans le ciel de Vichy, où, pour la première fois, un championnat du monde de parachutisme rassemblera toutes les disciplines de ce sport. Il se poursuivra, le dimanche 21 août, dans les eaux du Saint-Laurent, avec le départ de la Transatlantique à la voile Québec - Saint-Malo. Le week-end s'achèvera autour des terrains de football par la polémique qui agite la corporation des entraîneurs, réunie en assemblée générale le lundi 22 août. Les entraîneurs étrangers opérant en France sans diplômes reconnus sont dans le collimateur. Mais Roland Courbis, l'entraîneur français de Toulon, n'a, lui, pas le moindre diplôme...

Page 8

SANS DIPLÔME

■ Chypre, gestes d'hommes et traces des dieux

■ La table ■ Jeux

Pages 9 à 11

CHRONIQUE DE

1789

L'ANNÉE SANS PAREILLE

30. Les « poissardes » à Versailles

5 octobre 1789

En cette fin d'été, la moisson a été faite, mais le blé n'est pas encore battu et Paris manque de pain. Des incidents éclatent devant les boulangeries ; les files d'attente s'exaspèrent ; des attroupements de femmes se multiplient. Un cortège de plusieurs milliers de personnes part pour Versailles et envahit l'Assemblée nationale. Cela au moment même où les députés délibèrent de l'attitude du roi, qui refuse de promulguer les décrets de l'Assemblée. L'émeute des « poissardes » et le refus - provisoire - du roi se conjuguent étrangement pour faire de ce 5 octobre une journée menaçante.

par MICHEL WINOCK

L'AGITATION a repris en septembre. A l'origine, on doit distinguer - mais ils vont confondre - le problème lancinant, devenu aigu, du ravitaillement et l'irritation causée par les atermoiements de Louis XVI, auquel l'Assemblée a demandé de sanctionner les grandes décisions qu'elle a votées. Sur quoi s'établit aussi la rumeur d'un projet de fuite royale vers la citadelle de Metz, pour renouer la contre-révolution, de même avec les émigrés. Marat, dans l'Ami du peuple, pérorait la manifestation : « Rassemblez-vous donc sur les places publiques, et évitons aux moyens de sauver l'Etat ».

Le 3 octobre, le Courrier de Versailles, journal fondé en juillet par Antoine Goussier, annonce la nouvelle qui va mettre le feu aux poudres. L'avant-veille, à Versailles, les officiers des gardes du corps ont offert un banquet à ceux du régiment de Flandre, qui venait d'arriver en renfort. Certains, au cours des libations, auraient foulé la cocarde tricolore et arboré la cocarde noire de la reine. Celle-ci leur aurait rendu visite, accompagnée du dauphin, pour recevoir leurs acclamations. Le récit était peut-être fondé sur un détail exact ; il est douteux qu'il ait été entièrement vrai ; il est sûr qu'il était exagéré ; les témoignages ne manquent pas. Quel qu'il en soit, d'un journal à l'autre, d'une bouche à mille oreilles, il n'est bientôt bruit à Paris que de l'ignoble attitude de ces soldats et de la reine. La scène avait frappé, on en fit une chanson :

L'Orgie des gardes-français : Une voix s'élevait soudain : « A bas la cocarde ! » Chacun répond le verre en main : « Ah ! bravo, camarade ! »

On applaudit avec fureur A ce mot détestable Et l'on foule aux pieds, sans pudeur, Le ruban respectable.

Le 5 octobre, Marat appelle aux armes et réclame un « tribunal ». Camille Desmoulins dira de lui : « Marat vole à Versailles, revient comme l'éclair, fait lui seul autant de bruit que quatre trompettes du jugement dernier, et nous crie : O morts, levez-vous ! »

Cependant, les deux « journées » qui vont suivre n'ont pas eu lieu sur une simple rumeur et sur le cri de guerre d'un journaliste solitaire. Elles sont d'abord, et encore une fois, un soulèvement de la faim - ce que l'histoire nomme les « passions de l'estomac » - pour dire qu'elles ont convergé, en ce début d'octobre, avec les « passions de la cervelle ». Dans une large mesure, le cours de la Révolution se confond, notamment en cette année 1789, avec le cours du pain. Un pain rare, coûteux, de qualité incertaine... quand on en trouve ; la difficulté à trouver son pain quotidien provoque déjà les maladies de la cervelle ; la peur de la famine, la conviction d'un complot tramé contre le peuple, la colère contre tous les « accapareurs » vrais ou supposés, du fermier au boulanger, en passant par tous les échelons de l'autorité publique. La crainte du manque aggrave le manque, la hantise de la conspiration conduit à soupçonner la qualité des farines ; on croit aux empoisonnements ; il suffit d'un rien pour déchaîner l'imaginaire des ventres-cieux. Or, nous voici à la période-clé de la soudure. La moisson a été bonne, mais le blé n'est pas encore battu ; il faut attendre la fin d'octobre pour utiliser la récolte de l'été.

LES nouvelles autorités communales renforcent le Comité de subsistance, envoient des commissaires dans les moulins pour hâter la mouture, activent le battage des grains, achètent si possible, perquisitionnent au besoin. Des efforts sans résultat probant. Le maire Bailly en arrive à la fin d'août, à faire distribuer ce qui était pour l'époque une nourriture de détresse : du riz. L'Assemblée de Versailles, de son côté, vote un premier décret sur les subsistances, le 29 août, lequel, fidèle à la liberté de circulation, ne régle rien pour l'immédiat. Cependant, un arrêt du Conseil d'Etat du 7 septembre autorise la Commune à agir plus directement auprès des fermiers, meuniers et municipalités des environs de Paris. Le bilan de ces décisions est décevant ; les arrivages dans la capitale se font chaque jour plus rares.

C'est dans ce contexte d'exaspération alimentaire que les incidents se multiplient et que les journaux haussent le ton. Des manifestations de rue s'improvisent, où l'on note la présence d'une majorité de femmes. Devant les boulangeries, les files d'attente se mettent en place avant le lever du jour, les clients s'insultent, on vient aux mains... Tous les districts signalent troubles et désordres. Parfois, des suspects font les frais de la colère collective et finissent au bout d'une corde, à moins d'en être tirés in extremis par la milice locale. A la date du 5 octobre, note Marcel Reinhard, d'après les registres des entrées, il n'était arrivé à Paris, depuis une dizaine de jours, que cinquante-trois sacs de farine et quelque cinq cents setiers de blé. « Du pain ! », voilà le premier mot d'ordre du 5 octobre, celui qui pousse dans la rue des milliers de femmes ; sans la disette, la Révolution eût suivi une autre marche.

A Versailles, cependant, un conflit sourd oppose le roi et son ministère à la majorité de l'Assemblée. Celle-ci exige la promulgation des décrets consécutifs au 4 août et la sanction royale à la Déclaration des droits énoncée dans la base même de la Constitution. Dans une lettre du 18 septembre, où Necker a mis sa main, le roi a formulé des réserves, notamment à propos de la suppression de la dime et des justices seigneuriales. L'Assemblée a supplié le roi ; celui-ci, pour finir, a accepté la publication des arrêtés issus du 4 août, mais non leur promulgation. De même, pour la Déclaration et les dix-neuf articles, la réponse du roi, donnée le 4 octobre, pouvait être considérée comme une dérobade. L'Assemblée en discute, le matin du 5 octobre, lorsqu'elle apprend qu'une foule parisienne s'est mise en marche sur Versailles. En soi, la nouvelle pouvait inquiéter mais la menace allait servir les desseins des députés dans leur conflit avec le pouvoir exécutif.

Que s'est-il passé à Paris ? Depuis que le roi montrait ses réticences face à l'Assemblée, le parti patriote connaît de plus belle. Outre Marat, plutôt isolé, Dupont, Camille Desmoulins, Danton (qui présidait le district des Cordeliers), Lous-tallot et ses Révolutions de Paris, et d'autres moindres, répandent le mot d'ordre selon lequel il faut arracher le roi aux intri-

Sacrilège : on voit les « bacchantes » chanter, danser, monter sur l'estrade du président, et l'une d'elles prendra bientôt la place dans son fauteuil laissé vide.

gues de la Cour en l'amenant à Paris. Du reste, le cahier de doléances du Tiers parisien en avait déjà formulé le vœu. L'idée avait rebondi, au moment de la bataille sur le veto. On se souvient de la tentative de marche sur Versailles, derrière le marquis de Saint-Antoine ; elle avait fait long feu ; l'été, échappée du café Fey, restait dans l'air. Ou préparée ou spontanée, la convergence se fit, dans les premiers jours d'octobre, entre la protestation alimentaire et la réclamation politique. L'incident du banquet donné en l'honneur du régiment de Flandre servit en sorte de catalyseur. Le dimanche 4, des femmes se pressaient au Palais-Royal, autour de l'une d'elles qui appelait à marcher sur Versailles.

Le matin du 5, plusieurs attroupements de femmes ont lieu simultanément au faubourg Saint-Antoine et sur les marchés du centre. On insistera ici et là sur le rôle prépondérant des marchandes de la Halle - les « poissardes », - connues pour la verveur de leur langage. C'est une exagération. Rivarol, qui nous a laissé un récit aussi partiel que vivant, a pris lui-même le soin de défendre la réputation de ces malheureuses. De fait, l'insulte lancée par le Châtelet auprès de trois cent quatre-vingt-huit témoins, et dont la publication aura lieu en mars 1790, ramène la part de cette corporation respectable à ses justes proportions ; à côté d'elles, on a répertorié la plus grande diversité professionnelle et même sociale :



Du faubourg Saint-Antoine aux marchés du centre, plusieurs attroupements de femmes ont lieu simultanément. Des attroupements immortalisés ici dans une gravure allemande anonyme.

les bourgeoises, les « femmes à chapeau », n'ont pas manqué à côté des blanchisseuses et des domestiques. Taine insiste beaucoup, quant à lui, sur la présence active des « filles du Palais-Royal », achetées par les « Machiavels de place publique », et flanquées de leurs amants déguisés dans leurs nippes, la barbe affleurant, de plus en plus noire au fil des heures, sous le fard. On sait l'intérêt qu'il y avait à mettre des femmes en avant ; cela ne décourageait que mieux les fusils des forces de l'ordre.

QUE la présence de ces gourgasines et de leurs maquerelles soit avérée, il n'empêche que leur action, à supposer qu'elle fut concertée et réglée, eût été vaine sans la fertilité du terrain où elle se développait. Car, s'il est difficile de mesurer avec exactitude la part de la spontanéité dans ces deux folles journées, il est certain qu'elle a joué le premier rôle. En différents paroisses, des mères de famille dans l'impossibilité de s'approvisionner en pain ont obligé le bedeau à sonner le tocsin. Leur mouvement, issu de plusieurs quartiers, converge peu à peu sur l'Hôtel de Ville, entraînant derrière lui les passants. Une foule armée de bâtons et de piques force les portes du palais municipal, dévaste les bureaux, et fait retentir les cloches du beffroi. A 11 heures, la place de Grève est noire de monde.

Vers midi, La Fayette, qu'on ne cessait de réclamer, y parvient enfin. Des femmes avaient crié contre son nom et celui de Bailly. La foule lui demande de l'accompagner à Versailles chercher le roi et sa famille. « Pale, éperdu, sans énergie et sans dessein déterminé », écrit Rivarol, il flottait sur son cheval au milieu de cette foule immense qui prenait son irrésolution pour un refus, et le pressait de toutes parts. « C'est alors qu'avec ses « volontaires de la Bastille » Stanislas Maillard s'avise de se porter à la tête des femmes pour les mener à Versailles. Au passage, on saisit des canons au Châtelet et l'on engage toutes celles qu'on rencontre à grossir le cortège. Combien sont-elles ? Six mille, sept mille, au moment de la halte, place Louis-XV. Continuant son chemin sur la rive droite de la Seine, la manifestation prendra le chemin de St-ros et de Viroflay.

Cependant, la place de Grève n'a cessé de voir accourir les hommes de la garde nationale, qui sont bientôt quinze mille en vingt mille à entourer leur chef et à crier eux aussi : « A Versailles ! ». La Fayette, toujours dans l'incertitude, prend finalement un ordre de marche de l'Assemblée de la Commune et entraîne ses hommes - grenadiers, fusiliers, gardes nationaux, auxquels se sont joints quelques centaines d'hommes armés à la diable - à la suite du premier cortège, mais avec cinq ou six heures de retard sur lui.

Pendant ce temps, l'Assemblée délibère sur l'attitude du roi. L'atmosphère est tendue. Pour la première fois, Pétion interpelle à propos de l'incident du banquet. On vient d'apprendre la marche des femmes et l'on décide que Mounier, alors président, conduira chez le roi une députation pour lui faire accepter sans réserve les dix-neuf articles de la Constitution. Le roi, de son côté, chassant sur les hauteurs de Meudon, averti après tout le monde de ce qui se passe, rentre au château, gardant toujours - ordinaire dans l'extraordinaire - ce calme olympien dont on hérite à crédit son cou-

rage ou son inconscience. Sur ces entrefaites, le cortège des femmes a pénétré dans Versailles et s'est dirigé tout droit sur l'Assemblée. Une vingtaine de « poissardes » (le mot est aussi sous la plume de notre ami Duquesnoy) sont admises à entrer derrière Maillard. Celui-ci, qui n'a pas la langue dans sa poche, expose les raisons de cette interruption : Paris manque de pain, Paris veut du secours, l'Assemblée doit l'aider ! La harangue achevée, une vive discussion s'engage. L'archevêque de Paris subit la grêle : « A bas la calotte ! » « A bas les calottes ! », juste avant que les portes ne soient ouvertes et la salle bientôt rassemblée, sous les yeux tout ronds de notre Duquesnoy, qui rapporte du reste sans la malveillance de Rivarol cette invasion insolite de « femmes ivres d'ens-de-vie ». De fait, on avait peu mangé pendant ces heures de marche, sous la pluie, dans la boue, mais ce s'était soutenu le cœur avec deux boissons fortes.

La salle des débats présente alors le spectacle le moins recommandable des Assemblées envahies par ceux que les uns appellent les « masses » et les autres la « populace ». Sacrilège ! Le temple inviolable des représentants de la nation n'est plus

Tard dans la nuit, épuisé, le président finit par lever la séance. Quelques braves, dont Barnave, Pétion et Mirabeau, sont restés à leur place pour ne pas abandonner complètement l'Assemblée aux citoyennes.

qu'un parterre de dérision où l'on voit les « bacchantes » chanter, danser, monter sur l'estrade du président - l'une d'elles bientôt prendra place dans son fauteuil laissé vide. Duquesnoy décrit alors les sentiments mêlés des députés : la terreur du plus grand nombre, apostrophés par les « sauteuses affamées » - les prêtres en particulier, objets d'une hostilité spéciale, - mais aussi la joie trouble des autres, mélange de perversion et de calcul politique.

Mounier avait quitté l'Assemblée juste au moment où arrivaient les femmes de Paris. De sorte que lui et sa députation sont escortés par une bande de harangères et d'hommes en haillons au « regard féroce », « le geste menaçant, poussant d'affreux hurlements » (dit Mounier). Il est 5 h 30

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789. Vendredi 19 août : « Les « poissardes » à Versailles », avec Jean-Paul Bataud. Lundi 22 août : « Le roi ramené à Paris », avec Jean-Paul Bataud.

de l'après-midi, le jour tombe, il pleut toujours ; le président avance péniblement, mais son sang courage. Le roi le reçoit en compagnie d'une douzaine de femmes. Il semble que Louis, incapable de parler aux grands, sache trouver les mots simples qui font pleurer les humbles ; il rassure celles qui juraient encore tout à l'heure de mer la reine ; oui, on s'occuperait des subsistances de Paris ; oui, vous aurez du secours... Mounier, lui, doit attendre 10 heures du soir pour recevoir la réponse du roi. Celui-ci, après avoir réuni son Conseil, demandait enfin son acceptation pure et simple aux textes votés. Ainsi, la Déclaration des droits de l'homme était consacrée par une journée d'émeutes.

PENDANT ces cinq heures d'attente, Mounier avait laissé l'Assemblée en proie au plus grand tumulte. Les femmes siégeaient à côté des députés, les « tricoteuses » des galeries répandaient en écho à leurs cris. Seul, on a peu près, Mirabeau, avec sa voix bien timbrée et sa tête de Bonaparte, parvenait à calmer les furies qui l'appelaient leur « petite mère ». Son frère, lui, selon Duquesnoy, profitait de l'occasion pour palper les corsages : « La scène la plus indécente s'est établie dans le sanctuaire des représentants du premier peuple du monde ». La Fayette arrive à son tour à la tête de ses troupes et de ses volontaires, peu avant minuit. Dans la soirée, de graves incidents ont eu lieu aux abords du château. Les gardes du corps ont essayé des coups de feu tirés de la foule et des rangs de la milice de Versailles, qui l'avait rejointe. Il y a eu des blessés, des morts. Un cheval traîné à même été déposé et à moitié mangé cru par les assaillants. La Fayette réussit à passer, voit le roi, prend sur lui la défense du château. On confie à ses hommes les postes extérieurs ; les gardes du corps défendent l'intérieur. A la fin, il parvient à convaincre la famille royale d'aller se coucher sur les 2 heures du matin, ce qui devait contribuer à lui valoir le surnom de « Général Morphey ».

Mounier, lui, était venu entre-temps apporter l'acceptation du roi à l'Assemblée, siégeant toujours. On a applaudi la nouvelle mais les visiteurs du soir ont repris leur vocaisme : c'est de pain qu'ils veulent entendre parler. Epuisé, le président a fini par lever la séance, tard dans la nuit. Quelques braves, dont Barnave, Pétion et Mirabeau, sont restés à leur place, pour ne pas abandonner complètement l'Assemblée aux « citoyennes ».

C'est été certainement faire violence à la pudeur que de demander, sur cette courte note, un rapport à l'hygiéniste national, le docteur Guillotin. Après tout, ces heures de promiscuité douteuse ne furent qu'un quart de soupir historique. Mais que le roi et la reine, à l'issue d'une telle journée et à la veille d'une autre aussi menaçante, aient pu, eux, trouver le sommeil, voilà qui force notre admiration en faveur d'une époque dont nous avons perdu la sagesse proverbiale : il y avait alors un temps pour tout ! On dormit donc. Mais comme on bivouaque à la veille d'une bataille, autour des feux mal éteints.

Prochaine chronique : Le roi ramené à Paris (6 octobre 1789)

La...
LA NOUVELLE-ORLEANS
de notre envoyé spécial
M. George Bush...
L'idée est de poursuivre...
Le pro...

ÉTATS-UNIS : la fin de la convention républicaine

La controverse sur le passé militaire de M. Quayle assombrit le « couronnement » de M. Bush

LA NOUVELLE-ORLÉANS de notre envoyé spécial

M. George Bush n'a vraiment pas de chance, et il en faut pour devenir président des États-Unis. Au dernier soir de la convention républicaine, jeudi 18 août, il a donné le meilleur de lui-même. Comme son rival, Michael Dukakis, un mois plus tôt, il s'est hissé au-dessus de ses maigres talents d'orateur pour prononcer un beau discours, se posant clairement en successeur de Ronald Reagan à la tête du mouvement républicain.

Mais cette soirée qui aurait pu être triomphale a été gâchée, gommée par ce qui est devenu en l'espace de quelques heures l'affaire Quayle, et menace de virer à la catastrophe.

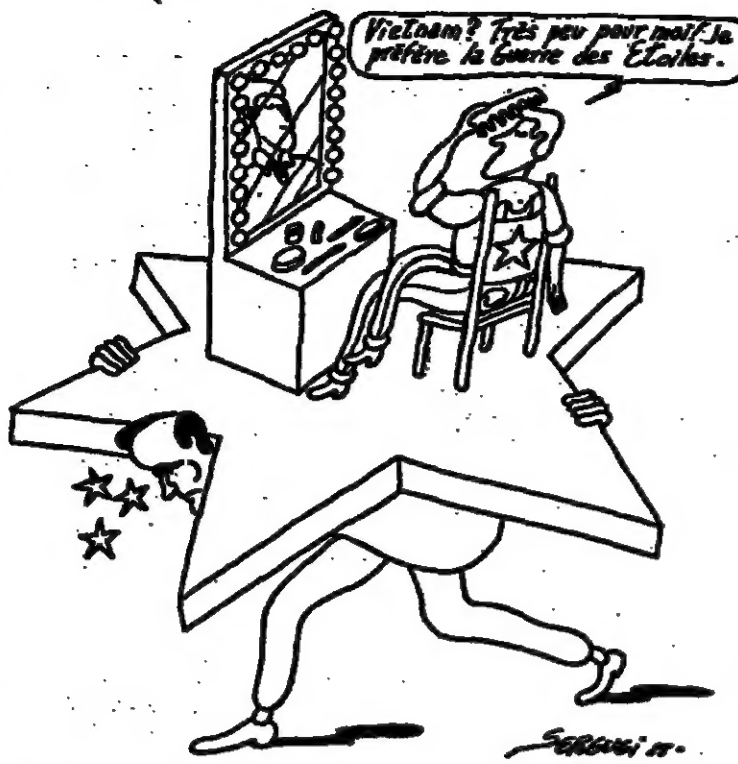
Le jeune sénateur choisi mardi par M. Bush pour figurer à ses côtés sur le ticket républicain, avait révélé, dès le lendemain, d'inquiétants signes de faiblesse par sa manière de répondre aux questions concernant certains aspects de sa vie (le Monde du 18 août). La presse américaine s'est, comme prévu, enfoncée dans la brèche : jeudi, au lieu de s'intéresser à M. Bush qui s'apprêtait à prononcer son discours d'acceptation, tous les journaux télévisés de la soirée ont exploré et commenté un épisode du passé du sénateur de l'Indiana.

L'épisode concerne la manière dont il a effectué son service militaire à partir de 1969. De son côté, M. Quayle, âgé de vingt et un ans, est entré dans la National Guard - une formule qui consiste à effectuer des périodes militaires pendant plusieurs années, ce qui permet de poursuivre des études et une vie familiale - mais était aussi à l'époque un bon moyen d'échapper au Vietnam. M. Quayle est loin d'être le seul dans son cas et nombre de ses contemporains adoptaient une solution beaucoup plus simple en allant au Canada pour échapper à la conscription.

Mais le plus « grave » est que, comme il avait laissé entendre du bout des lèvres, le jeune homme a usé de l'influence de sa riche famille, propriétaire des principaux journaux de son État, l'Indiana, pour se faire admettre dans ce corps très recherché à l'époque. Le coup de fil a été donné par le directeur d'un de ces journaux lui-même, ancien commandant de l'unité locale de la garde, qui naturellement a été retrouvé dès jeudi par la presse.

« Fiasco »

L'affaire peut paraître bénigne mais elle a été « montée » à une vitesse extraordinaire dans les médias et a semé la consternation ou au moins l'inquiétude dans les rangs républicains. Comment un homme sur la défensive pourra-t-il remplir son rôle, qui était clairement de mener une campagne agressive contre les démocrates ? Comment éviter que des Américains modestes, des Noirs, tous ceux qui n'avaient pas les moyens d'échapper au Vietnam, ne se détournent un peu plus de ce « ticket » ?



« Fiasco », « tragédie pour M. Bush », a-t-on commencé à entendre, y compris dans la bouche de certains analystes politiques proches des républicains. Les responsables du parti ont déployé tous leurs efforts pour tenter de limiter les dégâts et ont fait savoir que, contrairement à certaines rumeurs, M. Quayle ne serait pas retiré du « ticket ».

De fait, l'ordonnement de la convention n'a pas été bouleversé, le sénateur de l'Indiana a bien été désigné comme le candidat républicain à la vice-présidence et il est venu prononcer son discours d'acceptation, recevant les acclamations rituelles. En particulier quand il a dit crânement qu'il était « fier, oui fier, d'avoir servi six ans dans la National Guard ». Décidément très sûr de lui, il a aussi annoncé que « George Bush et Dan Quayle allaient écrire un nouveau chapitre dans l'histoire glorieuse de la plus grande nation que Dieu ait placée sur cette Terre ». Mais ces fortes paroles n'ont pas dissipé tous les doutes qui pèsent sur son avenir.

Un nombre d'observateurs estiment qu'il n'en a plus pour longtemps, que la presse ne le lâchera pas et que M. Bush, lui, sera bien forcé de s'en défaire. La cas s'est produit dans le passé. En même temps, on voit mal comment M. Bush pourrait, sans graves dommages pour sa propre candidature, écarter celui qu'il a choisi personnellement au terme d'un processus de sélection présenté comme particulièrement soigneux. En tout état de cause, l'affaire laisse des traces.

Dans son discours, le vice-président est pourtant parvenu pour la première fois à sortir vraiment de l'ombre de Ronald Reagan pour apparaître en pleine lumière. Il l'a fait en quelques phrases simples mais qui ont porté sur son auditoire :

« Pendant sept années et demie, j'ai aidé un président à s'acquitter de la tâche la plus difficile qui soit sur terre (...), mais maintenant vous devez me considérer pour ce que je suis : le candidat républicain au poste de président des États-Unis. Et maintenant c'est moi qui me tourne vers le peuple américain pour partager avec lui mes espoirs et mes intentions... lui dire « pour quoi et où je veux [le] conduire ».

Beaucoup à faire

Pour le reste, ce fut un discours bien ficelé et très honorablement prononcé, avec ce qu'il faut de formules destinées à faire mal à l'adversaire. Et en même temps sur le ton fleuri qui sied aux circonstances ; avec un thème général simple : oui, après le départ de Ronald Reagan, il y aura un tout, état de cause changement. « Mais il faut un changement qui permette d'aller de l'avant au lieu de risquer de revenir en arrière ». Et M. Bush de dénoncer les « mauvais docteurs » qui ont laissé l'Amérique pantelante à la fin des années 70 et qui frappent à nouveau à la porte. M. Bush a, comme il est naturel, repris le thème désormais central de tous les discours républicains et de M. Reagan lui-même : « Il y a huit ans, [nous] avons promis de rompre avec le passé et de rendre l'Amérique à sa grandeur ». Huit ans après, [nous avons] « le plus haut niveau de croissance économique de toute notre histoire et le plus bas niveau de tension dans le monde depuis plus de cinquante ans ».

Mais il a voulu montrer qu'il restait beaucoup à faire : « Soyons francs, les choses ne sont pas parfaites dans ce pays ». M. Bush évoque alors le sort de certains fermiers, de certains ouvriers, des enfants des villes qui « jettent au milieu de marécages de verre brisé et

de vie brisée », de sans-abri. (...) « Ils sont là, il faut les aider ». Ce passage « social » n'a pas reçu le moindre applaudissement. En revanche, la foule des délégués a réagi avec enthousiasme aux tirades sur la peine de mort, la prière à l'école, le droit de posséder des armes et surtout la promesse de ne pas augmenter les impôts.

Dans un registre plus intime, le candidat républicain s'est attaché à travailler son image, à essayer de faire sentir au public qu'il était autre chose que le patricien qu'on voit essentiellement en lui. Il a parlé de ses débuts au Texas au moment de l'inventaire pétrolier, « à trois dans une seule pièce », des communautés de voisinage et des barbeaux si chers à l'Amérique profonde. Tout cela était bien sûr assez fabriqué, mais pas plus que les développements de M. Dukakis sur sa saga de fils d'immigrants. M. Bush s'est aussi efforcé avec un certain bonheur de réduire l'impact des attaques personnelles blessantes dont il a été l'objet de la part des démocrates, en prenant le parti d'un riro : « Quand ma femme m'a vu préparer mon discours, elle m'a dit : Mets-toi à l'aise, enlève tes chaussures et mets ton « pied d'argent » dans la bouche ». C'est image, « George est né avec un pied d'argent dans la bouche », avait fait fureur lors de la convention démocrate. Elle résumait en une formule les origines fortunées et les maladrotes de langage de M. Bush.

Mais, après s'être écarté à deux ou trois reprises de son texte (écrit avec l'aide d'une jeune femme à qui l'on doit certains des meilleurs discours de M. Reagan), M. Bush a terminé comme il se doit sur un ton grave et déterminé : « Je vais faire en sorte que l'Amérique continue à aller de l'avant, toujours de l'avant, c'est ma mission et je l'accomplirai ».

Peut-être. Mais, au terme d'une convention qui s'est révélée, contrairement aux traditions, moins bien organisée que celle des démocrates, moins efficace en tout cas en termes médiatiques, la situation de M. Bush n'est pas vraiment brillante. Alors qu'il rattrapait son rival dans les sondages (phénomène normal au moment de la convention de son propre parti) le choix hâtif d'un coup de pied trop vers le risque de voir compromettre. Si M. Bush peut encore espérer d'accéder à la Maison Blanche, c'est par un chemin plus escarpé que jamais, tandis qu'un véritable boulevard se déroule sous les pieds de Michael Dukakis. Naturellement, on peut aussi dériver sur un boulevard, mais le candidat démocrate est tellement prudent.

JAN KRAUZE.

RECTIFICATIF. - Dans l'article de Jan Krauze « Fantasia d'épiphants de La Nouvelle-Orléans » (le Monde du 16 août), une erreur de transmission nous a fait citer La Nouvelle-Orléans comme « capitale de la Louisiane » au lieu de « capitale de la Louisiane ». La capitale de l'État étant, en fait, Baton Rouge.

LIBAN : après le report de l'élection présidentielle

- M. Frangié reste en lice
● Le camp chrétien cherche un candidat de compromis « modéré »

BEYROUTH de notre envoyé spécial

S'il fallait jouer des symboles, comment ne pas constater que le Parlement libanais, convoqué sans succès le jeudi 18 août pour élire un successeur au président Gemayel (nos dernières éditions du 19 août), s'est partagé exactement par moitié - trente-huit députés sur soixante-seize encore vivants - ce qui a provoqué un report sine die de la séance par défaut de quorum fixé, en définitive, à cinquante et un parlementaires. Match nul, pourrait-on croire, dans le bras de fer engagé par alliés interposés entre Damas et Washington.

Pourtant tout n'est pas si simple. D'abord, pour Damas, qui s'était engagé à fonder derrière la candidature de l'ancien président, M. Selim Frangié, le faible nombre de députés présents n'est pas un succès, même si, comme nous l'avons déclaré le fils du candidat, M. Robert Frangié, « celui-ci constitue plus une preuve éclatante des pressions auxquelles ont été soumis les députés du camp chrétien ou qui y résident, que du réel rapport de forces entre les deux camps ». Cela, a-t-il ajouté, « renforce notre détermination à maintenir sa candidature jusqu'à son élection ».

Dans l'Est chrétien, où l'on célèbre la « victoire » du boycottage réussi de ce premier tour électoral, le ton est aujourd'hui au compromis et il semble, en tout cas que, pressés par la nécessité, d'une part, et des conseils des États-Unis et du Vatican, notamment, d'autre part, les diverses forces politiques de l'Est, c'est-à-dire le président de la République, la milice des Forces libanaises, l'armée et le patriarcat maronite, aient enfin décidé de s'entendre pour se mettre d'accord sur un candidat acceptable par tous et qui serait présenté à Damas par l'intermédiaire de Washington.

Le chef de la milice chrétienne des Forces libanaises, M. Samir Geagea, déclarait, jeudi soir : « Nous allons trouver un candidat modéré, c'est-à-dire acceptable par toutes les fractions politiques présentes. Les Libanais et les non-Libanais ». Interrogé sur le maintien ou non du veto que sa milice avait posé contre une éventuelle candidature du chef de l'armée, le général Michel Aoun, M. Geagea s'est contenté de répondre : « En politique, rien n'est immuable ». En fait, des contacts ont déjà eu lieu entre les familles des Forces libanaises et ceux du général Aoun, qui ont permis de détendre sérieusement l'atmosphère et d'envisager peut-être une rencontre entre les deux hommes.

Reste à savoir pourtant quel sera le marché conclu entre les diverses forces politiques de l'Est dont les antagonismes, mis au second plan aujourd'hui, n'ont pas disparu pour autant, et, surtout, comment régnera la Syrie.

Plusieurs hypothèses sont envisageables, y compris celle du blocage absolu si Damas maintient son appui à la candidature de M. Frangié. En effet, déclarait encore M. Geagea, « tant que l'ancien président sera en lice, nous boycotterons les élections ». Dans ce cas, si aucun président n'était élu avant le 23 septembre, date d'expiration du mandat de M. Amine Gemayel, celui-ci formerait un gouvernement provisoire qui pourrait être constitué uniquement de chrétiens, ce qui signifierait

alors, d'une certaine façon, la partition du pays. Certains leaders politiques à l'Ouest, accusés d'allures M. Gemayel de jouer cette carte, ont justement en faveur de cette partition, soit, au contraire, pour pouvoir ensuite négocier avec Damas le renouvellement de son mandat.

On n'en est pas là, mais, d'ores et déjà, il semble acquis que l'élection d'un nouveau président, si on trouve un terrain d'entente, ne va pas intervenir avant la mi-septembre ou même quelques jours seulement avant la date fatidique du 23, qui marque la fin officielle du mandat de M. Gemayel. Tout dépendra, en fait, des calculs de Damas et de la possibilité du dialogue syro-américain.

Députés séquestrés

La séance de jeudi a montré les limites d'intervention de deux camps, et les accusations mutuelles ne vont pas aider à détendre l'atmosphère. A peine la séance terminée, en effet, ces accusations se sont multipliées de la part de plusieurs députés présents et du ministre de l'Intérieur, M. Abdallah Racy, gendre de M. Frangié, à propos des pressions exercées dans le camp chrétien pour empêcher les parlementaires de se rendre en séance.

Il semble bien, en tout cas, que, en plus du mot d'ordre de boycottage adressé mercredi aux députés résidant à l'Est, plusieurs d'entre eux aient été soit séquestrés, soit carrément enlevés le temps de la séance parlementaire. Bien qu'il soit impossible de faire la part de ce qui relève de la réalité ou de la comédie, des cas précis ont été signalés.

Ainsi celui de M. Mikhaïl Daher, enlevé avant son arrivée au Parlement et relâché en fin d'après-midi, ou celui de M. Hamid Dakroob, enlevé par trois inconnus alors qu'il faisait son jogging, le jeudi matin à Beit-Méry, dans la banlieue chrétienne. Plusieurs députés ont, d'autre part, affirmé avoir été séquestrés chez eux.

M. Abdallah Racy, a, pour sa part, affirmé que, outre ces deux cas, une quinzaine de députés avaient été « accusés de telles pressions qu'ils avaient renoncé ». Il a accusé l'armée « de n'avoir pas accompli la mission dont elle avait été chargée puisqu'elle n'était pas intervenue, malgré les demandes qui lui avaient été adressées par ces députés ».

L'armée, dont le commandant en chef, le général Michel Aoun, fait encore plus qu'un tiers figure de candidat potentiel, n'a pas encore réagi à ces accusations. Selon une source militaire, la troupe est bien intervenue à quatre ou cinq reprises, mais pour constater que les députés ne voulaient pas, en fait, se rendre au Parlement. Toutefois, s'il ne fait aucun doute que des pressions ont bien été exercées, celles-ci ont eu lieu aussi en sens contraire à l'Ouest, où deux députés, qui ont refusé l'anonymat, ont affirmé avoir été « invités » par des responsables syriens à se rendre au Parlement. C'est, en tout cas, le comportement du chef de l'armée qui est dénoncé avec le plus de virulence dans le camp des alliés de Damas, où l'on souligne que, en agissant ainsi, celui-ci a perdu toutes ses chances d'être un candidat de recours.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Israël et les territoires occupés

Mise hors la loi des « comités populaires »

Le ministre israélien de la défense a annoncé, le jeudi 18 août que les comités populaires palestiniens des territoires occupés étaient désormais illégaux et que les membres seraient désormais passibles de dix ans de prison ferme.

Les comités populaires ont été créés progressivement depuis le déclenchement du soulèvement en décembre pour organiser la vie quotidienne dans les territoires occupés. Un de leurs objectifs est de couper les ponts avec l'administration militaire israélienne tout en mettant en place des institutions parallèles et autogérées. Selon le communiqué du ministre de la défense, ces comités ont été créés par des militants « d'organisations terroristes et sont dirigés, contrôlés et financés par ces organisations ».

L'annonce du ministre de la défense constitue une nouvelle étape dans la lutte sans merci engagée contre les comités populaires par les autorités. M. Rabin avait réaffirmé mercredi sa volonté de « neutraliser » ces comités qui visent à « institutionnaliser le soulèvement dans les territoires » (le Monde du 19 août).

Des manifestations ont eu lieu jeudi dans les territoires occupés, faisant huit blessés palestiniens, pour protester contre l'expulsion mercredi de quatre Palestiniens vers le Liban et l'annonce de l'expulsion prochaine de vingt-cinq autres, accusés d'être membres des comités et représentant toutes les tendances du mouvement palestinien. Quinze d'entre eux devaient engager vendredi une procédure d'appel qui retarderait leur expulsion. - (AFP).

Le programme : du « reaganisme social »

LA NOUVELLE-ORLÉANS de notre envoyé spécial

Une orientation résolument droite, assortie de préoccupations sociales et d'un intérêt nouveau pour l'environnement : le programme adopté par les républicains au cours de leur convention de La Nouvelle-Orléans, est celui d'un parti profondément transformé sous l'impulsion de Ronald Reagan, mais qui entend aussi se battre avec des armes différentes sur le terrain favori des démocrates.

L'idée est de poursuivre sur la lancée de ce qu'on appelle la « révolution reaganienne » - un pari sur les individus, libérés de la tutelle de l'État, et l'exaltation d'une Amérique qui a retrouvé confiance en elle-même. Mais, en même temps, il s'agit de montrer que M. Bush peut s'attaquer aux problèmes que les Américains peinent désormais au centre de leurs préoccupations : la lutte contre la drogue, un effort pour les mallogés, une aide aux familles qui n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants dans les crèches, une revitalisation de tout le système éducatif.

Telles sont les intentions, mais le résultat est un programme qui enchante la droite, majoritaire dans

le parti, y compris les militants religieux républicains, entre autres, par la « télévangélisme » Pat Robertson, et laisse amers bon nombre de modérés - une espèce en forte diminution au sein du Parti républicain (25 % des délégués se définissent comme tels) et encore plus la poignée de « libéraux » (l'extrême gauche relative) qui subsiste encore parmi les républicains. Ainsi, lorsque il propos de l'avortement, pour lequel les républicains excluent toute prime en charge, même en cas de viol ou d'inceste, une déléguée a fait valoir que son parti « manquait de compassion », on lui a coupé le micro (l'incident s'est produit quelques jours avant la convention elle-même).

En matière économique, les républicains s'opposent à « toute augmentation des impôts » et promettent même une réduction à 15 % de l'impôt sur les gains en capital. Ils proposent un « gel flexible » des dépenses courantes de l'État, une notion bien vague, qui apparaît comme l'un des coupes de sécurité introduites dans un programme par ailleurs rigide.

Les républicains se prononcent aussi pour un amendement à la Constitution imposant l'adoption par le Congrès de budgets équilibrés, ce qui a toutes les chances de rester un vœu pieux, à la fois parce qu'un tel amendement serait à peu près impraticable et parce

qu'il se heurterait aux démocrates, assurés de garder le contrôle de la Chambre des représentants.

Pour ce qui est du bien-être des individus, les républicains rappellent que l'essentiel est, comme ils l'ont fait sous Reagan, de créer des emplois et d'augmenter la richesse du pays et donc les chances de promotion de chacun. « Nous sommes le parti du vrai progrès social », ils s'opposent à des augmentations de salaire minimum, « destructrices d'emplois », et préférent améliorer la situation des pauvres en accordant des « crédits d'impôt » (sorte d'impôt négatif) à ceux qui travaillent.

De même, ils annoncent leur intention de verser une allocation aux familles les plus modestes pour les aider à mettre leurs enfants à la crèche ou à la maternelle ou bien à permettre aux mères de rester au foyer pour s'en occuper. Les démocrates proposent, eux, des solutions plus dirigées, accordant une aide aux seules familles où la mère travaille et qui envoient leurs enfants dans des établissements agréés par l'État. Ce problème des crèches peut revêtir une importance considérable dans la campagne et beaucoup d'observateurs estiment que M. Bush a marqué un point en l'abordant de cette manière.

En politique étrangère, les républicains se retranchent sur les

positions reaganiennes - version dure. Ils saluent les progrès réalisés dans les relations avec l'URSS mais appellent à la prudence face à « la longue tradition des communistes en matière d'expansionnisme et de fausses promesses ». Ils envisagent un déploiement accru des systèmes de défense spatiale, alors même que M. Bush passe pour un pas être un inconditionnel de l'OS.

En Amérique centrale, ils veulent renouveler l'aide aux « contras », et de l'Afrique australe, où, tout en considérant l'apartheid comme « moralement répugnant », ils ne veulent pas envisager de sanctions économiques qui se retourneraient contre les Noirs d'Afrique du Sud.

Enfin, à propos du Proche-Orient, ils réussissent l'exploit d'être encore plus loin que M. Dukakis et les démocrates en matière de soutien unilatéral à Israël. Non seulement ils affirment, comme leurs adversaires, que les États-Unis sont liés à Israël par « une relation morale et stratégique » qui devra être « solidifiée » et « institutionnalisée », mais ils s'opposent aussi explicitement à « la création d'un État palestinien indépendant », considéré comme incompatible avec « les intérêts d'Israël, de la Jordanie et des États-Unis ».

J. K.

ailles

Antoine...
membres de femmes...
à l'annonce d'un...
à l'annonce d'un...

Antoine...
membres de femmes...
à l'annonce d'un...
à l'annonce d'un...

Antoine...
membres de femmes...
à l'annonce d'un...
à l'annonce d'un...

Antoine...
membres de femmes...
à l'annonce d'un...
à l'annonce d'un...

Antoine...
membres de femmes...
à l'annonce d'un...
à l'annonce d'un...

Antoine...
membres de femmes...
à l'annonce d'un...
à l'annonce d'un...

Asie

Après la mort du président pakistanais Zia Ul Haq

NEW-DELHI : la peur de l'inconnu

Le président Zia ne jouissait d'aucun capital de confiance à New-Delhi, mais sa disparition inquiète les dirigeants indiens en raison de la période d'incertitude qu'elle ouvre. Le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, et, avant lui, sa mère Indira avaient appris à connaître la personnalité de l'ancien chef de l'Etat pakistanais pendant les onze années où celui-ci est resté au pouvoir. Cette connaissance réciproque avait permis l'instauration d'une certaine forme de dialogue - quoique rempli de suspicion et d'arrière-pensées - qui évitait que les conflits locaux ou régionaux se dégradent en affrontement généralisé.

Trois guerres indo-pakistanaises se sont greffées sur le drame de la partition, en 1947, de l'ancien empire britannique, et les deux pays, voire les deux peuples, ne sont pas près d'oublier les blessures qu'ils se sont mutuellement infligées. Cela explique sans doute le climat quasi-paranoïaque qui règne dans chaque pays à propos des notes de presse, des déclarations, des prises de position, des gestes, des attitudes, qui se prêtent mutuellement l'Inde et le Pakistan.

Il ne se passe pas un jour sans que la presse indienne publie des articles dénonçant les velléités agressives du voisin. Au Pakistan, dans une moindre mesure, la même phobie existe. D'autant que les deux pays se sont lancés dans une course aux armements sans fin, transformant de plus en plus cette partie de l'Asie en poudrière.

La mort de Zia crée, de ce point de vue, une secousse brutale dans un équilibre géopolitique et militaire déjà précaire. Son ou ses successeurs (s'il s'agit d'une junte militaire) risquent de ne pas avoir la même capacité de contrôler les conflits qui naissent perpétuellement entre les deux pays. Le géo-

ral Zia et M. Gandhi savaient parfaitement doser - contrairement aux apparences - le niveau de leurs attaques verbales, mais sans doute aussi l'ampleur des affrontements sur le terrain. Dans le nord du Cachemire, dans la zone du glacier Siachen, soldats indiens et pakistanais se livrent des combats sporadiques pour le contrôle d'une région inhospitalière mais stratégique en raison de sa proximité avec le territoire chinois.

La question du Cachemire - partagé par une ligne de cessez-le-feu depuis 1948 - n'a jamais été réglée, et chaque pays continue d'en revendiquer la souveraineté. A Srinagar, la « capitale » de l'Etat indien du Jammu-Cachemire, où les musulmans sont en grand nombre, des manifestations se déroulent périodiquement pour réclamer le rattachement au Pakistan.

Des mesures de sécurité très fortes ont d'ailleurs été prises depuis la mort de Zia pour empêcher tout débordement populaire. La situation du Cachemire explique que l'Inde, où les musulmans représentent environ 14 % de la population, soit extrêmement attentive à la montée de l'islamisme dans la région. New-Delhi, qui craint les risques de contagion, n'avait pas caché son inquiétude et son irritation à la suite des mesures prises récemment par Zia pour accélérer l'islamisation du Pakistan.

La question de l'Afghanistan est également sous-jacente dans la tension militaire entre les deux pays. En dépit des accusations indiennes, il apparaît très improbable que le

Pakistan prenne l'initiative d'un conflit, tant la disproportion des forces conventionnelles entre les deux pays est à l'avantage de l'Inde. En revanche, ce déséquilibre disparaît dès que l'on envisage la question de l'armement nucléaire du Pakistan.

Les dirigeants indiens croient, on l'a vu, que le Pakistan n'est pas un Etat « bombe islamique », la capacité nucléaire acquise par le Pakistan étant - par définition - belliqueuse et anti-indienne, alors que la bombe indienne serait uniquement civile et « propre ». Les deux pays, qui restent également opposés à toute enquête internationale destinée à vérifier l'application du traité de non-prolifération nucléaire, entretiennent sur ce point une polémique alimentée régulièrement par les « révélations » de leurs journaux respectifs.

La presse indienne joue enfin un rôle majeur dans l'autre importante source de tension entre New-Delhi et Islamabad, à savoir la question du Pendjab. Incapables de mettre fin au terrorisme sikh, les dirigeants indiens ont choisi d'en rejeter la responsabilité sur le Pakistan. Islamabad, si l'on en croit les accusations indiennes, arme les « fous du Khalistan » (cet Etat indépendant et mythique des sikhs) et les entraîne sur son territoire.

La presse indienne a publié, il y a quelques mois, une carte du Pakistan montrant plusieurs dizaines de camps d'entraînement que personne, bien entendu, n'a jamais vus.

Les risques sont donc multiples d'une nouvelle période de tension entre les deux pays. Et la mort de Zia constitue peut-être avant tout pour l'Inde la disparition d'un garde-fou.

LAURENT ZECCHINI.

La résistance afghane craint l'interruption des livraisons d'armes

La mort du général Zia Ul Haq n'arrange pas, on s'en doute, les affaires de la résistance afghane. Celle-ci, en effet, recevait un soutien total de la part de Zia, malgré les pressions et, plus récemment, les menaces lancées par Moscou et Kaboul.

C'est un coup assasin porté à l'ensemble de la résistance afghane, estime un porte-parole de l'Alliance, Zia était le seul homme politique d'envergure internationale qui nous soutenait à fond et contre tous. Sa disparition est une tragédie dans le processus de libération de l'Afghanistan.

Depuis le 25 mai, date du début du retrait des forces soviétiques d'Afghanistan, les armes qui transitent par le Pakistan ne passent plus qu'au compte-gouttes, le président Zia voulant tant soit peu faire mine de respecter l'accord de Genève auquel il est lié.

Désormais, plus une seule arme ne pourra passer entre les mains des moudjahidines de l'intérieur, poursuit le porte-parole. Simplement parce que les Pakistanais vont d'abord, du moins jusqu'aux élections de novembre, penser à leur propre pays et, par là, oublier leur soutien à la Résistance.

Les résistants afghans croient à la thèse de l'attentat. C'est sûrement un sabotage. Les services secrets soviétiques, qui ont très bien pu manipuler les opposants de Zia, n'y sont certainement pas étrangers.

Il n'empêche que les incertitudes créées par la mort de Zia préoccupent les officiels américains. On craint ici que son successeur, probablement un militaire, ne bloque la transition vers un régime plus démocratique. Le général Zia, dit-on, était attentif aux recommandations américaines. Sans doute avait-il déposé son premier gouvernement civil, mais il avait annoncé des élec-

MOSCOU : des condoléances diplomatiques

des camps de réfugiés afghans. La solution de cette affaire montre que d'autres questions peuvent être réglées entre les deux pays, ajoutait M. Guerassimov, sans toutefois entrer dans les détails. Ce sont, d'autre part, des officiels d'un rang moyen, le vice-président du présidium du Soviet suprême, M. Vissoutz Astrouk, et le vice-ministre des affaires étrangères, M. Igor Rogatchev, qui se sont rendus à l'ambassade pakistanaise à Moscou pour y signer le livre de condoléances. Quant à la presse, elle s'est contentée d'annoncer sans commentaires la mort du président Zia.

L'agence Tass a indiqué que des journalistes soviétiques comptaient se rendre vendredi à Islamabad pour y interviewer le chef de l'Etat pakistanais sur les « violations » des accords de Genève par Islamabad. Ces accusations à l'encontre du Pakistan se sont multipliées ces dernières semaines, alors que les troupes soviétiques achevaient, le 15 août dernier, le retrait de la moitié de leur contingent d'Afghanistan.

Dans une déclaration publiée à cette occasion, le gouvernement soviétique indiquait que l'URSS se « réservait le droit » de prendre des « mesures imposées par la situation » si le Pakistan continuait de pratiquer sa politique « obstructionniste » à propos de l'Afghanistan. Interrogé sur ces « mesures », le porte-parole du ministère des affaires étrangères s'était contenté de déclarer : « Il ne s'agit que d'un avertissement. » (Indir.)

WASHINGTON : inquiétude devant les risques d'agitation

WASHINGTON correspondance

Sans attendre la fin de la convention républicaine de La Nouvelle-Orléans, le secrétaire d'Etat, M. Shultz, est parti pour Islamabad où il se contentera pas de représenter le gouvernement américain aux funérailles du général Zia. Au département d'Etat, on indique que M. Shultz s'entretenra avec les représentants d'autres pays, y compris l'Union soviétique et la Chine, pour les convaincre d'éviter de favoriser les luttes internes qui se feront probablement jour.

M. Reagan, quant à lui, a immédiatement nommé M. Oakley, un diplomate de carrière de haut rang travaillant au Conseil national de sécurité, pour remplacer l'ambassadeur Raphael, tué dans l'explosion du C-130. La mission de M. Shultz et la nomination rapide d'un nouvel ambassadeur témoignent de l'importance de Washington de maintenir des relations privilégiées entre les deux pays.

Il n'empêche que les incertitudes créées par la mort de Zia préoccupent les officiels américains. On craint ici que son successeur, probablement un militaire, ne bloque la transition vers un régime plus démocratique. Le général Zia, dit-on, était attentif aux recommandations américaines. Sans doute avait-il déposé son premier gouvernement civil, mais il avait annoncé des élec-

WASHINGTON : inquiétude devant les risques d'agitation

Plus d'un milliard de dollars de prêts et de dons sont destinés à l'Asie du Sud-Est, ce qui est jugé essentiel.

Plus d'un milliard de dollars de prêts et de dons sont destinés à l'Asie du Sud-Est, ce qui est jugé essentiel.

Plus d'un milliard de dollars de prêts et de dons sont destinés à l'Asie du Sud-Est, ce qui est jugé essentiel.

Plus d'un milliard de dollars de prêts et de dons sont destinés à l'Asie du Sud-Est, ce qui est jugé essentiel.

Plus d'un milliard de dollars de prêts et de dons sont destinés à l'Asie du Sud-Est, ce qui est jugé essentiel.

Plus d'un milliard de dollars de prêts et de dons sont destinés à l'Asie du Sud-Est, ce qui est jugé essentiel.

BIRMANIE

Les manifestants réclament la démocratie

(Suite de la première page.)

Les militaires, qui avaient établi d'importants cordons de sécurité autour des bâtiments où se trouvaient les dirigeants, ont dû tenir compte des pressions qui s'exercent sur eux, de l'intérieur comme de l'extérieur, pour rétablir la démocratie.

Plusieurs centaines de milliers de personnes ont, en effet, manifesté jeudi dans deux des principales villes du pays, Mandalay et Mogywa.

A Mandalay, la manifestation avait à sa tête le recteur de l'université et comptait dans ses rangs des bonzes, des intellectuels, des fonctionnaires et même quelques policiers.

A Rangoun, plusieurs milliers de personnes se sont réunies à l'hôpital général, où l'armée avait massacré plusieurs personnes la semaine dernière.

Enfin, il semble bien que le Japon exerce lui aussi des pressions sur le régime de Rangoun pour qu'il cesse de tirer sur les opposants.

CORÉE : la rencontre Nord-Sud de Panmunjom

Dialogue de sourds, mais dialogue tout de même

TOKYO de notre correspondant

Au cours de leur rencontre de travail à Panmunjom, le vendredi 19 août, les délégations du Nord et du Sud sont restées sur leurs positions, et se sont contentées d'exposer leurs propositions respectives pour la tenue d'une réunion des parlementaires. La rencontre a duré deux heures quarante-cinq minutes. Les deux délégations étaient composées de cinq personnes. Elles ont décidé, sur une proposition du Sud, de se rencontrer à nouveau samedi.

C'était la première fois depuis 1986 que les deux Corées reprenaient un dialogue politique.

Selon le porte-parole de la Corée du Nord, le chef de la délégation nord-coréenne, M. Chon Gum Chol, secrétaire général du comité pour la réunification pacifique de la patrie, a proposé une réunion plénière des 259 membres de l'Assemblée nationale du Sud et des 656 membres du Congrès du peuple du Nord, auxquels s'ajouteraient 50 représentants de différentes catégories sociales.

Cette réunion pourrait se tenir, selon le Nord, le 26 août à P'yongyang. L'ordre du jour en serait un pacte de non-agression et la participation, en tant que pays hôte, de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) aux Jeux olympiques.

Le chef de la délégation du Sud, M. Park Joon Kyu, a proposé une réunion comprenant un nombre limité de parlementaires. A l'ordre du jour de cette réunion, le Sud souhaite que soient ajoutées les questions des échanges de personnes, des relations économiques entre les deux pays, de la reprise du dialogue entre des Croix-Rouges, ainsi que la proposition d'une rencontre au sommet entre les présidents de deux pays, faite le 18 août par M. Roh Tae Woo.

En ce qui concerne les JO, M. Park a déclaré que le manque de temps rendait désormais très difficile la mise en application de la proposition du Comité international olympique selon laquelle P'yongyang pourrait accueillir cinq épreuves. « Dans les circonstances actuelles, a-t-il ajouté, la seule solution est que le Nord prenne part aux Jeux aux côtés de

PÉKIN : la perte d'un allié privilégié

Les dirigeants chinois n'ont pas fait mystère de leur inquiétude de voir le Pakistan, à bien des égards un pays crucial dans la diplomatie de Pékin, sombrer dans le chaos. Dès l'annonce de sa mort et avant même que la thèse d'un attentat ait été formulée, le chef de l'Etat chinois, M. Yang Shangkun, et le premier ministre, M. Li Peng, ont adressé à Islamabad un message de condoléances exprimant la disparition de « cet ami respecté de longue date », prenant soin d'exprimer le souhait que « le gouvernement et le peuple pakistanais (...) restent unis et préservent la stabilité ».

Le Pakistan a joué le rôle d'une cheville ouvrière dans le rapprochement de la Chine avec les Etats-Unis dès le début des années 70 : c'est avec sa complicité que M. Henry Kissinger « disparut » au cours d'une escale à Karachi pour aller secrètement à Pékin négocier le début de la normalisation sino-américaine. Face à l'Inde, la Chine a vu dans le Pakistan un allié privilégié lui garantissant un accès stratégique à l'océan Indien, notamment grâce à la route du Karakorum construite par les ingénieurs chinois

à travers une des régions les plus fécondes du monde.

Plus récemment, le conflit afghan a donné lieu à une nouvelle expression de cette alliance sino-pakistanaise que Pékin se félicitait d'avoir maintenue en dépit du sort réservé par le président Zia au vieil ami des Chinois qu'était Ali Bhutto : la Chine avait bien, pour la forme, demandé la grâce de l'ancien premier ministre, non sans une certaine insistance. Mais les relations entre Pékin et Islamabad n'avaient nullement souffert de l'exécution de Bhutto par le nouvel homme fort pakistanaise. Après l'invasion soviétique de l'Afghanistan, ces relations s'étaient développées en une coopération militaire pour armer la résistance afghane réfugiée au Pakistan. Pour avoir été plus discrète que l'assistance américaine, celle-ci n'en a pas moins pris une certaine ampleur au fil des ans.

Signe de l'importance attachée à ces liens par Pékin, M. Li Peng devrait faire au Pakistan, en octobre prochain, sa première visite officielle à l'étranger en sa qualité de chef du gouvernement chinois. La

crise politique intérieure pakistanaise, au printemps, avait été la cause du seul hiatus enregistré dans les relations entre les deux pays, lorsque le président Zia avait démis de ses fonctions le premier ministre M. Junjo, aussitôt après une escale que celui-ci avait effectuée à Pékin pour préparer la visite officielle de Pékin et effectuer le chef de l'Etat pakistanais. La Chine avait aussitôt fait savoir qu'elle « comprenait » les raisons ayant amené Zia à différer ce déplacement.

Premier fournisseur d'armes du Pakistan devant les Etats-Unis, partenaire de premier plan dans des domaines allant jusqu'au nucléaire - au grand dam de New-Delhi, - la Chine surveillera donc avec une attention particulière l'évolution d'un pays qui reste sa meilleure carte à un Afghanistan au futur incertain et à un pouvoir indien également bien peu fiable aux yeux des Chinois. Même si M. Rajiv Gandhi doit, en principe, effectuer une visite officielle à Pékin d'ici à la fin de l'année.

FRANCIS DERON.

L'hypothèse de l'attentat est privilégiée

(Suite de la première page.)

Selon des villageois témoins de l'accident, l'avion a tourné deux fois autour de la zone, comme si le pilote s'était rendu compte que quelque chose n'allait pas. On a entendu ensuite deux explosions, à cinq secondes d'intervalle, avant que l'appareil ne s'écrase au sol et ne prenne feu.

La dénouille mortelle du président Zia ainsi que les corps des autres victimes, dont l'ambassadeur et l'attaché militaire des Etats-Unis, sont arrivés jeudi à l'aéroport d'Islamabad, où les attentats et les responsables gouvernementaux et une foule de plusieurs milliers de personnes scandant les cris de « Allah O Akbar ».

Les honneurs militaires ont été rendus au président Zia, qui sera inhumé samedi à la mosquée Fayçal de la capitale pakistanaise, une des plus grandes mosquées du monde, dont la construction fut financée par l'Arabie saoudite.

Les condoléances de Kaboul

Les messages de condoléances continuent d'affluer à Islamabad, en provenance du monde entier. On remarque notamment celui du président du régime prosoviétique de Kaboul, M. Najibullah.

Ce dernier a réitéré son souhait d'une normalisation des relations entre les deux capitales et exprimé l'espoir d'une application de l'accord de Genève « qui constitue une base légale réaliste de solution à l'un des problèmes régionaux, dans l'intérêt national des deux pays ».

En visite en Finlande, le ministre afghan des affaires étrangères, M. Abdoul Wakil, a déclaré que « tout en regrettant le décès du président Zia », il espérait « que les changements à attendre au sein du gouvernement pakistanais ne modifieront pas la volonté d'Islamabad de se conformer aux engagements signés à Genève ».

On attend, pour les funérailles du général Zia, de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que des ministres des affaires étrangères. En particulier, le roi de Jordanie, les présidents de l'Inde, du Bangladesh, de la Turquie et des Maldives, le secrétaire d'Etat américain, le secrétaire britannique au Foreign Office et le chef de la diplomatie allemande, M. Genscher. (AFP, Reuters, AP, UPI).

IRAN : L'IMAM, LE VIZIR ET LE RÉVOLUTIONNAIRE

Rebondissements dans le genre des classes, qui se poursuit à Téhéran avec acharnement.

Dans le numéro double de juillet-août d'ARABIES en kiosques et en librairies 78, rue Jouffroy, 75017 Paris TEL : 46-22-34-14.

TAIWAN : trois Soviétiques libérés après quatre ans de détention

Trois marins soviétiques sont rentrés, le jeudi 18 août, en URSS après avoir passé trente-quatre ans en captivité à Taïwan, a rapporté jeudi le quotidien soviétique les Izvestia. Les trois hommes faisaient partie de l'équipage du navire marchand Tsoung, amarré en 1954 alors qu'il se dirigeait vers la Chine, et dont tous les membres avaient été internés dans un camp de concentration. (Reuters).

Vellités

Officiellement, c'est la fin de la culture et de repos. Les quatre membres du jury de l'Union européenne de la culture ont trouvé la solution. Ils ont décidé de ne pas attribuer de prix à la sculpture de l'artiste américain. L'œuvre de l'artiste américain est jugée trop provocante. Elle est jugée trop provocante. Elle est jugée trop provocante.

Les souvenirs de

M. Vasil Blazek, ancien ministre de la République tchèque, a écrit un livre sur son séjour à Paris pendant la guerre. Le livre est intitulé « Les souvenirs de ». Il raconte ses expériences pendant la guerre. Il raconte ses expériences pendant la guerre.

Dubček se met à pleurer

Dubček se met à pleurer. Il est très ému. Il est très ému. Il est très ému. Il est très ému. Il est très ému. Il est très ému. Il est très ému. Il est très ému. Il est très ému. Il est très ému.

La première vue, tableaux

La première vue, tableaux. C'est une exposition de tableaux. C'est une exposition de tableaux. C'est une exposition de tableaux. C'est une exposition de tableaux. C'est une exposition de tableaux.

L'actifisme des lecteurs

L'actifisme des lecteurs. Les lecteurs sont très actifs. Les lecteurs sont très actifs. Les lecteurs sont très actifs. Les lecteurs sont très actifs. Les lecteurs sont très actifs.

Europe

TCHÉCOSLOVAQUIE : le vingtième anniversaire de l'intervention soviétique

Vellités de transparence sous haute surveillance

PRAGUE de notre envoyée spéciale

Officiellement, cela s'appelle Parc de culture et de repos. Les Français l'appellent plus simplement « parc Fucik » : à vrai dire, le repos est plutôt difficile à trouver, dans la cacophonie hurlante des tubes disco déversés par les haut-parleurs des manèges et de la grande roue. Quant à la culture, elle relève davantage du jeu de piste, patiemment suivi par quelques aficionados entêtés. Pourtant, l'exposition « Salon 88 », que l'on finit par dénicher dans deux pavillons distants de plusieurs centaines de mètres l'un de l'autre, a constitué cet été une innovation culturelle dans la Tchécoslovaquie normalisée en voie de restructuration.

Plus d'un millier de toiles, de sculptures et de dessins s'y bousculent. Seule condition pour y exposer : être membre de l'Union des artistes, association officielle, ou de la Fondation artistique, plus ouverte aux jeunes artistes. La censure, dit-on, ne s'est pas insérée dans la sélection.

quotidien du Parti, dont on vend désormais, disent-ils, jusqu'au dernier exemplaire. « C'est pour les informations sur l'Union soviétique », rétorquent les mauvais langages.

« Depuis le dernier « printemps de Prague », c'est-à-dire depuis le plénum de décembre 1987 (en cours duquel M. Milos Jakes a remplacé M. Gustav Husak à la tête du PCT), ironise un jeune fonctionnaire, on observe dans notre presse une certaine « glasnost », décidée d'en haut et clairement limitée à certains sujets : l'écologie, les problèmes de société, certains thèmes socio-économiques. Mais on ne touche ni à l'histoire, ni au Parti, ni à 1968. Les locomotives de cette « glasnost » sont Rude Pravo et Kmen, le nouvel hebdomadaire de l'Union des écrivains, qui en fut privé pendant près de vingt ans.

Le rédacteur en chef de Kmen, Karel Sys, un poète de quarante-deux ans, ne cache pas que la tâche est rude. « Il n'y a pas eu de magazine littéraire pendant longtemps. Les écrivains ont dû s'y habituer. La littérature, d'une certaine manière,

cela, nous n'annonçons pas. Nous sommes la génération des années 60, abîmée, amputée ».

On a vu plus offensif... surtout en Tchécoslovaquie. La prudence de ce magazine fera dire à un intellectuel qui a refusé toute compromission : « Tout est relatif. Comparé à d'autres pays, Kmen est intéressant. Comparé à la presse soviétique, c'est nul ».

« D'ici deux ou trois ans... »

Karel Sys n'éprouve aucune sorte de tendresse pour les dissidents, mais il avoue lire Lidove Noviny « lorsqu'il l'a sous la main ». Cette publication mensuelle, qui paraît, elle aussi, depuis janvier, cherche, à sa manière, à forcer la « glasnost ». C'est le dernier-né de la presse clandestine, initié par un groupe d'intellectuels d'opposition, dont le dramaturge Vaclav Havel. Créé en 1982, titre prestigieux de la presse quotidienne tchécoslovaque de l'entre-deux-guerres, Lidove Noviny (le Journal populaire) cessa de paraître en 1952, après s'être forgé une solide réputation d'indépendance. Une tentative de ressusciter le titre fut compromise par l'arrivée des chars soviétiques en 1968.

Vingt ans après, avec les moyens du bord et de la normalisation, une douzaine d'opposants, dont plusieurs journalistes, décident que le temps est venu d'agir au grand jour : en bas de la dernière page de leur journal, ils révèlent le nom du rédacteur en chef, son adresse et la composition du comité de rédaction. Huit mois plus tard, tous sont toujours en liberté. Après quelques perquisitions initiales et la saisie du premier numéro zéro, la police a décidé de laisser faire. Le comité de rédaction a demandé l'enregistrement officiel de la publication. Sans succès pour l'instant, bien sûr...

Mais un étrange *modus vivendi* semble s'être tacitement établi entre la rédaction et les autorités. Lorsque le rédacteur en chef, Jiri Ruml, est convoqué au bureau de la censure, dans les locaux du ministère de l'Intérieur. Il y rend en compagnie de son avocat, et tous deux sont accueillis avec café et cigarettes. Dans le cours de la discussion, menée sur un ton courtois, le fonctionnaire de la censure admet sans difficulté : « D'ici deux ou trois ans, tout le monde écrira ce que vous écrivez aujourd'hui ».

Car, comme du paradoxe, Lidove Noviny, malgré son tirage confidentiel (quelques centaines d'exem-

plaires qui, assurent les journalistes, sont ensuite recopiés par les lecteurs) dit aux difficultés techniques, on arrive parfois à se substituer à la presse officielle. Ainsi lorsque la Pravda de Bratislava interrompt la publication des Mémoires de Vasil Bilak, le très conservateur numéro deux du PCT, parce qu'il comporte des passages compromettants, Lidove Noviny se procure l'original et publie les Mémoires sous forme de feuilleton. (voir encadré) « Cela a un succès fou », affirme un membre de la rédaction. Le mensuel, qui tente de rassembler davantage à un « vrai » journal d'informations qu'à une feuille militante, publie aussi du matériel sur l'URSS, en général traduit de la presse soviétique, que la presse tchécoslovaque n'a pas jugé utile de reproduire. Bilak et Oponik publiés en samizdat en Tchécoslovaquie, qui l'est ce n'est y a quelques années.

« Le pouvoir a perdu le monopole de l'information, estime un journaliste dissident. De plus en plus de Tchécoslovaques captent la télévision allemande ou autrichienne, sans parler de la télévision soviétique. Mais l'information, les rédacteurs en chef des journaux sont toujours les mêmes, le journal télévisé est digne des grandes heures du brejnevisme et le renouveau culturel va à la vitesse de l'escargot. SYLVIE KAUFFMANN.

(1) Diminutif de Vaclav.

Interpellations. — La police tchécoslovaque a enlevé, le jeudi 18 août, au bout de quelques minutes, deux grandes banderoles réclamant la « liberté » et le départ des troupes soviétiques sur la place Venceslas, en plein centre de Prague. Les membres du Parti radical (italien, formation européenne) qui les avaient déployées ont été interpellés. (Nos dernières éditions du 20 août.) Au moins huit militants radicaux ont été expulsés de Tchécoslovaquie après y avoir distribué des tracts à l'occasion du vingtième anniversaire de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie qui, dans la nuit du 20 au 21 août 1968, devaient mettre fin au « printemps de Prague ». A Moscou, les autorités ont interdit un rassemblement qui projetait de tenir un mouvement indépendant, l'Union démocratique, le 20 août, sur le thème « Un peuple qui opprime les autres peuples ne peut pas être libre ». — (AFP.)

POINT DE VUE

La vengeance de l'Histoire

par Jiri Pelikan député au Parlement européen, Directeur de la télévision tchécoslovaque lors de « printemps de Prague ».

ÉTRANGE vengeance de l'Histoire : vingt ans après, le régime mis en place par Brejnev à Prague a peur, pour que le socialisme rénové de Gorbatchev ne pénètre jusqu'en Tchécoslovaquie.

Tandis que, en URSS, des hommes nouveaux lancent une politique nouvelle, à Prague le même groupe dirigeant, issu de l'intervention militaire du 20 août 1968 et de la normalisation, demeure. En apparence, il soutient la politique de Gorbatchev. Mais, privé du support de l'opinion publique, il continue à gouverner par la répression et la censure.

Pourtant, il serait faux de penser que rien ne bouge dans la Tchécoslovaquie d'aujourd'hui. Le réveil et le développement d'une société civile, qui se manifestent par l'existence de mouvements indépendants comme la Charte 77, le Comité pour la défense des citoyens injustement poursuivis (VONS), l'initiative démocratique, les groupes écologistes, pacifistes, les groupes de rock et, enfin, le grand réveil de la foi religieuse constituent la nouveauté essentielle. Le secrétaire du comité central du PCT ne s'y est pas trompé, qui dénonçait au mois de mai, dans une circulaire confidentielle, le morose des forces « antisocialistes ».

Explosions spontanées. Ces mouvements sont, sans doute, le fait d'une minorité active de citoyens dont la majorité s'est retranchée derrière sa vie privée, tout en suivant avec un intérêt nouveau ce qui se passe en Union soviétique.

Mais il n'est pas exclu que, sous la pression des événements en URSS, il se trouve des gens qui, à l'intérieur même du système tchécoslovaque, surtout au sein de la nouvelle génération, commencent à rechercher un consensus avec la population. Les conditions de la renouveau de la pression du bas avec l'initiative réformatrice du haut seraient ainsi créées. Mais l'exemple

soviétique montre bien que, pour être crédible, la nouvelle politique requiert des hommes nouveaux.

Sous la surface se préparent d'importants changements. D'autant plus que, aujourd'hui, ce n'est plus seulement l'URSS, mais l'ensemble des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est qui sont en mouvement. Si les dirigeants de ces pays n'ont pas le courage de mettre en œuvre des réformes économiques et politiques radicales, ils s'exposent à des explosions spontanées — sociales et nationales — de mécontentement populaire.

Il est dans l'intérêt des nations de cette partie-ci de l'Europe — celle que souvent l'Occident appelle simplement « l'Europe », oubliant l'autre partie — que cette menace ne se concrétise pas. Car elle n'aboutirait pas à une « explosion de l'Empire », mais à une répression massive avec un danger d'insurrection de dictatures militaires de type stalinien.

C'est précisément pour cela qu'il faut demander à Mikhail Gorbatchev de prendre publiquement ses distances avec la « doctrine Brejnev » de la souveraineté limitée, et de reconnaître que l'intervention militaire contre la Tchécoslovaquie était une erreur, un erreur qui ne peut être répétée. Gorbatchev laisse entendre qu'une telle intervention ne serait plus possible aujourd'hui. Je le crois. Mais pourquoi alors répondre, dans son interview à l'Unita, que c'est la « affaire des communistes tchécoslovaques » ? Comme si c'était les « communistes tchécoslovaques » qui avaient envoyé les chars soviétiques à Prague ! Comme si l'invasion d'un pays n'était pas l'affaire du peuple tout entier !

Mikhail Gorbatchev peut-il faire ce geste et dire la vérité sans « déstabiliser » son bloc ? Je pense que oui. Cela ne modifierait pas les rapports de forces en Tchécoslovaquie même, et cela n'impliquerait même pas le retrait immédiat des troupes soviétiques « provisoirement » stationnées dans ce pays depuis 1968. La question de leur retrait peut être réglée dans le cadre d'un accord global sur l'équilibre des forces en Europe. Mais leur présence ne peut pas reposer sur la théorie brejnevienne de l'« aide fraternelle ».

Il ne s'agit pas aujourd'hui de réhabiliter Alexandre Dubcek et ses camarades, ni le « printemps de Prague ». Il n'en ont pas besoin — surtout pas venant de la direction tchécoslovaque actuelle. Ils ont été réhabilités par la « perestroïka » et la « glasnost » à Moscou. Et Gorbatchev jouit d'un immense avantage : il n'a rien à craindre des chars de Prague.

Les souvenirs très personnels de M. Bilak

M. Vasil Bilak, actuel numéro deux du PC tchécoslovaque et l'un des quatre membres du présidium du parti (sur un total de onze) à avoir approuvé l'intervention soviétique en 1968, a consacré ses souvenirs de la réunion dramatique du présidium du soir du 20 août 1968, au moment où quelque six cent mille hommes du pacte de Varsovie pénétraient sur le territoire tchécoslovaque. En voici des extraits publiés par Lidove Noviny :

« Dubcek se mit à pleurer, déboutonna sa chemise et s'écria : « Qu'est-ce qu'ils m'ont fait, mon Dieu. Qu'est-ce qu'ils m'ont fait ? », et il déclara qu'il démissionnait de son poste de premier secrétaire du PCT. « Je me suis rappelé que, peu auparavant, il avait menacé, à la légation soviétique, de se suicider. Je suivais toujours le jeu de ses mains. J'étais assis à deux mètres de lui et j'étais décidé à tout faire pour empêcher un quelconque geste irréversible qui aurait pu faire de lui un martyr. »

« Dubcek ne réagissait plus. (...) C'était le moment opportun pour Krigel (seul des dirigeants tchécoslovaques emmenés de force en URSS à avoir refusé de parapher les « accords » de Moscou quelques jours plus tard). Il se leva et com-

mença à déverser toute sa saleté, sa colère, sa haine. Je n'ai jamais été raciste, nationaliste. (...) Dans chaque peuple, il y a de bonnes et de mauvaises gens, des héros et des lâches. (...) Je ne portais pas d'autre jugement sur les Juifs. » « (Mais certains sont des sinistres. Ce sont les ennemis les plus féroces du progrès, de la défense de l'indépendance et du racisme. (...) Krigel y appartenait corps et âme. (...) Il avait de « khmers rouges » dans sa culture, l'héritage de nos pères. »

« Le président termina sa réunion le 21 août à 2 h 15 du matin. (...) Les éléments contre-révolutionnaires prenaient l'initiative. Les bandes fanatisées, incitées par le radio, détestaient les poteaux indicateurs, enlevaient les plaques des rues, enlevaient les unités soviétiques n'allaient pas trouver Prague et les objectifs décalés. »

« Par l'intermédiaire de la radio, on indiquait qu'il fallait liquider les traîtres. Les premières potences apparurent où penchaient des figurines de Bilak, Koldar, Indra (actuel président du Parlement), Jakes (actuel numéro un) et d'autres. (...) Ces bandes fanatisées avides de sang (...) occupèrent la rue impudemment. (...) — (AFP.)

tion des œuvres présentes — une grande première. « Ce n'est pas une très bonne exposition, commente l'écrivain Ivan Klima, qui n'a pas réussi à faire publier un seul de ses livres dans son propre pays depuis 1970, parce que, après vingt ans, nous n'avons pas de très bon peintres. Mais c'est une exposition intéressante. »

A première vue, tableaux et sculptures sont d'un conformisme qui en dit long sur l'indépendance culturelle imposée aux Tchécoslovaques par les rigueurs d'un hiver de vingt ans. En y regardant de plus près, on perçoit cependant quelques audaces, un abandon du modèle traditionnel de l'art socialiste. Intitulé Vasek (1), le portrait d'un homme barbu, portant dans ses mains un Christ en croix qui sort du tableau, en relief, n'est autre que celui d'un célèbre activiste catholique, Vaclav Bendis, l'un des bêtes noires du régime. Le pape, Kafka et Gorbatchev fournissent les thèmes des œuvres les plus osées, ensemble ou séparément d'ailleurs... Le secrétaire général du PCUS n'avait sans doute pas songé qu'il figurerait un jour, dans une salle d'exposition à Prague.

L'activisme des lecteurs

Et pour les jeunes artistes, la « perestroïka » est désormais une source d'inspiration aussi prise que les boîtes de Coca-Cola, comme en témoigne cette Variation sur un thème étranger, de Vaclav Sramek, qui, sous l'inscription « Perestroïka n° 7 », représente une série de « P » et de « A » et leur reflet à l'envers, au-delà d'une zone de flou.

Si timides — et rares — soient-ils, ces signes novateurs apparaissent à certains comme autant de fissures dans l'immobilisme de la société tchécoslovaque. D'autres cherchent des signes parallèles dans la presse, cette presse qui fut l'un des symboles du « printemps de Prague » avant d'être muséifiée. Les responsables de Rude Pravo font état d'un regain d'intérêt considérable pour le

POLOGNE

Le mouvement de grève s'étend

Les ouvriers des chantiers navals de Gdansk ont décrié le vendredi matin 19 août, à l'issue d'un meeting au cours duquel M. Lech Walesa a pris la parole, l'état de « préparation à la grève », menaçant de cesser le travail dès lundi si le pouvoir ne s'engageait pas à légaliser Solidarité. Parallèlement on apprenait que le mouvement de grève s'était étendu jeudi soir à quatre nouvelles usines de charbon et affectait donc désormais neuf centres d'extraction, ainsi que le port de Szczecin.

Les grévistes, qui seraient environ dix mille, réclament le rétablissement de Solidarité et des augmentations de salaires. Le président de Solidarité, Lech Walesa, a apporté son soutien total aux grévistes depuis Gdansk. La grève, a-t-il estimé, constitue désormais la « seule méthode » de combat pour contraindre le pouvoir à entreprendre de « véritables » réformes politiques et économiques. M. Walesa a accusé le général Jaruzelski d'« égocentrisme » et d'« aveuglement » face à la situation catastrophique de la Pologne.

En Haute-Silésie, la grève touche trois mines à Jastrzebie. L'une d'elles, Manfrest-Lipowcy, est occupée depuis lundi soir. Les négociations qui y avaient été engagées mercredi entre la direction et le comité de grève ont été interrompues. Dans la grande mine Andaluzja de Piekary-Salakie, près de Katowice, la capitale de la Haute-Silésie, 2000 mineurs ont débrayé. Enfin, les employés d'un autre centre

minier, à Kaczycze, non loin de la frontière polono-tchécoslovaque, refusent toujours, depuis mercredi, de rejoindre leur poste de travail.

Mais c'est surtout à Szczecin, port du nord-ouest de la Pologne, que la contestation s'est considérablement amplifiée jeudi. Plus de 3000 dockers ont cessé le travail. L'administration a décidé de fermer les caennines du port afin de contraindre les grévistes à quitter les lieux. Le mouvement s'est également étendu aux dockers de l'autre port de la région, Swinoujscie.

A Szczecin, les conducteurs d'autobus et les mécaniciens de la société des transports en commun (WPK) se sont également mis en grève jeudi. Ces employés et les dockers ont constitué un comité de grève conjoint, qui a adressé un message au général Jaruzelski pour l'inviter à discuter directement avec lui.

De son côté, le ministre du travail, M. Ireneusz Sekula, a lancé un ultimatum aux grévistes, qui a été lu à la télévision, en les invitant à cesser leur action vendredi au plus tard, sous peine de sanctions, y compris de licenciement. — (AFP, Reuter.)

● IRLANDE DU NORD : meurtre d'un catholique. — Un catholique a été tué par balles le jeudi 18 août par deux hommes masqués, dans un quartier au nord de Belfast, a indiqué la police. Il s'agit probablement d'une opération de représailles contre le meurtre d'un protestant, la veille, revendiqué par l'INLA (Armée nationale de libération irlandaise), estime-t-on à Belfast. — (AFP.)

LA BOURSE EN DIRECT
LE MONDE DE LA BOURSE
Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse
BOURSE
36.15 LE MONDE

VIENT DE PARAITRE
Revue d'économie
2
POUR S'ABONNER
A LA REVUE
FRANÇAISE D'ECONOMIE
ENVOYEZ VOTRE REGLEMENT A
R.F.E. 20, RUE DE MADRID
75008 PARIS
TARIF POUR LA FRANCE
PARTICULIER : 260 F - ENTREPRISE : 420 F

étude tation

Les succès de certains pays sur ces engagements de la région militaire, politique, économique, on signale pour les pays d'opposition la coopération.

de maintenir les succès de la Pologne, au sein de la communauté internationale des démocraties. L'administration américaine, sous la présidence de Ronald Reagan, a réaffirmé son soutien à la Pologne à l'occasion d'un déplacement de l'ambassadeur américain à Washington, Ronald Reagan, le 12 août pour la première fois depuis la chute du régime communiste.

Henri Pierre. ANIE nifestants ament nocratie

Le même

Le même

Le même

JEUX

échecs

N° 1294

UN AVIS DIFFÉRENT

(Championnat de l'Union soviétique, Moscou, août 1988)

Blancs : GUREVITCH
Noirs : KASPAROV
Défaite Grünfeld.

1. d4 C76 18. Dxd3 C62+
2. Cc3 g6 19. Rh3 Cxg4
3. e4 Fg7 20. Dg4 Dd6 (k)
4. Cc3 d5 21. Td1 (l) Txd1+
5. Dd3 dxc4 (a) 22. Cxd1 (m) Td8
6. Dxc4 e4 23. a3 Td2 (n)
7. d4 Cx6 (b) 24. f3 (o) Dd5 (p)
8. Rf2 e3 25. Dd4 (q) Dg5
9. d5 (r) 26. g2 (f) Dd3 (s)
10. e4 (d) e4x5 27. b4 (t) Cc2
11. e4x5 Td8 (e) 28. Dd8+ (u) Rg7
12. Td1 (f) Fd5 (g) 29. d6 (v) Cxg3+
13. Td1 (f) Cb4 30. Rg1 Cc2+
14. Td1 (a) Fxg3 (i) 31. Rf1 Dd7 (v)
15. Dd3 (a) Rf1 (j) 32. Dxd2 (x) Dd3+!
16. Dxd3 Cxg3 33. Ahxh1.
17. Dxd3 Fxd3

NOTES

a) Un des rares cas où l'abandon du centre est pleinement justifié, les Noirs obtenant rapidement un bon jeu figural, sans parler d'une exploitation possible de la situation de la D blanche.
b) Plusieurs systèmes se présentent : 7... Fg4 (système Smyslov) ; 7... g6 (système Boleslavsky) ; 7... Cc6 (système Najdorf) ; 7... a6 (système hongrois) et 7... Cf4. La sortie excentrique du C-d est une idée de Ragozine.
c) Contrôlant la case e4.
d) Dans la partie précitée, Karpov joua 14... Cb5 avec l'idée 14... Fxb2 ;

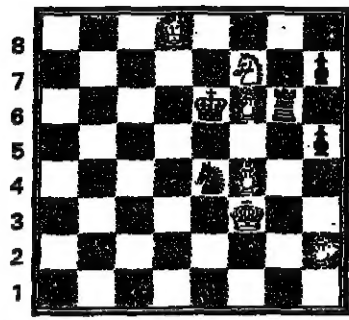
années 30, avant que Najdorf ne s'en empare dès 1940. Le champion du monde est un fidèle de cette variante, qu'il n'hésite pas à jouer même contre Karpov.
e) Après 9... dxc5, Fd6 ; 10. Db5, Td8 ; 11. Dxb7 (ou 11... c6), Txc6 ; 12. Dxb7, Txd3 ; 13. bxc3, Cg5), Cxg7 ; les Blancs ont du mal à résister. De même, si 9... e5, Cg4 ; 10. h3, cxd4 ; 11. hxc4, dxc3 ; 12. bxc3, Dd5 ; 13. Fd3, Fg7 ; 14. 0-0-0, Rh8 ; 15. Cc4, Dd7 ; 16. Fd3, b5 ; 17. Dxb3, Cb4 ; 18. Rb1, Fg4 avec égalité.
f) Une petite combinaison, connue depuis deux ans, qui aboutit, selon les analystes, à un jeu égal.
g) Ivanchuk, Lagunov et Hazin trouvent cette position équilibrée, mais tel n'est probablement pas l'avis du champion du monde : Le R blanc élargit la possession de la colonne ouverte et sont surtout d'atouts non négligeables.
h) Ce n'est pas si simple. Si 21... g3, Cc2, Dd2, Td4, Df6 ; 23. Rg2, Dg3 (ou 22. Td2, Df6 ; 23. Rg2, Cg3).
i) Reprendre avec la T perd le pion d5.

15. d6 ; après 14... Df6 ; 15. Fd3, Kasparov renouça à la suite 15... Dxb2 et continua par 15... Cb4 et tomba dans de grandes difficultés : 16. Cc7, Cxd3 ; 17. Cx68, Txd8 ; 18. Dxd3, Dxb2 ; 19. Td-61, Dd4 ; 20. Cd2, Dd4 ; 21. Dc4, Dxc4 ; 22. Cxc4, Fc3 ; 23. Cd2, Fxd2 ; 24. Fxd2, Fd7 ; 25. Ff4. On peut aussi préférer 15... Td8! une amfibrosion de Kasparov dans une partie en simultané contre Dzhandzhava, à Bakou en 1987.
j) Meilleur que 14... Cc6 ; 15. Fxd6, Fxd3 ; 16. Txd3, Dxd6 ; 17. Cg5, h6 ; 18. Cg4, Dd6 ; 19. a3, Dxb2 ; 20. d6, Td-48 ; 21. Td1, b5 ; 22. Dd5, Td6 (Ivanchuk-Lagunov).
k) Une petite combinaison, connue depuis deux ans, qui aboutit, selon les analystes, à un jeu égal.
l) Ivanchuk, Lagunov et Hazin trouvent cette position équilibrée, mais tel n'est probablement pas l'avis du champion du monde : Le R blanc élargit la possession de la colonne ouverte et sont surtout d'atouts non négligeables.
m) Ce n'est pas si simple. Si 21... g3, Cc2, Dd2, Td4, Df6 ; 23. Rg2, Dg3 (ou 22. Td2, Df6 ; 23. Rg2, Cg3).
n) Reprendre avec la T perd le pion d5.

n) L'avantage des Noirs commence à se faire sentir.
o) Si 24... g3, Ch3.
p) Maintenant Kasparov ne lâchera plus son adversaire ; cet affaiblissement forcé du roque ouvre une brèche dans laquelle il va s'engouffrer.
q) Si 25... d6, Td2.
r) Si 25... d6, Td2.
s) Menace mat en e2.
t) L'affaiblissement du roque blanc est maintenant général.
u) Si 28... Dg4, Dd3.
v) Ultime espoir.
w) Si 31... Rb1, Dxb4+.
x) Afin de parer 32... Dd3+ ; 33. Rf2, Cd4+ etc.
SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1293
L. MITROFANOV, 1953.
(Blancs : Ra1, Fb1, Pa6, b6, c2, h5. Noirs : Ra3, Td8, Cb4, Pa2, g4, h4.)
1. a7, Td8 ; 2. Fd3, Tg8 ; 3. Ff1, Td8 ; 4. Ff2, Tg8 ; 5. Fg4, Td8 ; 6. Ff6, Td8 ; 7. Ff7, Td8 ; 8. Fd5, Td8 ; 9. a8=D+, Txa8 ; 10. Fxa8, Cc5 ; 11. Fd4 Cc4 ; 12. b7, c3 ; 13. b8=D+ (st non 13. b8=D+, Cxg2+ ; 14. Fxc2, pa), et les Blancs gagnent.
CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE N° 1293

T. GORGIEV (1929)



BLANCS (6) : Rf3, Fg8, C7, Pf4, f6, h2.
NOIRS (5) : R66, Tg8, C64, Ph3, h7.
Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1292

UN GRAND MAÎTRE

Quand on demandait à Pierre Jaïs quelles étaient ses données préférées, il choisissait presque toujours une main où il avait employé une ruse pratiquement impossible à déceler. Il s'agissait d'un contrat de 3 SA chuté grâce à ce qu'on pourrait appeler une tromperie ou deuxième degré au cours du championnat d'Europe par paires de 1976.
♠ R V 9 8
♥ R 9 6 4 2
♦ A V 5
♣ A 5 2
D 10
D 6 3
RD 10 9 4
Ann. : S. don. Pers. vuln.
Sud Ouest Nord Est
Ekberg Jaïs Jonsson Pilon
1♠ 1♥ 1♣ 1♦ passe
1SA passe 3SA passe...
Jaïs, en Ouest, entama l'As de Carreau pour le Valet d'Est, et il

rejoignit le 2 de Carreau pour le 9 d'Est. Le déclarant prit avec la Dame, puis il réalisa ses cinq Trèfles maîtres (Est ayant trois petits Trèfles).
Quelles ont été les trois défausses d'Ouest pour essayer de faire chuter ce contrat de TROIS SANS ATOU ?
Le partenaire de Jaïs était un tout jeune joueur, Dominique Pilon, qui allait être champion du monde en 1982.
Réponse :
« Le déclarant, raconte Jaïs, a neuf levées avec l'impassé à la Dame de Pique. La ruse consiste à faire un faux appel dans une couleur pour faire croire au déclarant que l'on cherche à le tromper (sur l'As que l'on détient), alors que l'on sait parfaitement qu'il ne peut pas être dupé. Mais le but réel de cet appel est de pouvoir se défausser d'un 10 qui va lui ouvrir des horizons nouveaux et lui permettre... de chuter ! »
Jaïs s'empressa donc de jeter le 10 de Pique, puis le 3 de Pique

comme s'il voulait faire croire qu'il détenait lui-même l'As de Pique (alors que le déclarant sait bien à quoi s'en tenir puisqu'il a forcément cet As). Il pense que Jaïs a vraisemblablement l'As de Cœur, mais, de toute façon, l'occasion est trop belle de faire à coup sûr (ou... presque) trois levées à Pique et le top...
Alors, après avoir fait cinq levées à Trèfle, le déclarant suédois Ekberg monte au mort par le Roi de Pique, puis joue le Valet de Pique qu'il lui reste et que Jaïs prend avec la Dame (qui est maintenant sèche). Les trois Carreaux maîtres et l'As de Cœur font chuter ce contrat de deux levées, alors qu'aux autres tables les déclarants l'ont réussi en faisant l'impassé normale à Pique ! Une ruse exceptionnelle qu'Ekberg a eu le fair-play d'applaudir.
Champion de Russie
Il n'y a pas encore de championnat d'URSS, mais les meilleurs joueurs russes sont connus. Parmi

eux, citons Enno Koster, qui a réussi l'année dernière en partie libre ce coup magnifique. Même en regardant les quatre jeux un expert aura du mal à le réussir.
♠ A D 8 6 2
♥ 7 6 2
♦ A 5 4 3
♣ V 3
N VAV 10 2
O E V 10 9 8 3
S D V 7
R 9 7 5 4
V 4
A 5 4
R 9 8 2
Ann. : S. don. N.-S. vuln.
Sud Ouest Nord Est
Koster Jacobson Kalv Heino
1♠ 4♥ 5♦ 6♥
6♣ passe passe passe
Ouest ayant entamé le Roi de Cœur, comment Koster, en Sud, a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense ?

Note sur les enchères :
L'ouverture de Sud vaut 13 points seulement (en comptant 3 points de distribution et 1 point pour les plus-values de l'As et des deux Rois). Sur « 6 Cœurs » il doit donc passer, car, en disant librement « 6 Piques », il invite Nord à aller au grand chelem.
Courtier des lecteurs :
« Un contre-suiticide (1282). — Contrairement à ce que vous affirmiez dans l'introduction, Sier Yalcin (Ankara), je ne crois pas que le contre d'Ouest ait facilité la tâche du déclarant. » Et Yalcin, avant même la parution de la solution, propose le mort inversé et le squeeze final qui permettent de faire treize levées. Il est exact, en effet, que, même sans le contre d'Ouest, on peut choisir cette ligne de jeu, mais, entre une solution compliquée et une solution simple (l'impassé à Trèfle), un champion, aussi fort soit-il, préférera la simplicité.
PHILIPPE BRUGNON.

scrabble

N° 300

L'EXPANSION DES CHOSES INFINIES

Certains n'apprécient les parfums orientales avec de la MYRRHE et du BENJOÏN. Pétrissait l'ENCENS, le VÉTIVER et la CANNELLE pour en faire des boules à brûler. Tamisait et décomposait des pétales de rose écrasés, l'écorce de cascarille, les fleurs de LAVANDE.
Une armoire frottée au musc, un coffret de bois de cèdre possèdent quasiment la vie éternelle. D'autres parfums — huile de LIMETTE, bergamote, extraits de NARCISSE — s'évaporent au bout de quelques heures. Mais Gribouille avait réussi à lioger la senteur éphémère d'une huile de tubéreuse par d'infimes adjonctions de CIVETTE, de VANILLE, de LABDANUM et de CYPRES.
Autres anagrammes : ROMARIN, GILLET, STORAX ou STYRAX, arbrisseau fournissant le benjoin et un baume - NEROLI, huile extraite de la fleur d'orange - GIROFLÉE.

SANTAL. Comprisait des pastilles orientales avec de la MYRRHE et du BENJOÏN. Pétrissait l'ENCENS, le VÉTIVER et la CANNELLE pour en faire des boules à brûler. Tamisait et décomposait des pétales de rose écrasés, l'écorce de cascarille, les fleurs de LAVANDE.
Une armoire frottée au musc, un coffret de bois de cèdre possèdent quasiment la vie éternelle. D'autres parfums — huile de LIMETTE, bergamote, extraits de NARCISSE — s'évaporent au bout de quelques heures. Mais Gribouille avait réussi à lioger la senteur éphémère d'une huile de tubéreuse par d'infimes adjonctions de CIVETTE, de VANILLE, de LABDANUM et de CYPRES.
Autres anagrammes : ROMARIN, GILLET, STORAX ou STYRAX, arbrisseau fournissant le benjoin et un baume - NEROLI, huile extraite de la fleur d'orange - GIROFLÉE.

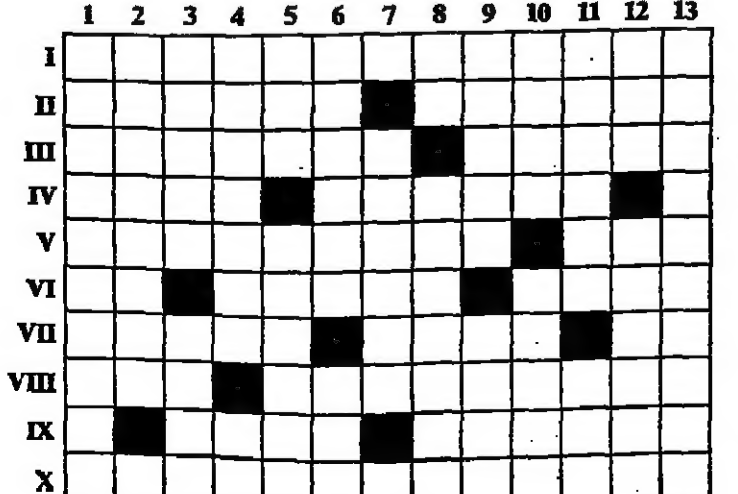
N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	VTS
1	BRUILLI	BRUIT	H 4	28
2	LI+ANGOHT	BIATHLON	4 H	78
3	NLOUFAS	FOULANTS	B 8	62
4	NTVEUYS	APICOLES	F 8	66
5	U+AESDDO	VOY(A)NTE	C 7	64
6	U+UOS+ENS	FADE	B 9	31
7	OU+DERTS	USNEES	14 B	31
8	EXEMIOE	TONDEURS	O 2	77
9	VEREFSSE	MOELLE(U)X	M 1	34
10	F+ARAKEL	ÉCRIVÉS (a)	11 E	48
11	FABL+IMR	SAKE	15 F	41
12	RILME+JU	FA (b)	12 H	23
13	RR+HGE	JUMELÉ	6 J	32
14	TEWREUT	HE	19 J	28
15	WEMT+OAE	FAUTE	12 H	25
16	WEMQ+IZ	ETA(U) (c)	7 J	17
17	WEMQII+A	FAUTEZ	12 H	18
18	RPNOECA	EPIAJ	9 E	25
19	O+GINIM	CAPERONT	2 H	36
20	MI+ABGRD	GIRON	1 E	32
21	BDRAM+QW	ZIG	M 12	26
22		AMBLE	E 5	16
23				
			Total	880

(a) VEREFSSE, 1 H, 36. (b) RAIPORT, 2 E, 34. (c) ETAME, 7 J, 18.
Festival de Vittel, Club Méditerranée, du 9 au 11 septembre. Individuel et paires. Tél. : 42-61-83-00, poste 33-76.
MICHEL CHARLEMAGNE.

FESTIVAL DE PREVEZA
(Grèce)
13 juillet 1988
(3^e manche)
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant.
Sur la grille, les cases des rangées horizontales sont désignées par un numéro de 1 à 15 ; celles des colonnes par une lettre de A à O.
Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.
Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (P.L.I.) de l'année.

mots croisés

N° 522



Horizontalement
1. Un service tout indiqué pour un récent ministre délégué.
II. Fâcheuse surprise. Précieuses mesures.
III. Cassa ma non troppo. Spontané.
IV. C'est se fâcher. C'est quand on se fâche.
V. Vous n'y résistez probablement pas. Existe avant 92.
VI. Fécond quand on le double. Donne un vernis. Donne et prend.
VII. Favé. Peut avoir des vapeurs. Un peu de facilité l'ouverture.
IX. Ecorce. On fait tout pour qu'elle se conduise
bien.
X. Elles accordent trop d'importance à la forme.
Verticalement
1. Officin en I, entre autres.
2. En aucun cas elles n'arrivent à plaire.
3. Laisse sur place. Sa réalité ne se discute pas.
4. Read stérile. Fait un peu cliché.
5. C'est tout lui. Ne concerne pas la ville.
6. Retraite. Vent.
7. Petit bois.
8. Se parle. S'entend on conduisant à s'entendre.
9. Mal lotie. Va parler.
10. Fait un arrangement. Plaisait à Ronsard.
11. Améliorer sur les bords. Dans le civet.
12. Pousse au départ. On s'en passerait.
13. Ainsi des parcelles sont réutilisables.
SOLUTION DU N° 521
Horizontalement
I. Réveille-matin.
II. Ecorcée. Oubrié.
III. Bourde. Pulsar.
IV. Alibi. Mulet.
V. Rio. Guépi. Ebo.
VI. Belges. Ingres.
VII. Arossat. Isari.
VIII. Te. Attrait. Az.
IX. Clé. Aissaco.
X. Frissonnantes.
Verticalement
1. Rébarbant.
2. Ecoulée.
3. Vouloir. Cx.
4. Erre. Gonis.
5. Indigeste.
6. Lee. Usait.
7. Le. Me. Iran.
8. Puytitan.
9. Moulin. Isa.
10. Able. Gitan.
11. Testera. Nc.
12. Ira. Besaco.
13. Nervosité.
FRANÇOIS DORLET.

anacroisés

N° 523

Horizontalement
1. DEEIRRRV.
2. AEILLRS (+2).
3. ADUILLQ.
4. ACHINOP.
5. CEGILLOT.
6. BBEIMNO.
7. ADEGNOS (+1).
8. DEIMNU (+1).
9. AEGORSTU (+3).
10. EIRSSST (+3).
11. BELMRSU (+3).
12. AAEER.
13. ADONOR (+1).
14. ADIPRSSU (+1).
15. DHOST.
16. DEIMMNO.
17. EIMQORU.
18. AERHINST.
19. EESINRU (+2).
20. EBERSX.
21. EISSSU.
Verticalement
1. EINHOPR.
2. ACEGINOP.
24. AERINSEL.
25. BINCORTV.
26. ACEHLORT (+1).
27. ABEHMOOR.
28. DEGINORU (+1).
29. EEIILNNS.
30. ADEINT (+1).
31. CEINRSU (+1).
32. AEGIORTU (+1).
33. EINRSU (+4).
34. ADEGIORS.
35. DEIINOS.
36. ABERSTU (+2).
37. DEILOSV.
38. AAEHIRST (+1).
Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.
Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inutilisables sur la grille.
Comme au scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans la première partie de Petit Larousse illustré de l'année. (Les mots propres ne sont pas admissibles.)
39. AEGNSSU.
40. AAAMSSS (+1).
SOLUTION DU N° 522
1. SOLPIER.
2. CROUPIER.
3. RASSETTE (RETATES STATERE TESTERA TETERAS).
4. ATTORNEY.
5. IRANIEN.
6. RESISTANCE.
7. TENANTE.
8. OCULISTE.
9. FEMINISTE (FEMINISTE).
10. MENACER.
11. EXECUTIF.
12. STOUTS.
13. OCEANIDE.
14. MUSELET.
15. CIDRENE.
16. ENCLIQUEURE (TOURNER).
17. EHONTES.
18. ROUTIER (TOURIER).
19. NEMEENS.
20. FLEGMON.
21. SURDITES (RUDISTES).
22. COUVERT.
23. OVAIRES (VAROISES).
24. LESTANT (LATENTS TALENTS).
25. ECHOUE.
26. MENAJANT (ANEMENT).
27. INFECOND.
28. ENTRETENU.
29. IRREEL (LIERRE RELIER RELIERE).
30. NEMATODE (ver parasite).
31. AEROTREPS.
32. RETRECIR.
33. MECANO.
34. HEITES.
35. PARADIS (DIAPRAS DRAPAIS).
36. LEUDES (sujet d'un roi (ELUDES)).
37. ETETATT.
38. ENRENE.
39. ROYALES.
40. SETTERS.
MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

GC

Au Quai des Ormes

Marius

Des décrets

GA

Rue droite

SALLE CLIMATISÉE

le souf

HADAMON

LES HALLES

PARIS-11

OUVERT EN AOUT

JAUVERGNATE

ARTOIS ISIDORE BOUZ

BOURGUIGNONN

CHEZ PIERRON, 18, rue de

BRETONNES

TY COZ

St-Georges, 45

COULILLAGES, CRU

OUVERT tout l'été

SEMAINE GOURMANDE

Au Quai des Ormes

Passant de Neuilly au quartier de l'Hôtel de Ville, Yves Bourrier se devait, tout en restant fidèle à lui-même, de ne pas surprendre les clients du Quai des Ormes. Aussi a-t-il gardé (provisoirement j'espère) le menu 900 calories snobissime et inintéressant, style « cuisine minceur » épate-médias. Pour le reste, cet excellent cuisinier n'oublie pas le terroir tout en travaillant dans le délicat.

Les œufs Bourrier sont broyés aux truffes, mais le saucisson en brioches vient directement de Lyon (de chez Bonnard), le saint-pierre coulis de champignons est enrobé d'une sauce vineuse d'un parfait équilibre, le pavé d'Angus est accompagné d'une galette de pommes de terre et la volaille de Bresse est patronnée par Lucien Tendret (appel de la table au pays de Brillat-Savarin). La tourme de Montbrison fait merveille avec une pomme (mais oui, demandez-lui !) pour escorter le saint-joseph 1985 (de Jean Marysanne, vigneron à Mauves - du reste, les côtes-du-rhône sont nombreux à la carte !) et les baignades de fruits frais au jus d'airelle dominent les desserts. Menu « Bourgeois » (2 plats, fromage et dessert à 178 F) et carte : compter 300 F.

● **AU QUAI DES ORMES**, 72, quai de l'Hôtel-de-Ville, 75014 Paris. Tél. : 42-74-72-22. Fermé samedi midi et dimanche. Parkings : Pont-Marie (déjeuners) et Hôtel-de-Ville. Salon : 30 couverts. CB.

Marius

Cantine des députés depuis des lustres, la maison de la rue de Bourgogne mériterait d'être classée (ne serait-ce que par les obsolètes photos illustrant le parlementarisme des III^e et IV^e !). Reprise par les Perrod (venus de la rue Pergolèse et de leur Pays de Bresse), heureusement rajeunie, c'est toujours

l'aimable maison un peu secrète, où les passions se tissent l'espace d'une dégustation, avec des dîners plus paisibles encore.

Banc de fruits de mer (au pluriel) et carte d'un classicisme évolué (bon foie gras au torchon, gratin de morue fraîche nicoise, ris de veau aux morilles) avec aussi d'excellentes volailles de Bresse d'une fermeté de chair qui ne trompe pas (si elle peut déconcerter les Parisiens habitués à la chair molle de l'élevage industriel). La cave doit s'enrichir encore. Les desserts sont somptueux. Le service est discrètement compétent. Un menu du midi à 180 F, et la carte (comptez 350 F).

● **MARIUS**, 5, rue de Bourgogne, 75007 Paris. Tél. : 45-61-79-42. Fermé jeudi midi et dimanche. Parking : Invalides. AE - DC - Visa.

Les Feuilles libres à Neuilly

Dans une petite rue paisible, un petit restaurant plus paisible encore avec un menu-carte (230 F vin et service compris) bien complet où j'ai pu choisir un parmentier de sarines vinaigrées aux herbes, des pétales d'agneau à la fleur de thym, l'assortiment des fromages, l'assiette de sorbets arrosés d'un très honnête bordeaux « maison ».

Le choix est grand - six entrées et autant de plats et de desserts avec un supplément les suggestions du jour. On retrouvera ici un des amateurs en salle du Grand Vétour du temps du chér Raymond Olivar, assisté de son épouse qui anime aussi, non loin de là, le Gourmet de Neuilly (service traiteur).

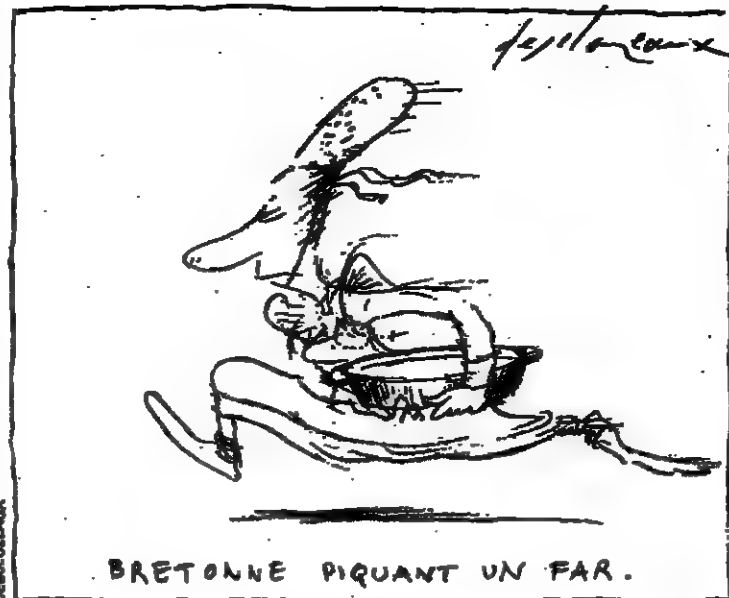
● **LES FEUILLES LIBRES**, 34, rue Parrot, 92200 Neuilly. Tél. : 46-24-41-41. Fermé samedi midi et dimanche. Chiens acceptés. CB - DC - AE.

LS sont typiques. Ils sont multiples. Ils sont en voie de disparition, ces fars dont quelques cuisinières bretonnes sont encore gardiennes ! M^{me} Simone Morand, qui, en musicienne-poète, a découvert la petite musique des cuisines régionales (elle est l'auteur d'une *Gastronomie bretonne*, chez Flammarion), remarquait à leur propos : « Bien des régions en ont oublié les recettes. Seul le Léon tient bon avec une infime partie de la Cornouaille. »

Et elle énumère les fars salés qui sont : les fars sac'h (en sac), les fars manch (en forme de manche), fars poch (en forme de poche), fars gwiziz (à la farine de blé noir), gwiziz (farine de froment), fars daou hanter (mélange des farines), fars kig ha fars (avec du lard). Ils peuvent également être dits fars pod (cuits en marmite). La base en est toujours farine, beurre et œufs. Salés, ils se mangent en tranches avec viandes ou légumes ou remplacent ceux-ci, lorsqu'ils sont cuits dans du bouillon de viande. Interdits durant le Carême, ils revenaient à table avec les cloches de Rome, le samedi saint.

Et servis lors des noces, l'usage était que les invités en rapportent dans un mouchoir à ceux restés à la maison. En pays de Rennes, c'était le « lod ar frico » (la part de noces).

Da côté d'Quessant, on prépare le fars gwad (au sang de porc) en mélangeant ce sang avec la farine, le lait, du sucre en poudre, un peu de sel et des raisins secs. Ailleurs - et étant entendu que le princi-



pal reste la farine, les œufs ou le lait - ou les deux à la fois, - on fera un fars sac'h aux pruneaux dénoyautés. Ou encore avec des pommes de terre râpées, du lard et des raisins secs.

L'intéressant - que Simone Morand n'évoque point - semble être que le farci poitevin et le farçon savoyard sont eux aussi des fars (tout comme la mique du Quercy et, après tout, le saint breton Amador a trouvé son roc par là-bas !). Même essence rustique en fait, et le pudding anglais n'est pas loin : dans le pays de Léon ne prépare-t-on pas le pouloüdig (pâte de farine de blé noir, lait, beurre fondu mis en boulettes cuites dans du lait ambré de rhum).

Pleins fars

LIRE

Monselet le gourmet

Quel terrible gourmet dut être ce Charles Monselet (1825-1888) qui, au siècle dernier, donne ses lettres de noblesse à la critique gastronomique ! « La cuisine attend sa révolution, voit sa terreur. Elle traverse peut-être un bairmarie, n'importe ! La cuisine ne peut périr ! », n'hésitait-il pas à écrire en 1853 dans le journal Paris.

Heureuse idée, en tout cas, que de publier, l'année du centenaire de sa disparition, les recettes, entrelardées de chroniques et de dessins du temps, de cet honnête homme complet. Ne fut-il pas aussi le précurseur enthousiaste de la première édition des *Mémoires d'outre-tombe* de Chateaubriand, lui-même écrivant une foule de livres touchant un peu à tous les genres, du roman à la poésie, régulant ainsi les sujets de Napoléon III.

Ami, entre autres, de Nerval, Hugo, Lamartine et Baudelaire, il fut même dans les bonnes grâces du difficile Sainte-Beuve qui écrivit de lui : « Il jette au vent les dons de l'imagination, le fantaisie, l'esprit sans jargon, la malice souvent fort testis mais sans fiel. »

Et puis surtout il a légué une cascade de recettes et de menus les plus divers que Florence Arzel et Maryse Aupiais ont retrouvés, trouvés souvent « modernes » et publiés. De « sa » bouillabaisse, « triomphe des potages de carême », à la soupe au fromage, des anguilles à la broche (sic) au ragout de viande au citron, sans négliger « le couscousou, ou recette arabe », conquête de l'Algérie oblige, nous arrivons aux desserts sous les auspices du général Dourakine (gelée d'ananas à la moscovite) et sous celles du dieu des gourmets en personne, inventeur sans nul doute de l'exquise et infaisable omelette à la fleur de pêcher, aux caufs de poulet cochinchinois... Une lecture-régail à tout le moins.

J.-P. P.-H.

● **Le Monselet gourmet**, présenté par F. Arzel et M. Aupiais, éd. Jeanne Lafitte, Marseille, 300 p., 180 F (nombreuses gravures).

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Aquaine
ENTRE MER ET MÉDOC
HOTEL RESTAURANT ****
Parc fleur 2 ha. Piscine, tennis, piste jogging et cyclable, prox. golf.
1/2 pension 245 F.
LES ANHÉLITES, 33100 SALAUNES.
Tél. 56-69-68-06.

Campagne
CHAUMONT-SUR-THARONNE
HOTEL *** **RESTAURANT** ****
LA CROIX BLANCHE
41600 CHAUMONT-SUR-THARONNE
Relais gastronomique

Côte d'Azur
NICE
HOTEL LA MALMAISON
Maison de l'Est. Westerns ****
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
50 CHAMBRES CLIMATISÉES ET TV COULEUR PAR SATELLITE.
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-62-56 - Tél. 478418.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Piscine, centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur.
Tél. direct, minibar.

Montagne
05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc régional. Site classé.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Chamb. studio + cuisinette-grill. Tennis.
De 50 F à 150 F par pers. et par jour.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Piscine, Tennis.
1/2 pens. 1029 F à 1617 F sem.
Pensions 1309 F à 1848 F la sem.

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
(Hautes-Alpes)
PARC RÉGIONAL. Alt. 2000 m.
Soleil médit. Randonnées, activités avec encadrement sur place.
HOTEL LE COGNAREL ****
LOGIS DE FRANCE
Tél. (16) 92-45-81-03

Suisse
LAC MAJEUR
LOCARNO
GRAND HOTEL
Complètement rénové. Nouvelle piscine.
Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dr. A. Cotté tél. 19-41/93/330282 - Tél. 846143
Via Sempione, CH 6600 LOCARNO.

GASTRONOMIE

Rive droite

SALLE CLIMATISÉE
le soufflé
Sa cuisine française et ses soufflés
38, rue du MONT-THABOR (près de la place Vendôme)
Réservation : 42-80-27-19
Fermé le dimanche
27^e ANNÉE

CHEZ PIERROT
Cuisine bourgeoise
SES PLATS DU JOUR ET POISSONS
SPECIALITÉS BOURGUIGNONNES
OUVERT EN AOÛT
18, rue Étienne-Mauroi (2^e) - 45-08-17-94 et 06-48
F. / sem. et dim.

HADAMOND
Ses spécialités TRIPES - POISSONS
SALONS POUR REPAS D'AFFAIRES
24, rue de la Grande-Tranquillité
LES HALLES
PARIS-1^{er} Tél. : 42-33-06-72
Fermé dimanche et lundi midi
OUVERT EN AOÛT

Le Sybarite
Écrit-Germain-des-Près
MAISON DU XVI^e SIECLE
CUISINE TRADITIONNELLE
OUVERT EN AOÛT
6, rue Sobot (6^e) - 42-22-21-56

BRASSERIE DE L'EST FACE GARE DE L'EST
SA FABULEUSE CHOUROUTE
LE DELICIEUX JARRET DE PORC - CONVY DE CARNAUD POISSONS SAUVAGES
7, rue de la République - 01 - 03-20-04 - De 5 H DU MATIN A 2 H DU MATIN

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

<p>Auvergnates ARTOIS ISIDORE ROUZEYROL, 13, r. d'Artois, 9, 42-25-01-10. F. / sem. dim. Fermé du 10/7 au 4/9 inclus.</p> <p>Bourguignonnes CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, 45-08-47/74. F. sem. dim. Cuis. bourg. Ouvert en août.</p> <p>Bretonnes TY COZ, 5, r. St-Georges, 48-78-42-95. Fermé dim., lundi soir. POISSONS, COQUILLAGES, CRUSTACÉS. Ouvert tout l'été.</p>	<p>Paella EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 43-87-26-87. F. / sem. dim. Env. 180 F. PLATS A EMPORTEUR Fermé du 1 au 31/8 inclus.</p> <p>Françaises Traditionnelles RELAIS BELLMAN, 37, r. François-I^{er}, 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h. Cuis. élég. Fermé samedi, dimanche. Fermé en août.</p> <p>LE PROCOPE, Carrefour de l'Odéon, 13, rue de l'Assommoir-Cornélie, 6, 43-26-99-20. Fruits de mer. Cuisine de tradition. Accueilli jusqu'à 2 h.</p>	<p>Fruits de Mer et Poissons A LA BONNE TABLE, 45-39-74-91. 43-87-26-87. F. / sem. dim. 42, r. Fribat. PARKING. Spéc. POISSONS. Ouvert en août.</p> <p>LA CLÉ DU PÉRIGORD, 36, rue Croix-des-Petits-Champs, 40-20-06-46. F. dim. Spéc. Sud-Ouest. Env. 230 F s.c.</p> <p>CHARLOT, Roi des Coquillages, 12, place Clichy, 9, 48-74-49-64. Tous les délices de la mer réunis dans un cadre « Art déco », 12 h jusqu'à 1 h.</p> <p>LYONNAISES LA FOUX, 2, rue Clément (9^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux. Ouvert tous l'été.</p>	<p>Sarladaises LE SARLADAIS, 2, r. de Vienna, 8, 45-22-23-62. Cuisine 90 F. Cuis. 90 F. Fermé en août.</p> <p>SUD-OUEST LE REPAS DE CANTON, 47-48-25-16, 1, boulevard de Clichy (11^e). F. sem. dim. Fermé du 30/7 au 31/8 inclus.</p> <p>DANOISES ET SCANDINAVES 142, av. des Champs-Élysées, 43-89-28-41. COPENHAGUE, 1^{er} étage. Fermé en août. FLORA DANICA et ses agréables jolis. Ouvert tout l'été.</p>	<p>Ethiopiennes ENTOTTO, 45-47-08-51. F. / dim. 143, r. L.-M.-Nerbonne, 13^e. Dorowot, Beyayestaw av. l'Indjira.</p> <p>INDIENNES-PAKISTANAISES MAHARAJAH, 43-54-26-07. 7 jours sur 7. 72, bd St-Germain. M^o Maubert. SCE NON-STOP J. 23 h 30. Vend., sam. J. 1 h. Cadre luxueux. Salle climatisée. Ouvert tout l'été.</p>	<p>Italiennes L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Moncheb, 13^e. 45-89-08-15. F. / dim, lundi. ÉMILIE-ROMAGNE.</p> <p>Portugaises SAUDADE, 34, rue des Bourdonnais, 1^{er} (Châtelet), 42-36-30-71. Sery. J. 22 h 30. F. dim. Spéc. portugaises. PÉRENNITÉ. PRIX MARCÉ POLO CASANOVA 88.</p> <p>Vietnamiennes NEM, 66, 66, rue Lauriston (16^e), 47-27-74-52. F. sem. voir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades. Fermé en août.</p>
---	--	---	--	---	---

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi de dimanche-matin. Signification des symboles: **R** Signalé dans « Le Monde radio-télévision » **F** Film à vision **O** On peut voir **M** Ne pas manquer ******* Chef-d'œuvre en classique.

Vendredi 19 août

TF 1

20.30 Jeux : Intervilles. Virelles-Cap-d'Agde. 22.25 Magazine : Usman. Soumarai. Horizon vertical. La trajectoire du feu. Record en baroque. La traversée de l'Antarctique. Atlantide. 23.30 Journal. 23.50 Téléfilm : Un maître de seligman. D'Edouard Molinaro et Pierre Dumayet. D'après Pierre Boule. Avec Pierre Arditi, Annie Girardot, Evelyne Bouix (1^{re} partie, rediff.). 6.55 La Bourne. 1.00 Magazine : Météo sport. De 2.05 à 6.59 Rediffusions. 2.05 Feuilleton : Les Moleaux et les Pissos. 2.30 Documentaire : Histoire du rive. 3.40 Les Moleaux et les Pissos (rediff.). 3.40 Documentaire : L'équipe Costeau au Mississippi. 4.25 Documentaire : Histoire naturelle. 4.55 Musique. 5.10 Documentaire : Histoire naturelle. 6.05 Les Moleaux et les Pissos (rediff.). 6.30 Documentaire : Histoire naturelle.

A 2

20.30 Météo. 20.35 Téléfilm : La fille du fleuve. De Patrick Jamain. D'après le roman d'Henri Crouzet. Avec Julien Guimar, Sidiki Bakaba, Jean-François Garreau, Patrice-Flora Praxo (1^{re} partie). 22.10 Apostrophes d'été. Magazine littéraire de Bernard Pivot (rediff.). Avec André Zynberg. Les galeries d'été et des milliers de 60000 forêts sur les plaines de France 1680-1748). André Frossard (La crime contre l'humanité). France Husser et Jorge Semprun, pour un hommage à René Char. Richard Howard (traducteur de Guillaume de Machecoul, de Georges Duhamel). Ernesto Sabato (Mes fantômes). 23.20 Journal. 23.35 Cinéma : La crise d'Orléans. Film américain de Denis Aron (1994). Avec Gabriel Byrne, Anne LeClerc, Jean Carmet, Véronique Jannot.

FR 3

20.30 Feuilleton : Terre des gangs. De Richard Sarafian, avec Michael Nouri.

Canal Plus

20.31 Série : Un fil dans la Méduse. 21.15 Cinéma : La minute de vérité. Film français de Jean Delannoy (1952). Avec Michèle Morgan, Jean Gabin, Daniel Gelin. 22.30 Flash d'informations. 23.05 Cinéma : Sverrepost. Film américain de James Toback (1982). Avec Nastassja Kinski, Rudolf Nourie, Harvey Keitel. 0.40 Cinéma : Allan Quatermain et les mines du roi Salomon. Film américain de Jack Lee Thompson (1985). Avec Richard Chamberlain, Sharon Stone. 2.20 Cinéma : Max mon amour. Film franco-japonais de Nagisa Oshima (1986). Avec Charlotte Rampling, Anthony Higgins, Bernard-Pierre Donnadieu, Victorlino Abril. 3.50 Cinéma : Céléstine. D film américain de William Malone (1969). Avec Klaus Kinski. 5.20 Documentaire : Expédition au pôle Sud. Sur les traces du capitaine Scott. 6.15 Série : Flic à tout prix.

France-Culture

20.00 Mémorial du siècle. Désirée Lieven, ancienne princesse russe. 21.00 Documentaire : Météo. D'André Bailion. 22.15 Fred Deux et son double. 22.15 Fred Deux et son double. 22.40 Musique. La Roque-d'Anthéron. 0.05 Du jour au lendemain. Marie Redonnet. 0.50 Musique : Colin Chicago, la cité des vents.

France-Musique

20.05 Concert (donné le 5 mai 1988 à Faro au Portugal) : Symphonie n° 33 en la mineur, K. 319. Airs de concert, de Mozart. Symphonie n° 4 en sol majeur, de Mahler, par l'Orchestre symphonique de Sedwestfunk, dir. Michael Gielen; sol. : Christine Whittlesey, soprano, Walter Heldwein, baryton. 22.35 Villes invisibles. Archéologues. Œuvres de Bosch, Bartholomew, Scriabine, Saint-Saëns, Debussy, Witoldski, Glass, Dutilleul, Stravinsky.

Samedi 20 août

TF 1

11.15 Magazine : Reportage. Les Clapiers de l'Orléans. 13.45 Les Uns et les Autres. 15.00 Série : Météo. 14.48 La Une est à vous (suite). 15.45 Téléfilm : La Une est à vous (suite). 18.10 Trente millions d'années. Retour aux sources. Jeu : Téléquiz. Les rubriques de l'été. Sur la piste de la bête du Gévaudan. 18.40 Série : Tournée métonymique. 19.30 Série : Marc et Sophie. 20.00 Journal et météo. 20.30 Tapis vert et Loto. 20.35 Variétés : Oh! C'est l'été chaud. Émission présentée par Stéphane Colaro. 22.05 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 22.55 Variétés : Cent familles à la Une. Émission présentée par Jean-Luc Lahaye. Avec Images, Blues Trottoir, Jacques Bastello, Nicolas Anthonioz, Pierre Nard, Rachid, Patti Layne, Dave, Herben Léonard, Sabine Paturel, Gérard Blanchard, Les Portemanteaux, Claude Nougaret. 0.10 Journal et météo. 0.25 Météo. Les incorruptibles. De 1.15 à 6.55 Rediffusions. 1.15 Feuilleton : Les Moleaux et les Pissos. 1.40 Magazine : Sirocco. 2.35 Les Moleaux et les Pissos (rediff.). 3.00 Documentaire : Histoire de rive. 3.55 Documentaire : Les ateliers du rive. 4.50 Documentaire : Histoire naturelle. 5.40 Musique. 6.05 Les Moleaux et les Pissos (rediff.). 6.30 Documentaire : Histoire naturelle.

A 2

14.05 Jeu : Bag parade. 15.00 Sports d'été. Athlétisme : Grand Prix de Bruxelles. Parachutisme : championnat du monde de vol-contrôle; Hippisme : CSIO de Rotterdam. 17.40 Série : France chasseur de fauves. 18.30 Magazine : Entre chien et loup. Émission d'Alain Bougrain-Dubouché. Thème : Fais comme l'oiseau (les Oiseaux, d'Hitchcock, le péripète des cigognes, Love bird, A leur service). 19.10 Actualités régionales. 19 h 35 Jeu : L'arche d'été. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Théâtre : L'exécuteur. Comédie de Françoise Sagan, mise en scène par Michel Blanc, avec Caroline Sillet, Bruno Madiner, Gil Lagay, Dominique Lavantant. 22.35 Feuilleton : L'amour en héritage. 23.30 Les enfants du rock. Spécial Aretha Franklin. 0.30 Journal.

FR 3

13.00 Magazine : Sports loisirs vacances. Cyclisme : Tour international.

Canal Plus

du Limousin open; La gymnastique pour équilibre; Moto; Course de côte à Barr; Surf; Le canoë; Lascoux pro surf classique; Le Raid blanc; Cyclisme; La Météo; Histoire; Halicourt; championnat de France en Avignon; Course pédestre Berge-pic du Midi; Jumping à Gramat; Course de canions; championnat d'Europe au Castellet; Kart à l'échelle. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Disney Channel. 18.00 Feuilleton : Dilligence Express. 19.00 Le 20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.35 Dessin animé : Jours de case. 20.05 Jeux : La classe. 20.30 Disney Channel. 21.45 Journal et météo. 22.10 Magazine : Le film. D'Henry Chapier. Invité : Andrzej Zulawski. 22.30 Musique : Le clavier bien tempéré, de Bach. Prélude n° 3 en mi bémol mineur, par Pascal Rogé au piano. 22.35 Météo. 23.45 Série : A chacun sa vérité. 16.20 Série : La méditation du loup-garou. 16.55 Documentaire : Léopard en famille. 17.45 Cabos cadis. En clair jusqu'à 20.31. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Flash d'informations. 20.31 Téléfilm : Le gouvernement étiologique. 21.45 Flash d'informations. 22.05 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : La plage sanglante. Film américain de Jeffrey Bloom (1980). 0.25 Cinéma : La voie lactée. Film français de Luis Buñuel (1969). Avec Laurent Terzieff, Paul Frankeur, Edith Scob, Bernard Verley. 2.10 Cinéma : Grébouille. Film français de Marc Allégret (1937). Avec Rainu, Gilbert Gil, Michèle Morgan. 3.30 Cinéma : Ave Maria. Film français de Jacques Rivette (1984). Avec Anna Karina, Feodor Atkine, Isabelle Pasco, Pascale Ogier. 5.10 Téléfilm : La rançon macédoine. De Roger Young, avec André Hoppburn, Robert Wagner, Patrick Bauchau.

France-Culture

16.55 Dessin animé : Sandy Jompson. 17.20 Dessin animé : Embarras-soul. Lucile. 17.45 Dessin animé : Le monde enchanté de Loisel. 18.10 Série : Riplette. 18.55 Journal images. 19.05 Série : L'homme qui valait trois milliards. 19.30 Téléfilm : 20.30 Téléfilm : Stop connection. De Leni Kowalewicz, avec Britt Ekland, Winston Roberts. 22.35 Villes invisibles. Archéologues. Œuvres de Bosch, Bartholomew, Scriabine, Saint-Saëns, Debussy, Witoldski, Glass, Dutilleul, Stravinsky.

France-Musique

19.05 Opéra (donné le 31 juillet 1988 lors des Chorégraphes d'Orange) : Le crépuscule des Dieux, de Wagner, par le Nouvel Orchestre philharmonique, le Chœur de Radio-France et l'ensemble vocal des Chorégraphes d'Orange, dir. Marek Janowski. 0.40 Voyage en Italie. 4. D'après Extraits de son journal et le poète nat. de Scelsi. Œuvres de Scelsi, Canella.

TF 1

6.55 Bonjour la France, bonjour l'Europe. Magazine présenté par Jean Offredo. 8.00 Météo. De 8.02 à 11.00. Dorothea dimanche. 8.05 Dessins animés. 9.10 Variétés : Jacky Show. 9.40 Série : Tazaki. 10.30 Pas de pitié pour les croissants. 11.00 Les amoureux du monde. Un drôle de crocodile : le gaviol du Gange. 11.30 Magazine : Auto-moto. 11.58 Météo (à 12.55). 12.00 Magazine : Téléfoot. 13.00 Journal. 13.30 Série : Starsky et Hutch. 14.10 Variétés : Oh! les filles! Avec Philippe Chatel, Pierre Arditi, Eric Chalmers, Jill Kaplan, Christophe, Spainia. 14.25 Série : La croisière d'automne. 15.15 Variétés : Oh! les filles! (suite). 15.25 Téléfilm. 15.35 Variétés : Oh! les filles! (suite). 15.40 Série : Manoir. 16.30 Variétés : Oh! les filles! (suite). 17.15 Jeu : Le jeu petit. 17.50 Série : Mac Millan. 19.05 Série : Pour l'honneur du rive. 19.50 Loto sportif. 20.00 Journal, météo et Tapis vert. 20.35 Cinéma : Pas de printemps pour Marnie. Film américain d'Alfred Hitchcock (1964). Avec Tippi Hedren, Sean Connery, Diane Baker. 22.35 Magazine : Sport dimanche. Oh! les filles! (suite). 23.35 Documentaire : Le Louvre. L'ordre et le désordre, ou le siècle de Louis XV. 0.35 Musique : Debussy et ses héritiers. De 1.05 à 6.25 Rediffusions. 1.05 Feuilleton : Les Moleaux et les Pissos. 1.30 Documentaire : Histoire de rive. 2.25 Les Moleaux et les Pissos. 2.50 Documentaire : Les ateliers de rive. 3.45 Documentaire : Histoire naturelle. 4.25 Magazine : Histoire naturelle.

Canal Plus

20.00 Mémorial du siècle. Désirée Lieven, ancienne princesse russe. 21.00 Documentaire : Météo. D'André Bailion. 22.15 Fred Deux et son double. 22.15 Fred Deux et son double. 22.40 Musique. La Roque-d'Anthéron. 0.05 Du jour au lendemain. Marie Redonnet. 0.50 Musique : Colin Chicago, la cité des vents.

France-Culture

20.00 Mémorial du siècle. Désirée Lieven, ancienne princesse russe. 21.00 Documentaire : Météo. D'André Bailion. 22.15 Fred Deux et son double. 22.15 Fred Deux et son double. 22.40 Musique. La Roque-d'Anthéron. 0.05 Du jour au lendemain. Marie Redonnet. 0.50 Musique : Colin Chicago, la cité des vents.

France-Musique

20.05 Concert (donné le 5 mai 1988 à Faro au Portugal) : Symphonie n° 33 en la mineur, K. 319. Airs de concert, de Mozart. Symphonie n° 4 en sol majeur, de Mahler, par l'Orchestre symphonique de Sedwestfunk, dir. Michael Gielen; sol. : Christine Whittlesey, soprano, Walter Heldwein, baryton. 22.35 Villes invisibles. Archéologues. Œuvres de Bosch, Bartholomew, Scriabine, Saint-Saëns, Debussy, Witoldski, Glass, Dutilleul, Stravinsky.

TF 1

6.55 Bonjour la France, bonjour l'Europe. Magazine présenté par Jean Offredo. 8.00 Météo. De 8.02 à 11.00. Dorothea dimanche. 8.05 Dessins animés. 9.10 Variétés : Jacky Show. 9.40 Série : Tazaki. 10.30 Pas de pitié pour les croissants. 11.00 Les amoureux du monde. Un drôle de crocodile : le gaviol du Gange. 11.30 Magazine : Auto-moto. 11.58 Météo (à 12.55). 12.00 Magazine : Téléfoot. 13.00 Journal. 13.30 Série : Starsky et Hutch. 14.10 Variétés : Oh! les filles! Avec Philippe Chatel, Pierre Arditi, Eric Chalmers, Jill Kaplan, Christophe, Spainia. 14.25 Série : La croisière d'automne. 15.15 Variétés : Oh! les filles! (suite). 15.25 Téléfilm. 15.35 Variétés : Oh! les filles! (suite). 15.40 Série : Manoir. 16.30 Variétés : Oh! les filles! (suite). 17.15 Jeu : Le jeu petit. 17.50 Série : Mac Millan. 19.05 Série : Pour l'honneur du rive. 19.50 Loto sportif. 20.00 Journal, météo et Tapis vert. 20.35 Cinéma : Pas de printemps pour Marnie. Film américain d'Alfred Hitchcock (1964). Avec Tippi Hedren, Sean Connery, Diane Baker. 22.35 Magazine : Sport dimanche. Oh! les filles! (suite). 23.35 Documentaire : Le Louvre. L'ordre et le désordre, ou le siècle de Louis XV. 0.35 Musique : Debussy et ses héritiers. De 1.05 à 6.25 Rediffusions. 1.05 Feuilleton : Les Moleaux et les Pissos. 1.30 Documentaire : Histoire de rive. 2.25 Les Moleaux et les Pissos. 2.50 Documentaire : Les ateliers de rive. 3.45 Documentaire : Histoire naturelle. 4.25 Magazine : Histoire naturelle.

France-Culture

20.00 Mémorial du siècle. Désirée Lieven, ancienne princesse russe. 21.00 Documentaire : Météo. D'André Bailion. 22.15 Fred Deux et son double. 22.15 Fred Deux et son double. 22.40 Musique. La Roque-d'Anthéron. 0.05 Du jour au lendemain. Marie Redonnet. 0.50 Musique : Colin Chicago, la cité des vents.

France-Musique

20.05 Concert (donné le 5 mai 1988 à Faro au Portugal) : Symphonie n° 33 en la mineur, K. 319. Airs de concert, de Mozart. Symphonie n° 4 en sol majeur, de Mahler, par l'Orchestre symphonique de Sedwestfunk, dir. Michael Gielen; sol. : Christine Whittlesey, soprano, Walter Heldwein, baryton. 22.35 Villes invisibles. Archéologues. Œuvres de Bosch, Bartholomew, Scriabine, Saint-Saëns, Debussy, Witoldski, Glass, Dutilleul, Stravinsky.

FR 3

9.30 Amuse 3. 10.30 Magazine : Sports 3. 11.30 RFO hebdo. 12.00 Musicales. Hélène Delavan, accompagnée par Jeff Cohen et Claude Lavoix, au piano. 12.57 Flash d'informations. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. Magazine agricole de Jean-Claude Widemann. 13.30 Magazine : Sports loisirs vacances. Cyclisme : Tour du Limousin; Le Raid blanc; Super-crois moto à Toulon; Funboard à Six-Fours; Manifestation équestre; Monte à cru. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Magazine : Montagne. De Pierre Ostian et Jean-Pierre Locatelli. Prométhée expédition spéléologique en Argentine. 17.30 Amuse 3. 19.05 Série : Météo cause-cou. 19.55 Flash d'informations. 20.00 Série : Wayne and Shooter. Le dard des Mohicans. 20.30 Variétés : Discos d'été sous le soleil du Québec. Émission présentée par David Noubuch. Avec Eric Morvan, Mylène Ferrier, François Feldman, Maxime Le Forestier, Diane Tell, Gozi, Céline Dion, Stéphane Eicher, Robert Charlebois, Margot, Richard Seguin, l'Orchestre du Splendid. 21.55 Journal et météo. 22.20 Dessin animé : Tom et Jerry. 22.30 Cinéma : Avec le sourire. Film français de Maurice Tourneur (1936). Avec Maurice Chevalier, A. Lefaur, M. Glory. 0.05 Musicales, musique. Nocturnes, de Debussy. Chansons de Billie Holiday et piano, par Nathalie Stutzman.

Canal Plus

20.00 Mémorial du siècle. Désirée Lieven, ancienne princesse russe. 21.00 Documentaire : Météo. D'André Bailion. 22.15 Fred Deux et son double. 22.15 Fred Deux et son double. 22.40 Musique. La Roque-d'Anthéron. 0.05 Du jour au lendemain. Marie Redonnet. 0.50 Musique : Colin Chicago, la cité des vents.

France-Culture

20.00 Mémorial du siècle. Désirée Lieven, ancienne princesse russe. 21.00 Documentaire : Météo. D'André Bailion. 22.15 Fred Deux et son double. 22.15 Fred Deux et son double. 22.40 Musique. La Roque-d'Anthéron. 0.05 Du jour au lendemain. Marie Redonnet. 0.50 Musique : Colin Chicago, la cité des vents.

France-Musique

20.05 Concert (donné le 5 mai 1988 à Faro au Portugal) : Symphonie n° 33 en la mineur, K. 319. Airs de concert, de Mozart. Symphonie n° 4 en sol majeur, de Mahler, par l'Orchestre symphonique de Sedwestfunk, dir. Michael Gielen; sol. : Christine Whittlesey, soprano, Walter Heldwein, baryton. 22.35 Villes invisibles. Archéologues. Œuvres de Bosch, Bartholomew, Scriabine, Saint-Saëns, Debussy, Witoldski, Glass, Dutilleul, Stravinsky.

TF 1

6.55 Bonjour la France, bonjour l'Europe. Magazine présenté par Jean Offredo. 8.00 Météo. De 8.02 à 11.00. Dorothea dimanche. 8.05 Dessins animés. 9.10 Variétés : Jacky Show. 9.40 Série : Tazaki. 10.30 Pas de pitié pour les croissants. 11.00 Les amoureux du monde. Un drôle de crocodile : le gaviol du Gange. 11.30 Magazine : Auto-moto. 11.58 Météo (à 12.55). 12.00 Magazine : Téléfoot. 13.00 Journal. 13.30 Série : Starsky et Hutch. 14.10 Variétés : Oh! les filles! Avec Philippe Chatel, Pierre Arditi, Eric Chalmers, Jill Kaplan, Christophe, Spainia. 14.25 Série : La croisière d'automne. 15.15 Variétés : Oh! les filles! (suite). 15.25 Téléfilm. 15.35 Variétés : Oh! les filles! (suite). 15.40 Série : Manoir. 16.30 Variétés : Oh! les filles! (suite). 17.15 Jeu : Le jeu petit. 17.50 Série : Mac Millan. 19.05 Série : Pour l'honneur du rive. 19.50 Loto sportif. 20.00 Journal, météo et Tapis vert. 20.35 Cinéma : Pas de printemps pour Marnie. Film américain d'Alfred Hitchcock (1964). Avec Tippi Hedren, Sean Connery, Diane Baker. 22.35 Magazine : Sport dimanche. Oh! les filles! (suite). 23.35 Documentaire : Le Louvre. L'ordre et le désordre, ou le siècle de Louis XV. 0.35 Musique : Debussy et ses héritiers. De 1.05 à 6.25 Rediffusions. 1.05 Feuilleton : Les Moleaux et les Pissos. 1.30 Documentaire : Histoire de rive. 2.25 Les Moleaux et les Pissos. 2.50 Documentaire : Les ateliers de rive. 3.45 Documentaire : Histoire naturelle. 4.25 Magazine : Histoire naturelle.

France-Culture

20.00 Mémorial du siècle. Désirée Lieven, ancienne princesse russe. 21.00 Documentaire : Météo. D'André Bailion. 22.15 Fred Deux et son double. 22.15 Fred Deux et son double. 22.40 Musique. La Roque-d'Anthéron. 0.05 Du jour au lendemain. Marie Redonnet. 0.50 Musique : Colin Chicago, la cité des vents.

France-Musique

20.05 Concert (donné le 5 mai 1988 à Faro au Portugal) : Symphonie n° 33 en la mineur, K. 319. Airs de concert, de Mozart. Symphonie n° 4 en sol majeur, de Mahler, par l'Orchestre symphonique de Sedwestfunk, dir. Michael Gielen; sol. : Christine Whittlesey, soprano, Walter Heldwein, baryton. 22.35 Villes invisibles. Archéologues. Œuvres de Bosch, Bartholomew, Scriabine, Saint-Saëns, Debussy, Witoldski, Glass, Dutilleul, Stravinsky.

France-Musique

20.05 Concert (donné le 5 mai 1988 à Faro au Portugal) : Symphonie n° 33 en la mineur, K. 319. Airs de concert, de Mozart. Symphonie n° 4 en sol majeur, de Mahler, par l'Orchestre symphonique de Sedwestfunk, dir. Michael Gielen; sol. : Christine Whittlesey, soprano, Walter Heldwein, baryton. 22.35 Villes invisibles. Archéologues. Œuvres de Bosch, Bartholomew, Scriabine, Saint-Saëns, Debussy, Witoldski, Glass, Dutilleul, Stravinsky.

Le Monde ANNONCE

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes
4^e arrdt
FR. PORT. DE PLAINANCE Superficie 120 m², 2^e ét., asc., clim. int., 3 chambres, 2 bres, cuis. équipée, gd parking, rénovation hors du commun. Tél. : 45-48-68-68.

appartements achats
IMMO MARCADET Recherche urgent tres surfaces, même à rénover. PARIS ou nord. Tél. : 42-62-01-62.

échanges
Collab. journal. échangeant APP. PARISIENS contre APP. LYONNAIS pour un an. Tél. : (11) 45-30-30-00 ou (11) 78-42-30-00.

locations non meublées offertes
VENTE PARIS 12^e M² REUILLY-DIDEROT, LOFT 105 m² aménagés. Prix : 1.200.000. Tél. : 45-34-17-77.

Province
CHAMONIX, Plain centre. Vente au-dessus de Culoire, appartement à petit terrain. 100 m², 3 chambres, 2 bres, 1200.000. Tél. : 45-34-17-77.

locations non meublées demandes
Paris
INTERNATIONAL SERVICE Recherche : BANLIERES, STES, MULTINATIONALES, DIPLOMATES, GDS APPTS de standing. 5-7 pièces. Tél. : 42-80-30-42.

maisons de campagne
EN NORMANDIE Tél. : 32-43-31-48 A BERRY 500 m² env. v. Petite mais. en colombages de plain-pied comprenant : - 50 m² env. chaudière, 1 étiev. - Cuisine, s.d., s.d'ens. - Cellier au bout de la maison - Grenier au-dessus, chauffage au gaz de ville. Tél. : 1 038 m², 320 000 F.

bureaux
Locations
VOTRE SECTEUR SOCIAL DOMICILIATIONS Constitution de sociétés et tous services 43-85-17-60. Tél. : 43-76-01-04.

invalides BUREAU
90 m², construction récente. Tél. : 46-61-66-67.

fonds de commerce
VENTES
CHAMONIX, Vende Boutique chaussures-articles. Rue Centrale. Très beau magasin. 500 m² env. Tél. : 43-76-01-04.

maisons de campagne
VILLERS-SUR-MER 300 m² env. 500 m² env. avec terrasse, 2 p., 4 chambres, 2 bres, 2 s.d., 2 s.d'ens., w.c., garage. 250 000 F. 45-58-12-66. Tél. : 45-58-12-66.

Audience TV du 18 août 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT RÉÇU LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	25,4	20,9	5,7	3,1	1,6	5,2	1,0
19 h 45	29,5	14,5	1,1	3,1	1,0	5,2	2,1
20 h 18	36,9	12,4	13,5	3,1	0,5	4,1	3,6
20 h 55	40,9	14,5	7,9	3,1	1,0	14,5	2,8
22 h 8	29,5	5,2	9,5	4,1	1,0	7,3	5,2
22 h 44	25,9	5,2	9,5	0,5	2,1	5,5	1,6

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 1-17 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Messiaen fêtera son quatre-vingtième anniversaire le 10 décembre, et avec un peu d'avance, le Festival estival de Paris l'a choisi comme compositeur de l'été.

Olivier Messiaen n'est pas seulement le compositeur vivant le plus connu et le plus joué dans le monde. C'est le seul à posséder, sur l'Europe, une montagne qui porte son nom et qui est devenue un lieu de pèlerinage au Conservatoire de Paris. De 1947 à 1978, il a formé des centaines de disciples, dont beaucoup figurent la plupart des créateurs d'aujourd'hui. Il était un concert à ses élèves, non pas pour leur y faire découvrir plusieurs fois, mais à quelques-uns, il leur confiait le plus ou moins représentatif de son œuvre. Et d'ailleurs, il était si difficile en outre d'imaginer que Paul Méfano, dont la mélodie de l'été se déchire en Noël (1962), chantée par Yum Yum, avait écrit le concert du 5 août à l'été.

Culture

CINÉMA

« Mangeclous », d'Albert Cohen en tournage

Le cœur à l'ouvrage

Moshé Mizrahi qui donna à Simone Signoret le rôle de Madame Rosa dans la Vie devant soi, tourne la première adaptation d'une œuvre d'Albert Cohen pour le cinéma. En tête d'une distribution brillante Pierre Richard étonnant Mangeclous.

Dans les entrailles balnéaires du palais de Chailot, transformées en studio de cinéma, à l'heure de la cuisine, un petit garçon sérieux lit un livre, en français. « Il ne parle pas français », dit son père, dans un français parfait. Le petit garçon est le fils de Moshé Mizrahi qui fit de Simone Signoret l'inoubliable Madame Rosa de la Vie devant soi. Après, Moshé Mizrahi a passé des années ici, entre New-York et Jérusalem, à faire des films, bien sûr, l'un sur le ghetto de Varsovie sorti, dit-il, brèvement à Paris. Il est de retour aujourd'hui, dans un état de lumineuse exaltation. S'il est là, c'est qu'un miracle a eu lieu, il se sent appelé, désigné, c'est bien lui et pas un autre qui devait être chargé de la mission quasi sacrée de porter à l'écran le succulent chef-d'œuvre d'Albert Cohen, Mangeclous, publié en 1938, épopée drôle de cinq juifs, cinq « valeureux » lancés dans les canaux planétaires qui les font — notamment — participer à l'utopie de la création de l'Etat d'Israël.

Il est touchant de voir ce petit homme ardent dans son immense décor qui représente les salons du Palais des Nations de Genève où siège Solal. Il a manifestement communiqué son ardeur à son producteur Jacques Kirsner (le budget du film s'élève à 34 millions de francs), et à ses acteurs.

C'est une troupe magnifique, impressionnante. Si l'on suit la description des « valeureux » chez Cohen, on ne peut qu'être saisi de la folle ressemblance des comédiens avec leurs modèles. L'oncle Saitiel, « sa bouffe de fins cheveux blancs, son visage rasé et candide aux mille petites rides », c'est Bernard Blier, à l'évidence. Jacques Villaret est parfait en Salomon, « est levé à l'aube et se met à cuisiner », Matthathias dit « le capitaine des ovares, homme sec, calme et jaune » a trouvé son double en Jacques Dufflo. Michaël, « beau géant dont les moustaches en croc troublaient les Céphalopodes » ? Jean-Luc Bideau fait tout à fait l'affaire.

Il ne faut pas oublier Solal, « le haut et jeune et très beau sous-secrétaire général de la Société des Nations ». Celui-là, tout le monde

voulait l'incarner, semble-t-il. Qui ? « Tout le monde, vraiment. Toutes les vedettes en âge de le jouer. Et même toutes sortes de vedettes... Y compris Bernard-Henri Lévy ». Finalement, Moshé Mizrahi a préféré un visage inconnu. Samuel

Mizrahi m'a dit d'acheter Mangeclous, le bouquin. Je l'ai fait. Mais j'habite sur un bateau, et le livre est tombé dans la Seine. Je l'ai sauvé des eaux, comme Moïse. Et j'ai eu l'impression qu'il me disait alors : « Maintenant, je t'appartiens et tu

loges de tous les défauts humains, mais avec tout de candeur et de grâce, que nous pouvons alors les aimer. » Comment est née l'aventure de Mangeclous ? Moshé Mizrahi raconte : « En 1978, le producteur

blait éprouver une grande méfiance envers les gens du cinéma. Écrivez-moi une lettre, me dit-elle, expliquez-moi vos intentions, vos motivations. »

La lettre fut sans doute convaincante. Aussitôt Bella Cohen céda les droits de Mangeclous. Et là, la peur saisit Mizrahi. Et l'obsession de la fidélité. Cinq mois pour peaufiner l'adaptation, alors qu'il lui avait fallu quatre semaines pour bouteler celle de la Vie devant soi. Tous les dialogues sont de Cohen. Qui aurait fait mieux ?

Exemple : « Solal. — Vous êtes triste d'aller en prison ? Jérémie. — Un peu triste, messié général. Mais content que je n'ai pas la tuberculose. »

Solal. — Et si vous aviez la tuberculose ?

Jérémie. — Alors content de ne pas avoir cancer ?

Solal. — Et si cancer ?

Jérémie. — Alors content d'être juif. C'est une catastrophe mais belle. »

On tourne. Les « cinq » sont de la scène, dans l'antichambre de Solal. Ils commencent leur texte par cœur.



De gauche à droite : Mangeclous (Pierre Richard), Salomon (Jacques Villaret), Saitiel (Bernard Blier), Matthathias (Jacques Dufflo) et Michaël (Jean-Luc Bideau).

Labarthe qui fut le Cid chez Desartre sera Solal. Et Charles Aznavour, Jérémie, dans la légende offrande, et Jean Carmet, Scipion, « le Marcellin ».

Et Mangeclous, alors ? Qui est Mangeclous, le physique flamboyant et surprenant aussi long que dans et en de Susan et Lord High Life et saut de tousseurs et crâne en sailla et pieds noirs et haut-de-forme et bey des moustaches... ? C'est, méconnaissable et étonné de l'être, Pierre Richard, « naïf, long, à la barbe fourchue ». Tout noir, tout changé. « Après les Fugitifs, dit-il, il fallait trouver autre chose. Je n'ai pas tourné pendant deux ans. J'étais dans l'expectative », le moins qu'on puisse dire.

C'est vrai, tout populaire qu'il fut, il ne pouvait continuer éternellement à jouer les grands blonds avec ou sans chaussette noire, les distraits chroniques, les juvéniles gaffeurs. Voilà, il a sauté le pas. Il en éprouve un soulagement mêlé de pudeur, un vieux trac qui traîne, il retourne, heureux, à l'humilité : « Moshé

n'appartiens, débrouille-toi, c'est toi qui l'a voulu. Je l'ai fait et réha, je le redis encore. C'est comme un pamphletisme dont on a jamais fini d'extraire le jus. »

Bernard Blier reconnaît : « Je n'ai pas vu un texte pareil depuis Anouilh et Giraudoux. Chez Anouilh chaque virgule compte. Là aussi. Il ajoute qu'il se régalait de « ce baroque intellectuel ». Il est tel un gros chat lucide qui a connu sept vies, cent rôles. Il a soixante-quatorze ans. Il ne le sait pas. Il ne veut pas le savoir. Pendant les prises de vues au Grébo, il y a quelques semaines, sous la canicule, un glissement des poches de glaçons sous sa lourde redingote. Il ne se plaignait pas. Il dit : « C'est marquant, nous qui jouons les « valeureux » nous sommes tous gyps ! »

Moshé Mizrahi assure qu'il l'a fait exprès. Il ajoute qu'il se félicite à chaque instant du choix de ses interprètes : « Ils ont réussi à la sensation de paraître plus intelligents que leurs personnages, ils les jouent au premier degré, sans en rajouter. Ces personnages composent un caté-

Raymond Hakim me propose de tourner Belle du Seigneur. Un an plus tard, je rends ma première visite à Albert Cohen, j'étais griot. Moi je suis né à Alexandrie, mais mon grand-père paternel est de Corfou, comme lui, les Valeureux sont mes cousins. Albert Cohen me découvre un peu de tenter la mise en images de Belle du Seigneur. « Trop difficile, vous ne trouverez jamais personne pour jouer ça. Pourquoi ne seriez-vous pas quelque chose avec Mangeclous, plutôt ? »

« La graine était semée. Mais Albert Cohen est mort. Les années ont passé. Et un jour, je me suis dit : si je reviens en France, ce sera pour tourner Mangeclous. Je suis entré en contact avec la veuve d'Albert Cohen, Bella. Elle sem-



Mangeclous (Pierre Richard).

Tout leur texte. « Chaque virgule compte », a dit Blier. Il y a entre eux, c'est sensible, une véritable compétition, constructive.

On leur souhaite bien du succès à ces « valeureux » qui, à la fin du film, comme le dit Cohen d'une phrase juteuse et sucrée, et comme veut de tout son cœur le montrer Moshé Mizrahi, « vont d'un pas léger, bras dessus bras dessous, cinq jaffés frères et amis, le long des prés, des arbres chantants et des fleurs aimantes ».

DANIEL HEYMANN.

Le Coppola nouveau est arrivé

S'il est un film auquel, ce week-end dernier, la Dernière tentation du Christ a singulièrement volé partie de sa foudre (au moins dans les grandes villes), c'est le Tucker de Francis Coppola, produit par George Lucas.

Ce film devait faire événement, et, d'une certaine manière, le retour de Coppola est un événement. La presse américaine souligne que, après Jardins de pierre et le gentil Peggy Sue, ayant assimilé la leçon et le style de One from the Heart, Coppola retrouve son passé d'Apocalypse Now et de Parrain.

Jay Scott, du Toronto Globe and Mail, donne le ton : « Presque une comédie musicale, et la caméra de Vittorio Storaro unit l'imagerie de Norman Rockwell et la palette intense des photos de Lito Mazzotta. » Tous jouent, dans l'ensemble, le style extrêmement fluide avec lequel Coppola raconte l'histoire de Preston Tucker, génie de l'automobile qui, dans les années 40, partit à l'assaut des trois grands de Detroit... et perdit la bataille : la Tucker ne fut jamais produite ; il en resta

quarante-six exemplaires (Coppola en possède deux). Pour rester dans la note, le film est qualifié de « superbement carrossé, au jus à haut degré d'octane », même si, pour Roger Ebert (New York Post), « il tombe en panne d'essence dans la dernière ligne droite ».

Partant du titre complet du film — Tucker, l'homme et son rêve — le nom le plus constamment évoqué est celui du cinéaste Frank Capra (M. Smith au Sénat), spécialiste du combat entre l'individu solitaire (mais qui a raison) et les puissances au placis (qui pensent seulement à s'enrichir en toute illégitimité). Et tous de rapprocher Clifton Tucker, de Francis Coppola, inventeur et artiste face aux grands studios hollywoodiens qui voulaient — et ont eu (temporairement) — sa peau. Il semble impossible de ne pas y penser et, au vu de leurs déclarations à la presse, le parallèle semble avoir été constamment présent à l'esprit de George Lucas autant qu'à celui de Francis Coppola.

HENRI BÉHAR.

MODE

Kenzo déménage

Kenzo le moins japonais des couturiers nippons qui vivent et réussissent à Paris s'agrandit, s'enrichit et déménage

La place des Victoires est calme, ansoignée. Kenzo Tagada, parfait sur son canapé blanc, a enfilé un petit pull à encolure en V, porte des chaussettes violettes assorties aux rayures de sa chemise. Il y a tout juste dix-huit ans, il montait ses premiers vêtements dans la boutique Jungie Jap de la galerie Vivienne, décorée à la Doussier Rousseau. Deux mannequins de cabine, une vendeuse et un garçon d'étaler, défilaient sur la musique « d'il était une fois dans l'Ouest » avec des tenues taillées dans des cotonnades japonaises. Des coupons achetés au Marché Saint-Pierre.

L'image est restée : Kenzo, « le plus parisien des japonais ». Kenzo les grosses fleurs, l'idée d'un toullore emprunté à une rue gaie, mobile imaginaire, nourrie de voyages et qu'aurait révisé tous les grands shows maison des quinze dernières années. Il y a eu Grace Jones chantant pour la première fois en public l'année de son lancement de l'ouverture du Studio 54 à New-York (avril 1979). Kenzo chevauchant un étalé dans le cirque Knie de Zurich, des tentes transparentes et une pluie d'étoiles d'or inondant 7 000 invités (juin 1985). L'heure des folles semble passée. On a bien vu quelques chèvres en mars dernier au Cirque d'Hiver.

Mais Kenzo représente peut-être plus aujourd'hui un système qu'un prénom : 320 millions de francs de chiffre d'affaires déclarés pour 1987, licences

comprises (tunettes, draps, montres...), 180 points de vente pour la ligne principale, 1 000 pour les secondes (Jungle, City), 200 pour l'enfant. Depuis 1987, le géant Bidermann fabrique et diffuse la collection homme, et cela se voit. Au moment où le mode masculin se renouvelle à travers une recherche subtile de matières, de détails, la fameuse géante maison est caricaturée par les penopies multicolores des suteurs des villes, éternels battants au regard fixe.

En septembre, Kenzo ouvre à Paris une boutique de 700 mètres carrés boulevard Raspail (la bulle dans un cinq ans), lance un parfum diffusé dans six cents points de vente en France, dont les objectifs attendus pour la fin de l'année sont de 10 millions de francs. Son village devrait faire oublier la mésaventure objective de la société Kenzo : KingKong, flop commercial doublé de procès avec la maison de production KingKong, en alliance avec Jungie Jap. « J'étais jeune, j'étais bien choqué. Et surtout, je ne me demandais pas si les femmes avaient envie de le porter. Celui-ci est plus facile, plus doux peut-être, il ne coupe pas l'appétit au restaurant. »

« Des lignes plus pures »

Par-delà le flacon-galet au bouchon fleur, le dossier de presse pastel chargé de citations de Kheng-Ising, Onitsura (« Comme ils sont verts les rameaux sur l'eau qui court ») et d'autres sages nippons, il y a un Kenzo distant par rapport à son image : « On continue à m'associer aux grosses fleurs, aux mélanges fous. J'aime tou-

jours le côté ethnique, mais je m'efforce d'aller vers des lignes plus pures. »

Plus commerciales aussi. Car les désirs sont ailleurs.

Après seize mois de travaux, Kenzo emménage bientôt du côté de la Bastille, dans un ancien hangar dont les dimensions n'excéderont pas 1 000 mètres carrés, « terrasses comprises », précise l'entourage. Kenzo, qui aime toujours s'amuser, a prévu un jardin suspendu avec beaucoup de bambous, d'érables, d'eau qui coule et de bassins à carpes. « Ce sera un endroit pour recevoir », prévient le créateur, logé à ses débuts, en 1985, dans une chambre de bonne à Clichy.

« Quand je suis arrivé à Paris, j'ai trouvé que les femmes ressemblaient à des images de mode. Elles étaient toutes en marron, toutes en mini. Rue Saint-Benoît, j'étais fou. Aujourd'hui, je suis plus habitué peut-être parce qu'elles sont plus libres, moins coincées. Envie de rue, d'un nouveau village ? Kenzo quitte la villa Montmorency du seizième jugée « trop calme, trop classique, trop lointaine » pour se retrancher dans un quartier qui bouge. Ironie de l'histoire, rue de la Roquette, le mode aux terrasses s'éloigne du noir, du tubulaire pour s'épanouir dans de grandes jupes de couleur et des foulards ethniques. « Je ne suis pas encore prêt pour ça, peut-être parce que j'ai vécu cette époque, et que je n'en suis pas encore sorti. » Et Kenzo le sage d'ajouter, fidèle à son Rayben de vue, son brushing de garçon dans le vent et sa naïveté déconcertante : « C'est fou, il y a des gens qui ne connaissent même pas les Beatles. »

LAURENCE BENAÏM.

MUSIQUE

Messiaen au Festival estival de Paris

Les disciples

Olivier Messiaen fêtera son quatre-vingtième anniversaire le 10 décembre, et, avec un peu d'avance, le Festival estival de Paris l'a choisi comme compositeur de l'été.

Olivier Messiaen n'est pas seulement le compositeur vivant le plus connu et le plus joué dans le monde — il est le seul à posséder, aux Etats-Unis, une montagne qui porte son nom — grâce à son activité inlassable et pédagogique au Conservatoire de Paris, de 1947 à 1978, il a formé un nombre exceptionnel de disciples, parmi lesquels figurent la plupart des créateurs d'aujourd'hui. Il était donc naturel de consacrer également un concert à ses élèves, non pas à tous car il y faudrait plusieurs journées, mais à quelques-uns, librement choisis, ni plus ni moins représentatifs que d'autres. Et d'ailleurs, comme on a pu le constater encore une fois, si quatre mesures prises au hasard suffisent à identifier une œuvre de Messiaen, on ne saurait découvrir chez ses disciples la moindre trace de maniérisme ou la marque d'une école.

Il est difficile en outre d'imaginer personnalité plus différentes que celle de Paul Méfano, dont la mélodie Que l'oiseau se déchire en sable (1962), chantée par Yumi Nara, ouvrait le concert du 5 août à l'audi-

torium des Halles, et celle de N'Guyen Thien Dao, dont Jean-Luc Menet jouait ensuite Franck pour flûte basse (1974). La première œuvre est encore, à l'heure de la messe bouzélienne, avec cette fragilité et ces solans où l'on devine déjà le style futur de Méfano ; la seconde, très intérieure, d'une douceur angélique parfois, avec ces modifications souteraines à l'intérieur de sons presque immobiles, révèle cette maîtrise du temps et du timbre qui a si vivement impressionné Messiaen qu'il n'hésite pas à placer Dao parmi ses disciples de prédilection.

Autant le Franck de Dao cherche à donner l'impression d'une libre méditation, et y parvient, autant le Monodrame I pour percussions (1984), de Yoshitsa Tatra, interprété par Thierry Miroglio, frappe par la netteté de sa structure, échappant ainsi au danger de la virtuosité anecdotique qui menace la plupart des œuvres pour percussions seules. En outre, l'évolution de la musique sait captiver l'attention de bout en bout.

Tatra faisait implicitement référence, dans son Monodrame, au théâtre japonais, mais, paradoxalement, le Sifflement de vent porteur de l'amour... de Canadien Gilles Tremblay, avec ses frissons de flûte et de percussions, ces longues résolutions de cymbales assourcies par un micro — un certain ritualisme aussi — a quelque chose de plus oriental avec une séduction sonore indéniable.

Tétramorphie (1976), de Michèle Reverdy, enfin, pour alto et percussion est le fruit d'une commande, comme on peut l'imaginer, tant une telle association semble incongrue de prime abord. Le plus étonnant est que cela fonctionne si bien : la partie d'alto assez virtuose, superbement tenue par Jean Sulem, met en valeur toutes les facettes de l'instrument, et la percussion le soutient avec la même neutralité qu'un piano, ajoutant une sorte de mystère sourd derrière ce chant lyrique et fantasque.

Le concert aurait dû s'achever par l'exécution du Quatuor pour la fin du temps de Messiaen, que des élèves du Conservatoire avaient travaillé pendant un stage de quatre jours sous la direction de Michel Beroff, mais l'œuvre a résisté. Une semaine n'aurait pas été de trop, même pour des professionnels.

GÉRARD CONDÉ

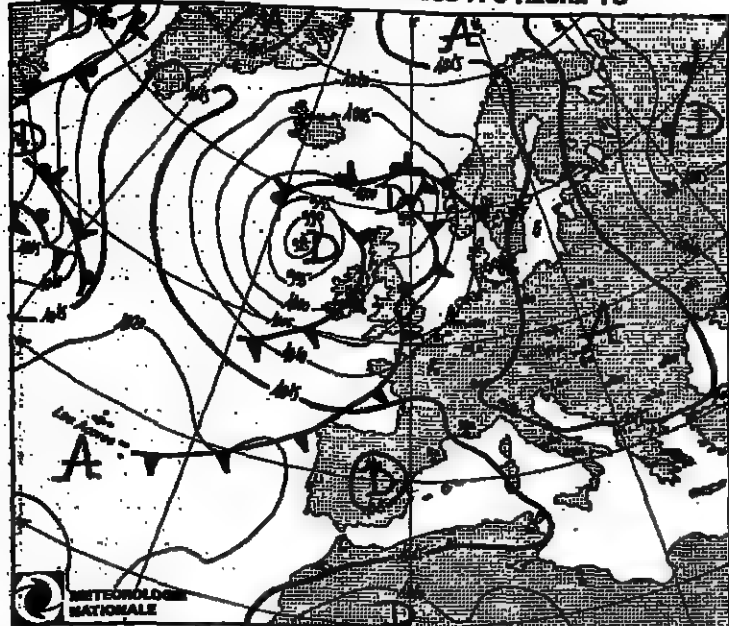
* Prochains concerts : 24 août, Vingt regards sur l'Enfant Jésus, avec la pianiste Alice Ader ; 7 septembre, la Transfiguration, par l'Orchestre de la Jeune Philharmonie de Stuttgart ; 16 septembre, Des canyons aux étoiles, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France.

* Le 9 septembre, un film de Denise Tual et une conférence de Michèle Reverdy, qui avait publié il y a dix ans chez Alphonse Leduc une étude analytique remarquable sur l'œuvre pour piano de Messiaen. Le même éditeur vient de faire paraître son analyse de l'œuvre pour orchestre.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19 AOÛT 1988 À 0 HEURE TU



Évolution probable du temps en France entre le vendredi 19 août à 0 h et le dimanche 21 août à 24 heures.

La dépression des Hautes-Bretagnes se déplace vers le Nord puis le Nord-Est. La perturbation associée touche le Sud-Est le matin avant de s'éloigner en Méditerranée. Un temps nuageux et frais se maintient sur le Nord et l'Est tandis que le soleil revient progressivement sur les autres régions.

Sonneil : éclaircies et averses, pluies orageuses dans le Sud-Est le matin.

Sur les Pyrénées orientales, le sud du Massif Central, les Alpes, la vallée du Rhône, le Jura, les Vosges ainsi que sur le littoral méditerranéen, la journée débute sous un ciel nuageux de pluie ou de pluie et de vent. Au fil des heures, une amélioration se dessine, un peu plus lente sur les Alpes. Les éclaircies reviennent donc, interrompues de quelques averses, tandis que les orages gagnent la Corse.

La tramontane se lève le soir. Sur les autres régions, les nuages et les éclaircies alternent rapidement. Nous pourrions profiter de belles éclaircies. Toutefois les nuages se feront de temps en temps plus menaçants, apportant des averses parfois accompagnées d'orages. Les averses seront plus nombreuses sur la moitié nord. Le matin elles précéderont les côtes atlantiques et de la Manche.

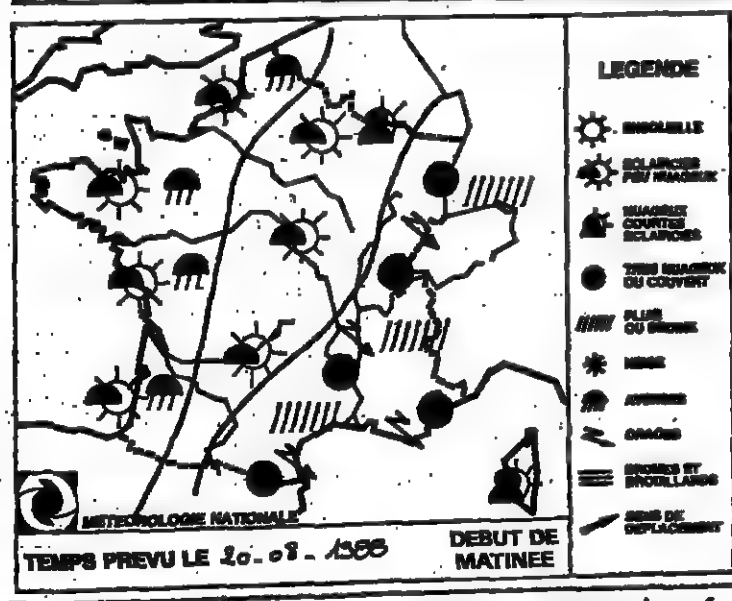
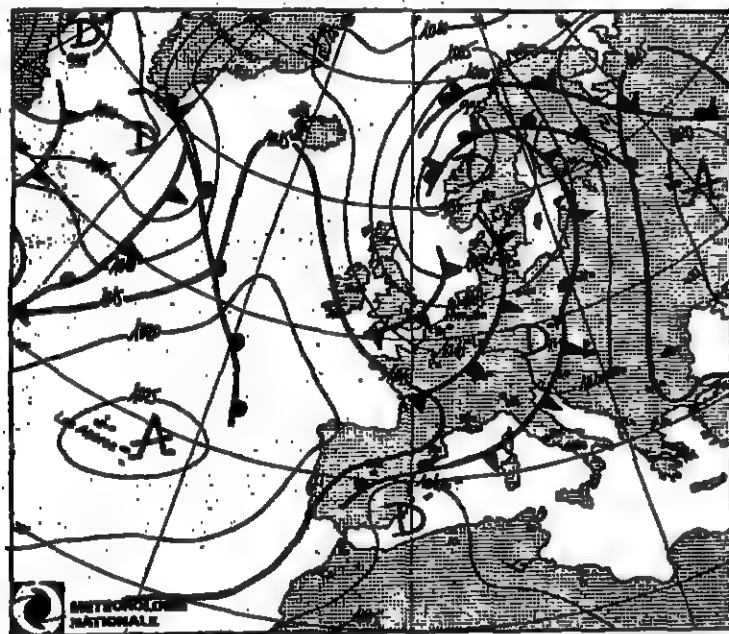
Le vent d'ouest soufflera fort le matin sur les côtes de la Bretagne au nord. Au cours de la journée, les rafales de vent voisines de 30 à 50 km/h souffleront temporairement sur la majorité du pays.

Dépression : amoindrie sur l'Ouest et le Sud - quelques averses dans l'Est.

La journée débute sous un ciel très changeant où nuages et éclaircies se succèdent rapidement. Des averses se produiront principalement près des côtes atlantiques et de la Manche. Le vent de nord-ouest sera modéré à assez fort. Quelques orages éclateront encore en Corse.

Peu à peu le soleil reprendra ses droits. L'amélioration débute par l'ouest du pays, et les averses régressent.

PRÉVISIONS POUR LE 21 AOÛT À 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 18-08-1988 à 6 heures TU et le 19-08-1988 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	24	18	P	10	A	D
ALGER	20	19	D				
BARCELONE	27	16	N				
BREITENBURG	20	15	N				
BURKINABE	21	16	N				
CAEN	19	14	A				
CHERBOURG	23	15	P				
CLERMONT-FERRAND	21	17	N				
COCOCHE	29	15	C				
COCHINCHINE	30	18	F				
DIJON	26	16	N				
LYON	30	18	N				
MARSEILLE	32	21	D				
NANCY	29	18	F				
NANTES	26	18	F				
NICE	30	24	D				
PARIS	29	18	F				
PERPIGNAN	25	16	F				
RENNES	30	16	N				
STRASBOURG	29	14	N				

ÉTANGER	24	18	P	10	A	D
ALGER	32	19	B			
AMSTERDAM	27	17	P			
ATHÈNES	34	25	D			
BANGKOK	32	27	C			
BARCELONE	31	20	D			
BERLIN	28	15	D			
BIRMINGHAM	29	17	F			
LE CAIRE	34	24	N			
COPENHAGUE	20	14	N			
DAKAR	27	24	O			
DELHI	31	26	F			
GENÈVE	30	15	D			
HONGKONG	31	25	D			
ISTANBUL	29	21	D			
JERUSALEM	29	15	D			
LES ANDES	27	20	F			
LONDRES	26	17	P			

ÉTANGER	24	18	P	10	A	D
LOS ANGELES	22	14	D			
LUXEMBOURG	27	16	C			
MAURICE	36	19	D			
MARAKESH	30	21	D			
MEXICO	20	12	B			
MILAN	32	20	D			
MONTREAL	23	18	A			
MOSCOU	19	14	A			
NAGANO	28	15	F			
NEW-YORK	32	21	D			
OSLO	21	14	F			
PALMARENE	33	18	D			
PARIS	30	22	D			
PRAGUE	24	18	D			
ROME	33	20	D			
SINGAPOUR	30	25	A			
STOCKHOLM	19	11	C			
TOKYO	22	13	D			
TORONTO	34	24	A			
TURIN	35	22	D			
VIENNE	21	11	D			
VIENNE	27	14	D			

ÉTANGER	24	18	P	10	A	D
AB						
B						
C						
D						
N						
O						
P						
T						
*						

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

Les affranchissements mécaniques

Le courrier qui arrive dans votre boîte aux lettres est de moins en moins timbré. Courrier d'entreprise, plus administratif : à la place du timbre, une marque rouge affectée d'une valeur (le montant du port), du lieu, de la date de dépôt du pli et parfois accompagnée sur sa gâchette d'une illustration qui varie les mérites de la firme d'où est partie la lettre.

En effet, une lettre peut être affranchie mécaniquement. On parle alors d'« empreinte de machine à affranchir ». Les initiales, qui les collectionnent, les nomment EMA.

Les premières machines à affranchir furent mises en service en Nouvelle-Zélande en 1904. La Nouvelle-Zélande, le même année. En France, la première utilisation d'une telle machine date du 26 mai 1924.

Aujourd'hui, soit pour gagner du temps, soit pour ne plus voir disparaître les timbres à des fins personnelles, les postes et les entreprises du monde entier ont recours à l'affranchissement mécanique du courrier.

Tout part de l'Association d'EMA réside dans l'identification des machines, fabriquées, par exemple, par Havas, Satas, ou Alcatel.

Les machines des guichets des bureaux de poste entrent dans une première catégorie. Elles impriment parfois directement sur l'enveloppe qui leur est confiée la marque rouge

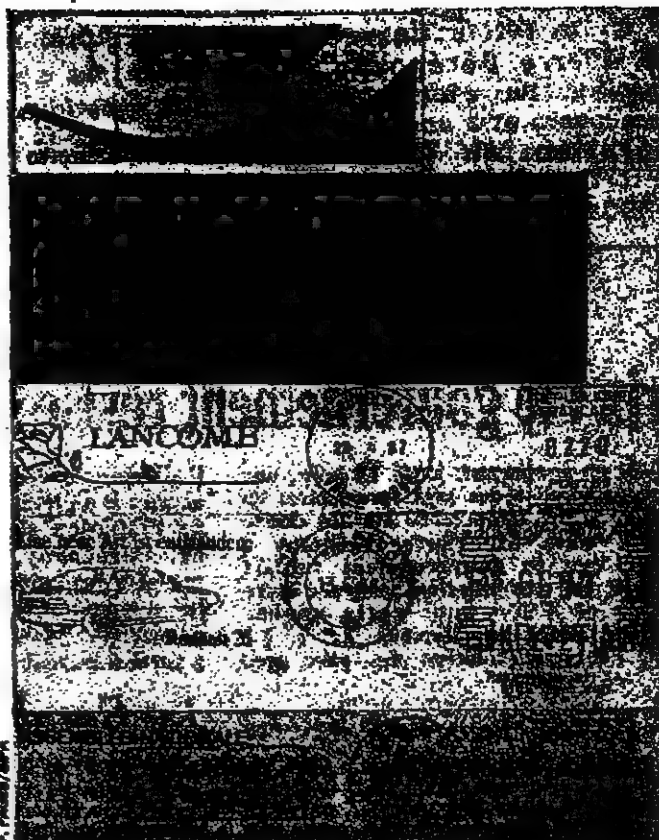
qui permet ensuite au pli d'être acheminé. Mais, le plus souvent, elles débloquent une vignette, blanche ou bleutée, sur laquelle se détache en rouge les indications de service habituelles (port, date, lieu, numéro de machine), ensuite collée sur l'enveloppe par le préposé.

Les empreintes de machines d'entreprises entrent dans une seconde catégorie. Au-delà de leur aspect technique et topographique, les philatélistes thématiques s'intéressent aux illustrations qui les accompagnent : automobiles, agriments alimentaires, compagnies aériennes, etc., sont très recherchés. La poste contrôle le débit de ces machines. Il existe enfin des empreintes de machines en démonstration ou à l'essai (valeur fictive : 0 F) et des empreintes « spécimens ».

P. J.

* Pour en savoir plus : Association des collectionneurs d'empreintes de machines à affranchir (ACEMA), M. Bernard La Vigne, Bourg-des-Comptes, 33580 Guichon. « A propos d'EMA », Rémi Corbeau dans la Philatélie thématique d'avril 1987 (Association de philatélie thématique, 51 bis, rue Pasteur, 92330 Sceaux).

Bonnette réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 24, rue Cassini, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-86.



Empreintes de machines à affranchir (de haut en bas) : vignette de déblocage de guichet, marque allemande, marque française, marque suisse et empreinte de l'Assemblée nationale.

VACANCES

Dix mille enfants à la mer

Dix mille enfants de l'Île-de-France et du Nord-Pas-de-Calais ont passé le jeudi 18 août sur le plage de Malo-les-Bains, près de Dunkerque, grâce au Secours populaire français. Encadrés par mille cinq cents bénévoles, ces « oubliés des vacances » ont profité de la mer, que beaucoup n'avaient jamais vue. Ils ont pu s'initier à la planche à voile, au ski nautique et au parachutisme ascensionnel. Le Secours populaire a organisé cette opération dans le cadre de sa campagne « Pour que l'été n'oublie personne ».

Le but de l'opération est d'offrir sept cent mille journées de vacances à l'enfance défavorisée. Des enfants d'Auvergne découvriront Le Grau-du-Roi dans le Gard, ceux du Languedoc-Roussillon visiteront les gorges du Tarn, et leurs camarades de Franche-Comté iront au zoo de Mulhouse.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 19 août 1988 :

UN DÉCRET

Le N° 88-579 du 17 août 1988 portant publication de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relative aux enfants issus de couples mixtes séparés franco-algériens faite à Alger le 21 juin 1988.

UN ARRÊTÉ

Le N° 12 août 1988 relatif à la composition et à l'appel de la fraction de contingent 1988/10.

DES LISTES

Des élèves ayant obtenu le diplôme d'ingénieur des techniques des industries agricoles et alimentaires de l'École nationale d'ingénieurs des techniques des industries agricoles et alimentaires de Nantes.

Des élèves de l'Institut supérieur d'agriculture de Lille ayant obtenu le diplôme d'ingénieur en agriculture.

LOTTO

60 04 78 23 31 38

500 000 000 F
54 400 000 F
3 890 000 F
70 000 F
7 000 F

Le Carnet du Monde

Décès

— Elio BLANC, un père, Michèle Blanc-Richard et Gérard Blanc, ses parents, M. et M^{me} Maurice Richard, M. et M^{me} Georges Blanc, ses grands-parents, Les familles Blanc, Bergeron, Charignon, Dumand, ont la douleur de faire part du décès de

Frank BLANC,

survécu accidentellement dans un véhicule automobile, le 11 août 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 16 août, à Grenoble.

3 rue Bellevue, 78230 Le Pecq, ses grands-parents, 28100 Grenoble, Le Sorbier, Pierres-Cochon, 30140 Adonne.

— M. le docteur Marcel Fils et M^{me} le docteur Eugénie Fils, née Édouard de Laporte, M. le docteur Pierre Fils, M. et M^{me} Marc Fils et leurs enfants, Les familles parentes et alliées, font part du décès de

Clair FILAU,

né le 24 janvier 1959, survenu le 6 août 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Une messe sera célébrée le vendredi 2 septembre, à 12 heures, en la chapelle de l'hôpital Richard, 78, boulevard de la Reine, à Versailles.

— Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part de la disparition accidentelle de

Isabelle GARCIA de la ROSA.

Les obsèques ont eu lieu le 13 août 1988.

Route de l'Église, 38350 Jarry.

— M^{me} Françoise Gorge, son épouse, Corélie et Mathias, ses enfants, Toute sa famille, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jean-Claude GORGE,

survécu le 10 août 1988.

Ses obsèques ont eu lieu en l'église de La Membrolle-sur-Choisille, le 16 août 1988, dans la plus stricte intimité.

5, allée de l'Alouette, 37290 La Membrolle-sur-Choisille.

— Le conseil de surveillance, Le directeur, Et tout le personnel de Membrolle de l'Église, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Raymond JUVANON,

directeur commercial, membre du conseil, survenu le 15 août 1988, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Ses obsèques ont eu lieu le jeudi 18 août 1988, à Crèches-sur-Saône.

Anniversaires

— Le 1^{er} septembre 1980, partait pour l'Orient Bernard avec deux amis F.

Jean BRENIER.

Une pensée est demandée par son épouse inconnue à ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

— Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se rappellent.

Michelle MARTIN-WAMBERG, décédée le 19 août 1985.

— Il y a quinze ans disparaissait

Olivier de PIERREBOURG, compagnon de la Libération, député de la Creuse, maire de Guéret.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu.

— Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Anniversaires

— Le 1^{er} septembre 1980, partait pour l'Orient Bernard avec deux amis F.

Jean BRENIER.

Une pensée est demandée par son épouse inconnue à ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

— Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se rappellent.

Michelle MARTIN-WAMBERG, décédée le 19 août 1985.

— Il y a quinze ans disparaissait

Olivier de PIERREBOURG, compagnon de la Libération, député de la Creuse, maire de Guéret.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu.

— Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Médecine

Contre la calvitie

Le minoxidil commercialisé aux États-Unis

Aux États-Unis, la FDA (Food and Drug Administration) vient d'approuver la commercialisation d'une lotion à base de minoxidil destinée à lutter contre la forme la plus commune de la calvitie, ou « calvitie androgénique ». Produite par les laboratoires Upjohn, ce médicament est déjà commercialisé dans quarante-cinq pays, dont la France, où près de neuf millions de personnes seraient concernées.

Le minoxidil était à l'origine, un médicament de l'hypertension artérielle. C'est en constatant que cette substance stimulait la pousse des poils et des cheveux que les chercheurs ont décidé de l'utiliser à des fins cosmétologiques. En raison de ses possibles effets secondaires, ce produit n'est délivré que sur prescription médicale.

LOTOSPORT

RESAUVS COMPLETS

1000000	117 481,00 F
100000	7 714,00 F

NUMERO PACTOLE : 6
Tirage de Jeudi 19 Août 1988

Economie

SOMMAIRE

■ De retour de vacances, M. Pierre Bérégovoy s'est inquiété du « fort dérapage » des loyers et a annoncé la préparation, en 1989, d'une réforme de la fiscalité pour 1990 (lire ci-dessous).

■ Après neuf mois d'incertitude, la société de logiciels informatiques CCMC passe du giron de la Société générale à celui de Thomson (lire page 17).

■ Renaissance de l'industrie américaine de l'électroménager : Whirlpool prend 53% des produits blancs du hollandais Philips (lire page 17).
■ Tourisme : les étrangers sont de retour (lire ci-contre).

TOURISME

Premier bilan de la saison

Les étrangers sont de retour

La saison estivale 1988 permettra sans doute au tourisme français de sortir du marasme où l'avaient plongé la baisse du dollar et les attentats en 1986 et 1987. Pendant deux ans, la clientèle étrangère avait bouillé l'Hexagone tandis que la crise économique écourait les vacances des Français. Le premier bilan dressé pour cette année par M. Olivier Stirn est satisfaisant, même si les données connues ne portent que sur le début de la saison. Alors qu'en 1987 29 % des professionnels des stations estimaient que le début de saison serait bon, ils sont 40 % cette année.

Enregistré en 1988 une « progression modérée de la clientèle française », qui augmente dans trois stations sur quatre, par rapport à 1987. Mais la bonne nouvelle qui concerne la saison en cours est incontestablement le retour des étrangers. La clientèle traditionnelle de l'Hexagone, celle du nord de l'Europe, augmente dans trois stations sur quatre. Quant aux contingents d'Espagnols et d'Italiens, ils sont « de plus en plus présents » dans neuf stations sur dix. Cette clientèle étrangère ne se concentre plus sur la seule Côte d'Azur, mais découvre

d'autres régions. En Ile-de-France, la clientèle américaine a retrouvé son « dynamisme » et progresse de plusieurs points. Même si la fréquentation record de 1985 ne sera pas égale, les mauvais résultats des deux années passées sont oubliés. Le tour de France du ministère souligne, en outre, que seul « l'enfer du Nord » est resté à l'écart de la reprise touristique. Dans la plupart des régions, les performances sont au moins aussi bonnes que celles de 1987. A défaut d'aller les vacances, les Français se diluent dans l'Hexagone en dépit de l'incertitude météorologique du littoral ouest. Malgré ce premier bilan positif, le ministère reste prudent, car le tourisme dépend de nombreux paramètres : prix, pertes monétaires, effort de promotion et, bien entendu, la météorologie. A un mauvais début de saison dans une région peut succéder un mois d'août resplendissant, qui fait en même temps remonter le mercure et les taux d'occupation. Ce n'est donc qu'au début septembre que M. Stirn pourra dresser un bilan définitif de la saison.

M.-Ch. ROBERT.

La politique économique de M. Bérégovoy

Prix : le gouvernement révisé son objectif à la hausse pour 1988

Tout en annonçant, jeudi 18 août, une hausse de l'indice des prix (provisoire) en juillet de 0,3 % (soit 2,7 % sur les douze derniers mois), M. Pierre Bérégovoy a indiqué que le gouvernement tablait désormais sur une inflation comprise entre 2,5 % et 3 % pour cette année. L'objectif initial se situait à 2,5 %. En juillet, l'écart d'évolution des prix avec

l'Allemagne fédérale s'est légèrement accru : il a été de 1,7 point. L'accélération de l'inflation résulte notamment, selon M. Bérégovoy, de l'« héritage » du gouvernement précédent, avec en particulier les augmentations du tabac et du gaz domestique. Mais le ministre de l'économie a surtout mis en cause le « fort dérapage »

des loyers. Tous secteurs confondus, ceux-ci ont augmenté de 5,1 % en 1986, puis de 6,5 % en 1987, et, à nouveau, à la fin avril et sur les douze derniers mois, de 6,5 %. En trois ans, la hausse a été de 19 %, deux fois plus rapide que celle de l'ensemble des prix de détail (8,8 %). Le poste logement pèse environ 7 % dans l'indice INSEE des prix à la consommation.

La flambée des loyers

Le poids des loyers dans l'indice des prix de détail a beau être faible, il était inévitable que le gouvernement s'inquiète d'une progression deux fois plus rapide que celle de l'ensemble des prix à la consommation. La loi du marché produit dans ce secteur ses effets mécaniques : dans les régions où une offre suffisante existe, la régulation s'opère d'elle-même ; le propriétaire, dans la crainte de perdre un locataire convenable et bon payeur, modère ses exigences, et le locataire résiste plus facilement à toute demande excessive, sachant que, malgré les contraintes et les frais d'un déménagement, il peut trouver à se loger pour un prix plus raisonnable.

En effet, l'article 51 de la loi Méhaignerie stipule que les baux qui n'auraient pas été mis en conformité avec la précédente loi Quilliot, seront réputés avoir été le 24 juin 1983. De façon tout à fait artificielle, un nombre beaucoup plus important de baux viendront ainsi à renouvellement à mi-1989 (1,8 million environ, au lieu de 800 000 normalement), amplifiant l'impact des hausses sur les prix de détail.

M. Bérégovoy peut-il sans risques inciter les locataires à refuser les hausses qui leur sont proposées, les litiges persistant après conciliation aboutissant normalement devant les tribunaux, déjà surchargés ? Par ailleurs, le sujet des loyers étant particulièrement passionnel, peut-il envisager une campagne d'incitation des locataires à la résis-

tance sans déclencher des réactions virulentes de l'opposition ?

Enfin M. Bérégovoy pourra-t-il éviter de recourir à une réglementation spécifique pour Paris et la région parisienne ? Sa marge de manœuvre est très étroite.

JOSÉE DOYÈRE.

SOCIAL

Un entretien avec M. André Bergeron

(Suite de la première page.)

« Prenons l'exemple des TUC. Au fil des années, on a demandé aux TUC d'exercer un travail habituellement dévolu à des personnels permanents. C'est le cas dans la fonction publique et notamment dans les finances où l'on refuse d'embaucher des personnels supplémentaires. »

« Ce problème se posera avec de plus en plus d'acuité. Il vaut mieux favoriser la relance de l'activité, en particulier des investissements, en bonifiant les taux d'intérêts exigés en de telles circonstances. Il faut aussi accentuer l'effort de formation, car ceux qui sont sans formation ont encore plus de mal à trouver un emploi. »

« Il faut donc corriger les abus de la formation en alternance pour les jeunes... »

« Sur les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), le patronat s'est mal conduit. De nombreux employeurs ont profité des exonérations fiscales sans donner une formation débouchant sur une embauche définitive. Ce n'était pas l'esprit de l'accord que nous avons signé. Même les organisations patronales ont admis qu'il y avait des abus. Il n'est pas possible de tolérer plus longtemps une telle situation. »

« Comment jugez-vous l'action du gouvernement de M. Rocard ? »

« Je ne peux pas encore porter de jugement. Nous avons été reçus pendant une heure par M. Rocard. Du temps de Georges Pompidou, nous avions des discussions approfondies qui duraient quatre heures. J'espère que, dès la rentrée,

M. Rocard en reviendra à ces pratiques. A défaut, le gouvernement donnerait plus l'impression, en recevant les syndicats, qu'il sacrifie à une obligation ou à un rite plutôt qu'au désir d'approfondir les problèmes qui se posent. »

« Finalement, préférez-vous un gouvernement comme celui de M. Mauroy qui fait de grandes réformes sociales ou un gouvernement comme celui de M. Rocard qui fait de la gestion ? »

« On ne peut pas encore dire que le gouvernement de M. Rocard ne fait que de la gestion. Je ne veux pas faire de procès d'intention. »

« L'expérience m'a appris qu'un gouvernement ne peut rien accomplir de valable sans stabilité sociale. La stabilité sociale ce n'est pas un slogan, c'est le résultat d'un comportement. Il faut obstinément rechercher l'accord qui est forcément un compromis. Telle est l'attitude que le gouvernement doit adopter aujourd'hui sur les salaires qui sont devenus un problème majeur. Il faut discuter pour éviter des événements comme ceux qui viennent de se produire dans les mines. »

« L'ouverture ne conduira pas très loin »

« L'ouverture politique, cela vous concerne ? »

« Je ne crois pas que l'ouverture puisse conduire très loin. Dans une démocratie, il faut une majorité et une opposition. C'est ce qui existe dans toutes les grandes démocraties d'Europe du Nord. Pourquoi tenter de parvenir à ce que nous appelons l'unanimité ? C'est un objectif que l'on n'atteindra jamais. »

« A propos du droit de licenciement, vous ne voyez pas d'une négociation car, dites-vous, votre rôle n'est pas de contractualiser le droit du travail. N'est-ce pas ce que vous faites depuis quarante ans en signant des accords qui modifient la législation ? »

« Peut-être. Mais lorsqu'un différend surgit entre un employeur et ses salariés, il faut que le conseil des prud'hommes ou le tribunal puisse dire le droit en se référant à des textes de loi ou à des conventions de droit public. Des quantités de salariés sont employés dans des petites boîtes où il n'y a ni convention collective, ni syndicat. S'il n'existe plus cette réglementation à laquelle nous sommes attachés, comment voulez-vous que les salariés puissent faire dire le droit ? »

« Quant à l'autorisation de licenciement, soyez logiques, une négociation n'aboutira à rien. Dès l'instant où la loi votée à l'instigation de M. Séguin n'est pas bonne, il suffit, à l'instigation de M. Soisson, d'en faire voter une autre qui rétablira la situation antérieure. »

« Les salariés vont-ils devoir accepter de nouveaux sacrifices d'ici à la fin de l'année pour assurer l'équilibre de la Sécurité sociale ? »

« Non. Là encore il faut essayer de ramener le débat à une juste proportion. Je ne conteste pas les diffé-

cultés de la Sécurité sociale dans la mesure où la cause principale est le chômage, les cotisations étant assises sur les salaires. Je ne conteste pas davantage les problèmes démographiques. »

« Mieux vaut cependant accepter un point de cotisation supplémentaire plutôt que de nous laisser entraîner dans la voie de la Sécurité sociale à deux vitesses ou nous laisser séduire par la fantaisie cam-

pagne des compagnies d'assurances qui affirment pouvoir rendre un service au moindre coût. Il ne faut pas se laisser prendre à ce piège : cela coûtera plus cher avec un rendement inférieur. »

« N'est-il pas temps pour FO de sortir de son isolement en menant des coopérations avec d'autres syndicats ? »

« Nous ne sommes pas isolés. Dans les négociations avec le patronat, les syndicats se concertent, c'est très bien comme cela. Pour se marier, il faut s'aimer, il faut avoir quelque chose en commun. Il faut partager des convictions. Ce n'est pas le cas et cela n'a rien de scandaleux : il n'est pas nécessaire de se haïr pour autant. »

« Je suis résolu pour le pluralisme syndical. C'est une sorte d'alignement, d'incitation permanente à l'initiative ; avec plusieurs syndicats, si l'on s'entend, c'est le voisin qui l'emporte. »

« L'Europe deviendra impopulaire »

« Aux élections aux comités d'entreprise en 1987, FO a reculé légèrement. A quel attribuez-vous cet échec ? »

« Les statistiques du ministère du travail datent de 1987. Dans mes propres statistiques qui portent sur 3 600 000 inscrits, je n'ai pas remarqué un tel effritement. Mais nous avons fléchi dans les hôpitaux et dans les finances. Nous devons examiner pourquoi, afin de tenter de récupérer le terrain perdu. Nous n'en gagnerons que si nous restons ce que nous sommes depuis toujours : une organisation pragmatique, soucieuse d'obtenir tout ce qui est en son pouvoir, sans être d'âme, d'une manière réaliste et surtout sans se laisser enfermer dans des considérations théoriques. »

« Est-ce que vous avez le sentiment que dans la perspective de

1993 on se prépare à l'Europe sociale ? »

« Le discours tenu aussi bien par l'ancien gouvernement que par l'actuel est mauvais. On ne cesse de répéter que l'avènement du grand marché au 1^{er} janvier 1993 doit être le moyen de faire face aux conséquences de la modification du rapport des forces industrielles dans le monde. Mais il faut expliquer à l'opinion publique que si les Etats-Unis d'Europe ne naissent pas, l'Europe et les pays qui la composent seront plus vulnérables aux efforts entrepris par les Japonais, les Coréens, et les Américains, et que la constitution du grand marché permettra non seulement de mieux contrer de telles entreprises mais de préserver les conditions sociales des gens qui vivent dans les pays européens. »

« Si, depuis des années, je préconise la signature de conventions collectives européennes, ce n'est certes pas en imaginant que nous pourrions définir les règles au plan européen mais pour arrêter quelques orientations essentielles évitant des discordances trop importantes entre les pays européens. Il faut pouvoir en discuter avec les organisations patronales européennes. »

« Si l'on ne va pas dans cette voie, l'idée européenne deviendra vite impopulaire. C'est déjà très largement le cas. Je souhaite que désormais les dirigeants de l'Etat changent leur fusil d'épaule. Le président de la République ne me disait-il pas récemment qu'il partageait cette idée des conventions collectives européennes ? »

« C'est votre dernière rentrée comme secrétaire général de FO. Comment voyez-vous votre succession ? Est-il vrai que vous n'avez pas de dauphin ? »

« L'élection de mon successeur appartient au comité confédéral national, c'est-à-dire à l'assemblée des secrétaires d'unions départementales et de fédérations. Je souhaite que dès l'instant où mon successeur aura été élu, qu'il s'appelle Claude Pitois ou Marc Blondel, tous les militants se réunissent autour de lui. Je souhaite aussi que mon successeur, comme je l'ai fait depuis toujours, cherche à demeurer au-dessus de la mêlée, ne soit pas partisan d'un groupe contre un autre, rassemble tout le monde. FO est une organisation plus composite que n'importe quelle autre et je me suis toujours opposé à l'exclusion des uns ou des autres. »

« Ce n'est pas de la rhétorique, c'est ma conception de la vie. Je suis par nature tolérant et je souhaite que mon successeur le soit autant que je l'ai été. Pour le reste, comme disait Rosa Luxemburg, « fais ce que dois, advienne que pourra ». »

« Vous êtes optimiste quant à l'après-Bergeron ? »

« Oui, parce que je connais bien les militants de FO. Quel que soit mon successeur... »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

Fiscalité : mise en chantier d'une réforme « juste », « simple » et « efficace »

Alors que les décisions concernant les recettes fiscales pour le budget 1989 ne sont pas encore arrêtées (elles devraient l'être avant la fin du mois d'août), M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a annoncé, le jeudi 18 août, son intention de préparer, en 1989, une réforme de la fiscalité pour 1990. Le ministre, qui entend « s'y consacrer personnellement », a indiqué que cette réforme, tout en s'inscrivant dans le cadre de l'harmonisation de la fiscalité européenne en vue de la création du grand marché, devra répondre à trois « critères » : la « justice sociale », l'« efficacité économique » et la « simplicité ».

Pour 1989, le gouvernement dispose de « peu de marges de manœuvre » en matière d'allègements fiscaux, a confirmé M. Bérégovoy. Le ministre souhaite que « les mesures retenues pour 1989 préfigurent celles qui seront prises en 1990 ». Pour « encourager la production » et l'investissement, le ministre d'Etat a préconisé une baisse du taux de l'impôt sur les sociétés (actuellement à 42 %) sur les seuls bénéfices non distribués ou une « réduction de la durée d'amortissement sur certains équipements ». « Nous n'avons pas encore tranché. »

Autre objectif, la « réduction des inégalités » passe par la création de l'impôt de solidarité mais également, selon M. Bérégovoy, par des réductions déterminées de TVA. En cette matière, le ministre souhaite privilégier les « consommateurs modestes ». Pour favoriser la mobilité et dans un souci de simplification, M. Bérégovoy réfléchit également à une réforme des droits de mutation.

En ce qui concerne enfin la fiscalité de l'épargne, le ministre de l'économie envisage de prendre quelques mesures dès 1989, mais, dans ce domaine, « l'essentiel sera fait dans le budget 1990 ». La Rue de Rivoli souhaite auparavant connaître les propositions que la Commission européenne doit faire aux gouvernements avant la fin du mois de juin 1989, la libre circulation des capitaux étant prévue pour le 1^{er} juillet 1990.

Le projet de loi de finances pour 1989 pourra néanmoins comprendre quelques premières dispositions. La non plus rien n'a encore été définitivement arrêté, mais M. Bérégovoy a évoqué l'éventuelle suppression de la taxe sur les encours bancaires et la réforme de la fiscalité

sur les organismes de placement collectifs en valeurs mobilières (OPCVM), comme les SICAV. En supprimant la taxe sur les encours bancaires, l'Etat se priverait d'environ 1,5 milliard de francs de recettes et répondrait à une forte revendication de l'Association française des banques. Une telle mesure bénéficierait néanmoins essentiellement aux emprunteurs - les entreprises en particulier - à condition qu'elle soit répercutée intégralement dans le coût du crédit.

La TVA, l'impôt sur les sociétés, la fiscalité de l'épargne, les droits de mutation, les taxes locales : la réforme envisagée par M. Bérégovoy couvrirait la presque-totalité de la fiscalité française. Le ministre d'Etat n'a pas évoqué en revanche l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

E. I.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE RWANDAISE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONALES

La République Rwandaise (Ministère des travaux publics et de l'énergie et ELECTROGAZ) procède à un Appel d'offres international pour la fourniture du matériel et l'exécution des travaux relatifs à la réhabilitation et l'extension des réseaux électriques de six centres, à savoir : GITARAMA, BYUMBA, RWAMAGANA, GIKONGORO, CYANGUGU et BUGARAMA.

La procédure d'acquisition des biens et des services sera conforme aux règles du Fonds africain de développement qui financent ce projet.

Pour l'ensemble des six centres, il faut construire et installer :

- 60 kilomètres de ligne MT (30 kV) sur poteaux métalliques ;
- 27 postes de transformation MT/BT (30/0,4 kV), type cabine basse tension ;
- 45 kilomètres de ligne BT (0,4 kV) sur poteaux métalliques avec éclairage public ;
- 60 kilomètres de ligne BT (0,4 kV) sur poteaux métalliques ;
- 31 kilomètres de câbles monophasés 30 kV ;
- 12 kilomètres de câbles triphasés 1 kV ;
- 500 foyers d'éclairage public ;
- Matériel de branchement pour 2300 abonnés incluant câbles, compteurs et autres accessoires.

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu aux adresses suivantes contre paiement de 45000 francs rwandais ou 600 dollars US :

- Ministère des travaux publics et de l'énergie, B.P. 24, KIGALI - RWANDA - Tél. 83706 - 83720 - 86649
- ELECTROGAZ, B.P. 537, KIGALI - RWANDA - Tél. 73802 - 75476 - Tél. 591 ELGZ RW

Tous renseignements peuvent également être obtenus auprès de :

L'AVALEN INTERNATIONAL
1100, boulevard Dorchester Ouest
Montréal - Québec - CANADA H3B 4P3
Tél. (514) 876-4455 - Tél. 055-61250

Rédigées en langue française et en six exemplaires, les offres devront parvenir par pli recommandé avec accusé de réception à : M. le Secrétaire permanent du Conseil des adjudications de la République Rwandaise, B.P. 158, KIGALI - RWANDA, au plus tard le 23 septembre 1988 avant 11 heures locales, heure d'ouverture des plis.

AFFAIRES

L'américain W

Electrolux va perdre son numéro un mondial de l'électroménager. Sur ce marché, jusqu'ici clos, une coalition américaine-européenne a détrôné le géant suédois des gros fabricants d'électroménager. Whirlpool vient d'annoncer la formation d'une société commune avec les hollandais Philips.

Un géant contesté

Si le Japon a été dans l'Hexagone le plus grand fournisseur d'automobiles, il n'est plus en 1987 qu'un fournisseur de deuxième ordre. Les ventes de voitures japonaises en France ont baissé de 12,2 % par rapport à 1986. Les ventes de voitures japonaises en France ont baissé de 12,2 % par rapport à 1986. Les ventes de voitures japonaises en France ont baissé de 12,2 % par rapport à 1986.

Les ventes de

Les centrales pourront être

Une nouvelle pour les fabricants de matériel électrique : l'Union européenne a décidé de limiter les ventes de centrales nucléaires dans les pays membres. Les ventes de centrales nucléaires dans les pays membres de l'Union européenne ont été limitées à 1000 mégawatts par an.

Les ventes de

Les ventes de

Les ventes de

Les ventes de

Les ventes de

Les ventes de

Les ventes de

Les ventes de

Les ventes de

Les ventes de

Les ventes de

Les ventes de

Les ventes de

Économie

AFFAIRES

Naissance d'un numéro un mondial

L'américain Whirlpool va prendre le contrôle de l'électroménager de Philips

Electrolux va perdre son rang de numéro un mondial de l'électroménager. Sur ce marché difficile, jusqu'ici closé par les grands marchés américains, c'est un ensemble américano-européen qui va détrôner le géant néerlandais. Le plus gros fabricant d'outre-Atlantique, Whirlpool, vient en effet d'annoncer la formation d'une société commune avec le néerlandais Philips.

Dans un communiqué publié jeudi 18 août à New-York, Whirlpool souligne que cette entreprise conjointe sera chargée de fabriquer et vendre des

appareils sous la marque Philips (machines à laver, réfrigérateurs, congélateurs, fours à micro-ondes). Elle représentera un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards de dollars. L'ensemble formé par la firme américaine et sa filiale, basée aux Pays-Bas, pesera environ 6 milliards de dollars.

Déjà, au début de l'année, les deux entreprises avaient tenté un rapprochement, mais les négociations avaient échoué. Cette fois, l'opération se décomposera en deux étapes. Dans un premier temps, Whirlpool versera 470 millions de dollars à Philips pour détenir 53 % de la nouvelle entité : 350 millions à la signature de l'accord et 120 millions au bout de trois ans. Si à cette époque Philips décide de se dégarer totalement du marché de l'électroménager, Whirlpool lui versera 470 millions de dollars au lieu de 120 millions, et deviendra le seul propriétaire de l'ensemble.

La nouvelle entreprise emploiera les quatre-vingt mille salariés de la division électroménager de Philips regroupés essentiellement dans deux usines : à Milan et Stuttgart. Les deux firmes ont d'ores et déjà approuvé la transaction qui doit encore obtenir le feu vert des autorités européennes. L'accord pourrait être effectif dès le 1^{er} janvier 1989.

Pour Whirlpool cette opération illustre un axe stratégique important :

prendre pied sur le marché européen avant l'échéance de 1992. Déjà très fort aux États-Unis, il a en avril dernier réussi à s'installer, face à General Electric dans la bataille pour prendre le contrôle de Roper (700 millions de dollars de chiffre d'affaires dans les appareils de cuisine et les tondeuses).

Un tournant

Le conflit-faillite entre GE et Whirlpool dura près de trois mois. L'enjeu était important. Pour GE qui s'est délesté de sa division « produits bruns », (téléviseurs, hi-fi...) il représentait un nouveau développement sur le marché des « produits blancs » (machines à laver, robots...). Pour Whirlpool, principal fournisseur du plus gros distributeur américain, Sears-Roebuck, il s'agissait de prendre le contrôle d'un autre fournisseur important de cette chaîne. En avril, GE obtint (pour 470 millions de dollars) le contrôle de l'outil industriel de Roper... et Whirlpool se put obtenir que le droit d'utiliser la marque. Les deux grands constructeurs se retrouvaient pratiquement au coude à coude sur le marché américain et pour Whirlpool il fallait trouver d'urgence un autre axe de développement. Ce sera l'Europe.

Pour se développer sur ce marché avant l'échéance 1992, la firme américaine n'avait d'autre choix que de s'allier avec un grand européen du sec-

teur. Le marché mondial de l'électroménager n'est pas en effet propice aux exportations (sauf sur le créneau des fours à micro-ondes), chaque territoire de consommation ayant ses caractéristiques propres. L'accord avec Philips permet à Whirlpool, dont les marques Kitchenaid, Sears, Kenmore ou Roper sont quasiment inconnues sur le Vieux Continent, de franchir un pas de plus dans sa stratégie mondiale. Déjà il est présent sur les marchés sud-américains au travers de trois entreprises brésiliennes, et dans l'esprit de son grand patron, David R. Whitman, il n'est de salut que dans une approche mondiale de ce marché.

Plus généralement l'achat de Roper par G.E. et l'accord Whirlpool-Philips marquent un tournant dans ce secteur. Les entreprises américaines, comme les grands européens (Electrolux, Ariston...) semblent bien décidées à jouer l'effet de taille pour contraindre les « outsiders » dynamiques, tels les japonais, les coréens ou les petits fabricants d'Europe de l'Est spécialisés dans le dumping. Alors que le secteur de l'électronique grand public (Hi-Fi, TV...) est d'ores et déjà perdu pour les fabricants d'outre-Atlantique, celui des appareils ménagers s'organise pour résister.

DIERH POURLQUERY.

Restructuration dans les services informatiques

CCMC entre dans la galaxie Thomson

Après neuf mois de remue-ménage autour de son actionariat, le sort de CCMC est scellé : l'entreprise de services informatiques, chef de file sur le très juteux marché des logiciels pour experts comptables, quitte le giron de la Société générale pour entrer dans la galaxie Thomson. Concept SA, détenue à 34 % par la BATIF Développement, elle-même sous-filiale de Thomson, devait annoncer, le vendredi 19 août, qu'elle prenait une large majorité (entre 56 % et 57 %) dans son capital.

CCMC avait défrayé, malgré elle, la chronique il y a près d'un an : au lendemain du krach boursier d'octobre 1987, cette société - véritable institution dans la profession - faisait l'objet d'une attaque à la hussarde d'une de ses concurrentes, la Compagnie européenne de gestion pour l'informatique décentralisée (CEGID). Dynamique, quatre fois plus petite que la CCMC, la CEGID travaillait dans le même marché que sa rivale et a pour patron un homme souvent comparé à Bernard Tapie dans la région Rhône-Alpes, M. Michel Aulas, également président du club de football l'Olympique lyonnais.

M. Aulas traitait pourtant son offre publique d'échange et, confronté à l'opposition farouche des action-

naires de CCMC (épaulés à l'occasion par la Garantie mutuelle des fonctionnaires), il devait se contenter d'une participation de 27,6 % sans obtenir aucun poste d'administrateur. La question était de savoir comment les choses allaient évoluer. M. Aulas voyant son argent (190 millions de francs) bloqué et ses espoirs de constituer un groupe européen dans son domaine envolés. Aujourd'hui, les choses sont réglées : M. Aulas vend sa participation à 1300 F l'action environ. Plus instamment, la Société générale se désengage largement pour ne garder que 10 % du capital environ, la GMF en conservant environ 5 %.

Concept SA, le nouvel actionnaire, est une société ambitieuse : bien que plus petite avec ses 195 millions de francs de chiffre d'affaires que la CCMC (951 millions), elle est le numéro un de la gestion financière informatisée et projette de doubler son chiffre d'affaires en 1988. Elle dispose pour cela du soutien de son principal actionnaire, la BATIF Développement, filiale de la banque de Thomson, qui assure réaliser dans cette affaire une opération de « capital risque ».

F. V.

Un géant contesté

Basé à Benton-Herbor, dans le Michigan, Whirlpool est le plus gros fabricant américain de réfrigérateurs, congélateurs, machines à laver et sèche-linge. Il commercialise également une gamme d'appareils d'air conditionné et de cuisinières. Pour les douze mois de 1987, il a réalisé un chiffre d'affaires de 4,778 milliards de dollars (en baisse de 4 %) et des bénéfices de 181 millions de dollars (en baisse de 9 % par rapport à 1986). Whirlpool emploie 31 000 salariés.

Les performances du géant sont plutôt moins bonnes que celles de l'ensemble du secteur, qui a connu en 1987 une progression des ventes de 12 %. Pour le premier semestre 1988, cette contreperformance se confirme : son chiffre d'affaires mensuel de 2,2 milliards de dollars représente une progression d'à peine 5 % (contre 10 % pour le secteur) et ses profits pour cette période atteignent 74,5 millions de dollars, en chute de 22 %. Les dirigeants de Whirlpool expliquent ces modestes chiffres par la baisse de la construction de maisons neuves aux États-Unis, qui touche plus durement le numéro un de l'équipement ménager.

Depuis quelques temps, des rumeurs circulent à propos d'une éventuelle OPA sur Whirlpool, qui dut en mai (après son décès sur Roper) adopter des mesures de protection de son capital. Avec l'accroissement très important de son endettement, nécessaire pour financer la « joint-venture » avec Philips, cette menace d'OPA semble désamorcée.

La firme d'Eindhoven veut se recentrer sur l'électronique

Le retrait de Philips de l'activité électroménager ne constitue pas vraiment une surprise. Le géant néerlandais n'est plus aussi florissant que par le passé. Plus exposé que d'autres aux à-coups de la conjonction en raison de la trop grande diversité de ses activités (électronique, matériel grand public, bureautique, composants...), ses résultats ont été inégaux ces dernières années. Pour 1987, son bénéfice net consolidé (818 millions de florins, soit 2,4 milliards de francs) avait baissé de 19 %. Au 30 juin dernier, la firme d'Eindhoven annonçait une nouvelle chute (-20 %) de ses profits. Les sévères mesures de restructuration mises en œuvre depuis quelques mois, avec la suppression de 20 000 emplois sur un total de 336 700, coûtent de l'argent avant de permettre la réalisation d'économies substantielles. De plus, le groupe a enregistré des pertes de changes assez lourdes avec le repli du dollar.

En juillet dernier, un membre du conseil de Philips, M. H. Appelo, sans doute pour calmer un peu les appréhensions des actionnaires, avait laissé entendre pour l'ensemble de l'exercice 1988 un bénéfice du même ordre de grandeur que le précédent, grâce à la réalisation de plus-values dont il avait

toutefois refusé de révéler l'origine. M. Appelo n'avait pas rejeté la possibilité que celles-ci proviennent de la cession de participations.

Dans l'électroménager, Philips n'arrive qu'en sixième rang mondial. Le groupe a donc probablement jugé qu'il n'était pas assez musclé pour se hisser à la hauteur de plus grands, comme Electrolux, pour obtenir les réductions de coûts suffisantes. Difficile aussi pour lui de couvrir plusieurs lignes à la fois. La stratégie de recentrage sur les grands métiers de l'électronique (téléviseurs, hi-fi, magnétoplastiques...), pas encore payante avec l'augmentation des prix, mobilise toute son attention et une bonne partie des investissements. Les États-Unis, avec leur immenses marchés, sont en particulier l'objet de la convoitise de la direction générale. La reorganisation et la solide reprise en main de la filiale américaine témoignent de la volonté du groupe de se redéployer au Nouveau Monde.

Philips est déjà le troisième producteur de téléviseurs outre-Atlantique avec près de 10 % du marché. Son rêve : devenir le premier en collant le français Thomson Consumer Electronics (23 %). Il y a, pour y parvenir, un moyen : racheter Zenith (14,5 % du marché), le dernier fabricant américain de téléviseurs qui est à vendre.

Les candidats sont nombreux et, pour emporter l'affaire, Philips n'aura pas trop des 470 millions de dollars excédentaires pour ses appareils ménagers. Pour atteindre au début de la prochaine décennie 90 milliards de florins de chiffre d'affaires, Philips doit pouvoir compter sur le marché américain.

A. D.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le rapport du comité de décentralisation

L'hypertrophie d'emplois de bureau en Ile-de-France est un danger pour l'ensemble du pays

M. Jacques Voizard a rendu public, le vendredi 19 août, le rapport 1987 du comité de décentralisation à la présidence duquel il avait été nommé par M. Jacques Chirac et M. Pierre Méhaignerie, ancien ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire. Cet organisme de seize membres, dont huit représentants de l'Etat, a pour mission d'examiner les dossiers qui lui présentent les ministères, les organismes privés et les entreprises qui veulent occuper ou

faire construire de nouveaux locaux ou des entrepôts dans la région Ile-de-France.

Ces organismes doivent recevoir l'agrément des pouvoirs publics (au-delà d'un certain seuil de mètres carrés) et compenser ces extensions en région parisienne par des créations d'activités et d'emplois en province. De ce fait, le comité prend place parmi les outils essentiels de la politique d'aménagement du territoire.

M. Jacques Voizard tire la sonnette d'alarme : la concentration des activités et des emplois sur l'Ile-de-France prend des proportions dangereuses. De plus, on assiste à un double déséquilibre : la région parisienne devient de plus en plus un « haut lieu » d'emplois du secteur tertiaire alors que les grandes entreprises lorsqu'elles doivent se restructurer (par exemple l'automobile) ferment en priorité leurs établissements parisiens et, second phénomène, l'Ouest de l'Ile-de-France attire de plus en plus de bureaux et de fonctions « d'état-major » des sociétés.

En 1987, le comité a autorisé 2 560 000 mètres carrés de bureaux en Ile-de-France au lieu de 1 736 000 en 1986 soit une progression de 47 %.

En termes d'emplois (relevant du secteur tertiaire), ces autorisations de construction représentent, à court terme, environ 60 000 postes de travail dont 45 % pour le seul département des Hauts-de-Seine où est située la Défense. En comparaison, dans les vingt et une autres régions françaises,

ne sont programmés que 12 000 emplois tertiaires.

C'est donc, selon M. Jacques Voizard, une sorte de « scénario de l'insupportable » qui se prépare si l'on n'y prend garde car la tendance des derniers mois corrobore celle de 1987. Vingt ans de politique tenace (avec des fortunes diverses) pour rééquilibrer les activités sur l'ensemble du territoire seraient alors anéantis. Est-il souhaitable que, à l'horizon de l'an 2000, les 4/5 des nouveaux emplois tertiaires (bureau, recherche, état-major, laboratoires, services aux entreprises, banques, assurances, etc.) soient concen-

trés dans un étroit territoire au bénéfice de cinquante seulement de la population active de l'ensemble du pays ?

l'exemple, selon M. Voizard, qui n'hésite pas à avancer des solutions drastiques. Par ses interventions budgétaires, par ses subventions aux entreprises nationales, l'Etat favorise exagérément la région parisienne et le consommateur de cette région ne paie pas les services, notamment les transports, à leur juste prix. C'est pourquoi il ne faut pas hésiter, « dans le cadre d'une régionalisation véritable du budget de l'Etat » à réduire les subventions attribuées à la RATP et à la SNCF banlieus, à introduire des péages sur les autoroutes urbaines, à relever le prix de la carte orange.

Des propositions qui « n'y vont pas par quatre chemins » et qui vont mettre le gouvernement et, notamment MM. Fauroux et Chérèque, responsables de l'aménagement du territoire, devant ses responsabilités.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Au lieu de 200 F à 900 F le mètre carré, selon les zones, depuis le 9 septembre 1987. Le produit de la redevance est intégralement versé à la région Ile-de-France.

Les ventes de haute technologie

Les centraux téléphoniques pourront être exportés vers l'Est

Bonne nouvelle pour les fabricants occidentaux de matériel téléphonique et d'informatique. A compter du 15 septembre prochain, ils pourront exporter librement vers les pays de l'Est un certain nombre de matériels jusqu'ici considérés comme « sensibles » et étroitement surveillés par le comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations (COCOM), organisme chargé de la surveillance des ventes de produits de haute technologie vers l'Est, qui réunit tous les pays de l'OTAN (moins l'Islande et avec le Japon), vient en effet, comme tous les ans, de réviser la liste des produits « sensibles » soumis à sa vigilance. Cette année la révision a porté sur l'essentiel sur le secteur des télécommunications et sur la micro-informatique, indiquée-on de source diplomatique française.

Le COCOM a décidé de sortir de la liste des produits soumis au contrôle normal - obligeant l'exportateur à signaler la vente à tous les pays membres du COCOM - les centraux téléphoniques « banalisés », c'est-à-dire ceux en fonctionnement à l'Ouest depuis 1984, ainsi que les microordinateurs. Désormais, ces matériels ne seront plus soumis qu'à un « contrôle allégé » effectué par les autorités du pays exportateur.

Par ailleurs, le COCOM a décidé récemment d'assouplir les restrictions portant sur la vente à la Chine de neuf articles, dont la liste n'a pas été encore officiellement communiquée à Pékin, mais qui, selon le *China Daily*, comprendrait entre autres des ordinateurs de bureau, des composants laser, et des équipements de télécommunication au fibre optique. La liste complète sera

communiquée au gouvernement chinois à l'occasion de la visite la semaine prochaine à Pékin du premier ministre japonais.

Renseignements publicités

Le Monde
AFFAIRES
Tél. : 45-55-91-82
poste 4180 ou 4107

Les Cadets à la plage

DEAUVILLE
de notre envoyé spécial

Avec son coup de soleil, son bob et son tee-shirt bordés de slogans publicitaires, Jean-Marc porte ornément la papillote de l'association « gentil organisateur » prêt à l'action. Il n'a rien à vendre, mais doit faire découvrir l'existence de l'association Cadets-Entreprise. Pour cela, il happe les adolescents qui filent dans le village de lois aménagés à Deauville, pour « donner des couleurs à l'entreprise ».

« Avez-vous déjà entendu parler de nous ? », demande-t-il à un jeune homme au maillot de bain jaune citron. Sans attendre la réponse, il annonce précipitamment son couplet : « Nous sommes une association de lycéens et d'étudiants, fondée il y a plus d'un an, qui rassemble déjà près de trois cents personnes dans soixante-quinze unités sur toute la France. Notre objectif est de faire se rencontrer les jeunes et les entreprises. Alors, pendant le mois d'août, nous organisons une tournée des plages dans plus de vingt-cinq villes balnéaires d'Europe, pour nous faire connaître et rencontrer des décideurs. Ça vous intéresse ? », interroge-t-il à bout de souffle. « Oui, c'est sympathique », bredouille son interlocuteur égaré chez ces Cadets, parce qu'il avait vu un mini-practice de golf. Deux ques-

tions, trois minutes, et le « client » repart avec un prospectus à la main.

La tactique de recrutement des nouveaux adhérents est simple. Applébé par le mini-golf, les scooters à gagner sur le stand MBK ou le Toming - un nouveau jeu marie les règles du football, du tennis et du volley mis au point par Patrick Kotelnicki, vingt et un ans, - le vacancier se fait attraper par les VRP de Cadets-Entreprise, qui vantent les mérites des sociétés participant cette ronde estivale.

Dix mille stages d'été

Abrutés dans des mini-tournees blanches, les sponsors veulent montrer qu'ils proposent des produits attractifs, des débouchés intéressants pour les jeunes et épouser leur image de marque. Anne, cadette enthousiaste hôteesse du stand Sélection du Reader's Digest, l'annonce sans peine : « Je fais découvrir Sélection sous un autre angle en précisant que, dans le catalogue des producteurs de la maison, il n'y a pas que le marasquin, seules au module AGF, même démarche au module AGF, où M^{lle} Jeanneville fait passer des tests d'embranchement sur ordinateur : « Notre stratégie de recrutement vise les jeunes, nous essayons de les convaincre que les assurances

ne sont pas de vieux tirés de sonnettes poussiéreuses. L'initiative des Cadets correspond tout à fait à cette cible. »

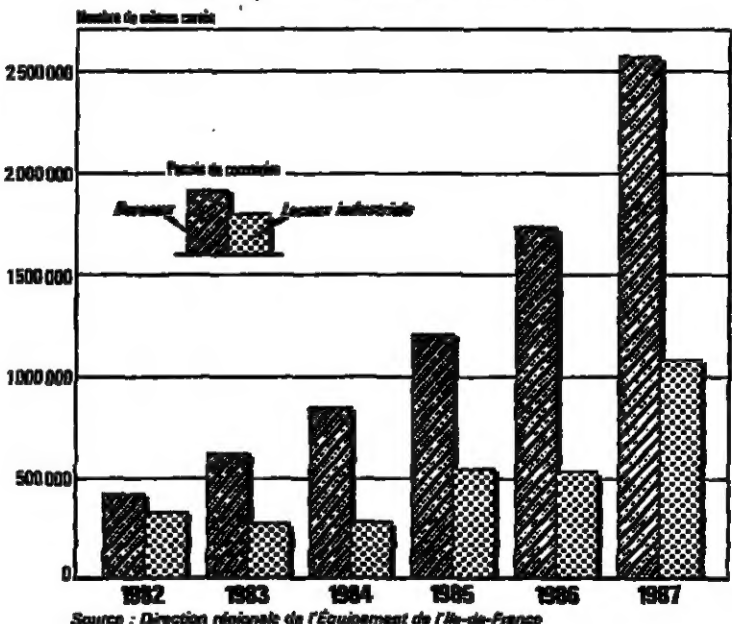
Nicolas Morel, le fondateur de Cadet-Entreprise, confirme : « Les entreprises ont compris que, pour faire passer leur message auprès des jeunes, il fallait utiliser les jeunes. » Et les « décideurs », comme on aime les appeler dans l'association, accordent de plus en plus de confiance au dynamisme des Cadets, dont la notoriété s'accroît aussi bien dans les grandes sociétés que dans les PME. A tel point que l'association a réussi à offrir dix mille stages en entreprise cet été. « Et pas des stages derrière une photocopieuse », assure Véronique, une étudiante en BTS de publicité.

Tous ces jeunes ressentent leur démarche comme un « plus » dans le cursus scolaire. « En première ou en terminale, nous avons peu de contacts avec le monde du travail, se plaint Florant, le Cadet de Poitiers. Participer à cette association sert de formation complémentaire, à la fois professionnelle et personnelle. Et plus cela nous oblige à acquiescer un minimum de confiance en nous, tout en s'amusant. »

THURRY BILLARD.

★ Le 20 août à San-Sebastian en Espagne, le 21 au Cap-d'Agde, le 22 à la Grande-Motte, le 23 à Hyères, le 24 à Fréjus, le 27 à Antibes et à Nice, et le 28 à San-Remo en Italie.

Les nouvelles surfaces multipliées par six en cinq ans en Ile-de-France



trés dans un étroit territoire au bénéfice de cinquante seulement de la population active de l'ensemble du pays ?

Redistribution fiscale

Analysant les raisons de cette frénésie immobilière, M. Voizard propose de revenir sur la réglementation trop libérale issue d'un décret du 14 janvier 1985 : à l'époque, Gaston Defferre, ministre du plan et de l'aménagement du territoire, avait supprimé l'agrément pour les « bureaux en blanc » (c'est-à-dire sans affectation précise au moment de leur construction). M. Voizard suggère aussi aux pouvoirs publics d'instituer une taxe annuelle significative, de 4000 à 6000 F le mètre carré (1), sur l'ensemble des nouveaux bureaux de l'Ouest parisiens susceptibles d'alimenter un fonds d'aide à la décentralisation pour le soutien aux investissements immobiliers en province. Une mesure qui risque, évidemment, de provoquer la colère des pro-

l'exemple, selon M. Voizard, qui n'hésite pas à avancer des solutions drastiques. Par ses interventions budgétaires, par ses subventions aux entreprises nationales, l'Etat favorise exagérément la région parisienne et le consommateur de cette région ne paie pas les services, notamment les transports, à leur juste prix. C'est pourquoi il ne faut pas hésiter, « dans le cadre d'une régionalisation véritable du budget de l'Etat » à réduire les subventions attribuées à la RATP et à la SNCF banlieus, à introduire des péages sur les autoroutes urbaines, à relever le prix de la carte orange.

Des propositions qui « n'y vont pas par quatre chemins » et qui vont mettre le gouvernement et, notamment MM. Fauroux et Chérèque, responsables de l'aménagement du territoire, devant ses responsabilités.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Au lieu de 200 F à 900 F le mètre carré, selon les zones, depuis le 9 septembre 1987. Le produit de la redevance est intégralement versé à la région Ile-de-France.

Marchés financiers

BOURSE DU 18 AOUT

Cours relevés à 17h30

Main table containing market data for 'Règlement mensuel' with columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Premier cours', 'Dernier cours', and '% +/-'. It lists various financial instruments and their performance.

Comptant (à la cote) / SICAV (à la cote) / 18/8

Table with three main sections: 'Obligations', 'Actions', and 'Étrangers'. Each section lists various securities, their values, and market movements.

Table titled 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or', providing exchange rates for various currencies and gold prices.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

PARIS
LE MONDE
DES DEVISSES

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SPORTS	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
<p>3 Etats-Unis : la fin de la convention républicaine.</p> <p>5 Tchécoslovaquie : vingtième anniversaire de l'intervention soviétique.</p> <p>8 Afrique du Sud : le président Botha renouvelle sa proposition de libérer sous conditions Nelson Mandela.</p>	<p>7 Les discussions sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.</p> <p>- La rentrée de M. Marchais.</p>	<p>8 Parachutisme : le « Mondial » de Vichy.</p> <p>- Voile : la transest Québécois-Saint-Malo.</p> <p>- Football : des entraîneurs sans diplômes.</p>	<p>13 Cinéma : Moshé Mizrahi tourne <i>Mangecouilles</i>, d'après le roman d'Albert Cohen.</p> <p>- Musique : Messiaen au festival d'été de Paris.</p> <p>- Mode : Karzo démissionne.</p>	<p>16 La politique économique de M. Bérégovoy en matière de prix et de fiscalité.</p> <p>- Tourisme : les étrangers sont de retour.</p> <p>17 Restructuration dans les services informatiques.</p> <p>- Le rapport du comité de décentralisation.</p> <p>18-19 Marchés financiers.</p>	<p>Abonnements 18</p> <p>Annonces classées 12</p> <p>Cartes 15</p> <p>Jeux 10</p> <p>Loto sportif 15</p> <p>Météorologie 15</p> <p>Mots croisés 10</p> <p>Philatélie 15</p> <p>Radio-télévision 12</p> <p>Spectacles 14</p>	<p>● Jouez avec le Monde EU</p> <p>● Le messageur international DIA</p> <p>36-15 tapez LM</p> <p>● Le mini-journal de la rédaction JOUR</p> <p>● Admission aux grandes écoles ECOLES</p> <p>36-15 tapez LEMONDE</p>

Les projets de M. Hubert Curien

Une meilleure utilisation des crédits de la recherche pour le développement

Le ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, qui avait présenté, mercredi 17 août, une communication au conseil des ministres sur la recherche française pour le développement (le *Monde* du 18 août), a donné, le lendemain, quelques éclaircissements sur l'action qu'il compte mener.

Les 2,2 milliards de francs que la France consacre à la recherche pour le développement sont répartis entre de nombreux organismes. Les principaux sont l'ORSTOM, le CIRAD et le CNRS (1), avec des contributions respectives de 700, 600 et 300 millions de francs, les 600 millions restant étant très largement partagés. De plus, trois ministères (recherche et technologie, affaires étrangères, coopération) sont directement impliqués, mais plusieurs autres ont aussi une participation. Un besoin de coordination se fait donc sentir.

D'autre part, la coopération s'adresse à des pays dont le stade de développement est très varié. Certains — comme le Brésil, l'Indonésie ou la Chine — sont en progrès rapide, disposent d'équipes intellectuelles bien for-

mées et ne sont « en développement » que par certains aspects de leur activité économique. Pour les chercheurs, il est plus gratifiant de travailler avec ces derniers pays-là. Un équilibre doit être respecté. D'où la réforme amorcée du Comité national pour la recherche scientifique et l'innovation technologique au service du développement du tiers-monde, qui sera remplacé par une structure légère, plus opérationnelle.

Une réforme de structure paraît aussi nécessaire à l'ORSTOM. Cet organisme a vu son président et son directeur général poussés à la démission à l'automne 1986 par le ministre de la coopération de l'époque, M. Michel Aurillac, qui souhaitait reconstruire sur l'Afrique l'activité de l'ORSTOM. Il a fallu six mois pour nommer leurs remplaçants. Les personnels, qui ont alors craint un démantèlement de l'organisme, ont ensuite mal accueilli la nomination, comme président, de M. François Doumenge, professeur au Muséum d'histoire naturelle, et surtout celle, comme directeur général, de M. Philippe Temeson,

contrôleur général des armées. Par la suite, plusieurs directeurs de département ont démissionné en s'élevant contre une « remise au pas autoritaire » et « une politique à court terme » qui traitait « à l'encontre d'une réelle programmation scientifique ». Les relations n'ont d'ailleurs pas été bonnes entre le président et le directeur général. M. Curien remarque que ces difficultés « ne datent pas du couple actuel » et en conclut qu'il faut redéfinir les structures de direction, ce qui « pourra conduire à des changements d'hommes ».

Le ministre, qui juge « raisonnable » l'augmentation budgétaire dont il disposera l'an prochain, a aussi indiqué quelques-unes de ses priorités. La première est la formation par la recherche, ce qui l'a conduit à faire passer de 5 000 F à 7 000 F par mois le montant des allocations de recherche. En ce qui concerne la recherche industrielle, sa préoccupation va vers les entreprises moyennes, beaucoup moins nombreuses que la recherche en France qu'en RFA. Le ministre souhaite donner une impulsion, mais constate que « l'Etat ne peut pas se substituer aux industriels ». Pour ouvrir de nouveaux espaces économiques, le ministre va soutenir une dizaine de projets permettant des sauts technologiques. Une commission de scientifiques et d'industriels en a déjà proposé deux, l'un sur l'injection de polymères thermoplastiques, l'autre sur la production et la purification des protéines recombinantes.

Enfin, à propos de l'emploi scientifique et des distorsions de la pyramide des âges des chercheurs, le ministre s'inquiète de la très faible mobilité entre l'enseignement supérieur et le CNRS, malgré l'harmonisation statutaire réalisée dans ce but. Il pense que « les crochets faits en dehors du CNRS » ne sont pas assez valorisés et appelle à une modification dans la pratique de l'évaluation des chercheurs.

M. Paul Hermelin directeur du cabinet du ministre

Le cabinet de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, est dirigé par M. Paul Hermelin. M. Daniel Scoatze, précédemment directeur des affaires internationales et industrielles au Centre national d'études spatiales, est directeur adjoint du cabinet. Le chef de cabinet est M. Marie-Claude Ledur, qui avait déjà rempli la même fonction auprès de M. Curien de 1984 à 1986.

Ont été nommés conseillers techniques : M. André Albert (information scientifique et technique, sciences de l'homme et de la société) ; M. Laurent Beauvais (affaires régionales, Parlement, Conseil supérieur de la recherche et de la technologie) ; M. Serge Catoire (recherche industrielle, établissements publics à caractère

industriel et commercial) ; M. Denis Plantamp (affaires budgétaires et statutaires, personnel) ; M. Philippe Wédelstaël (recherche de base, établissements publics à caractère scientifique et technologique, évaluation) ; M. Philippe Zeller (affaires internationales). M. Delphine Reyre est attachée de presse.

[Né en avril 1952 à Ettebeek (Belgique), M. Paul Hermelin est administrateur civil. Affecté à la direction du budget après sa sortie de l'ENSA en 1978, il fut chargé de missions auprès de M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, de 1982 à 1984, puis auprès de M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement et des transports, jusqu'en 1985. Il était chef du bureau des établissements civils à caractère administratif à la direction du budget, depuis mai 1986.]

La nouvelle grille d'Europe 1

Devenir une radio « offensive »

Europe 1 a choisi une pêche bleue pour nouveau symbole de la station et en profite pour modifier sa grille de programme. L'élite de la fréquence — Frank Ténot, Jacques Lehn, Jean-Pierre Elkabbach, Patrice Bianco-Francard et Jean-Pierre Jouvan — a présenté le fruit de ses travaux d'été sous l'aspect d'une énorme pêche bleue qui se déclinera dès lundi sur les murs de France avec des crochets aussi divers qu'elle se croque matin, midi et soir et entre les repas, « elle donne du jus toute la journée » ou « elle nous fait marrer de rire ».

Objectif : renouer avec « les trois D : dialogue, découverte et distraction ». Mais si l'ambition est de n'en désirer pas moins conserver une image de qualité et faire « une radio populaire mais non populiste ». La station s'en est donné les moyens,

avec sa campagne publicitaire qui dispose de fonds très importants qui lui permettent de s'offrir le luxe d'une campagne télévisée.

Les programmes, quant à eux, ont été remaniés. Jean Amadé et Maryse animeront la tranche horaire 8 h 30-11 h, Jean Roucas et Julie occuperont celle de 11 h-12 h 30, tandis que le comédien Serge Jonvin (la voix française de Mike Hammer) continuera son émission d'été, « Crime Story ». Le week-end sera essentiellement consacré à la musique et au sport, avec Yves Bigot.

Cependant, la nouveauté devrait venir de l'information. Europe 1 envisage de passer du stade de radio « défensive » à celle d'une radio « offensive », concurrente des informations télévisées. Ses innovations seront dévoilées début septembre.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 19 août

Mieux

Après une très légère baisse à l'ouverture (- 0,08 %), l'indice instantané s'est mis à progresser un peu dans la matinée (+ 0,25 %).

Parmi les plus fortes hausses : Imetal (+ 4 %), Primogaz (+ 3 %), Pernod-Ricard (+ 3 %), Ball Equipement (+ 3 %), Damart (+ 3 %). Et les plus fortes baisses : Saubon (- 3 %), Hutchinson (- 3 %), Crédit Lyonnais CI (- 2 %), Europe 1 (- 2 %), UFB (- 2 %).

Nominations à RFO

La direction de Radio France Outre-mer vient de procéder à la nomination de deux directeurs régionaux et d'un rédacteur en chef.

Martinique, M. Fred Jouhaud remplace au poste de directeur M. Guy Hourblain, rentré à Paris à sa demande. M. Fred Jouhaud, qui a effectué presque toute sa carrière dans le DOM-TOM, était directeur de RFO en Nouvelle-Calédonie de 1981 à 1986, puis directeur régional en Polynésie de juillet 1986 à juillet 1988.

A Mayotte, M. Guy Sarthoulet, qui vient d'être nommé à la direction de RFO Polynésie est remplacé par M. Yves Rambaud, rédacteur en chef dans plusieurs stations des DOM-TOM. M. Rambaud a effectué un bref passage à la direction de FR 3 Corse en 1987, avant d'être nommé au cabinet de M. André Girard, alors ministre de la défense.

Enfin, M. Louis Lara est nommé rédacteur en chef de RFO Guadeloupe à la suite de la démission de M. Gérard Moulinet. M. Lara était précédemment rédacteur en chef adjoint de FR 3 Poitiers.

EN BREF

● Accident d'école en Haute-Savoie : un mort, deux blessés. — Une fillette âgée de douze ans a été tuée et deux enfants âgés de onze ans ont été blessés, le mardi 16 août, par la chute de deux rochers. Les enfants, membres d'une colonie de vacances d'Auberivillers (Seine-Saint-Denis), escaladaient un paroi d'entraînement à l'alpinisme, le rocher de Gys, à Biot (Haute-Savoie). Considéré comme un endroit très sûr, ce rocher est souvent utilisé pour l'initiation à ce sport. Les enquêteurs se sont rendus au sommet pour tenter d'établir les causes de l'accident qui, selon les premières constatations, aurait pu être provoqué par le passage d'un animal.

● Deux jeunes gens reconnurent le meurtre d'une vieille dame. — Un jeune homme et une jeune fille, interpellés le mercredi 18 août en état d'ébriété, ont reconnu, selon les policiers, les auteurs de l'agression d'une femme de quarante-quatre ans, retrouvée le jour même à demi-carbonisée dans la cave de son pavillon de Mantes-la-Jolie (Yvelines). Les deux meurtriers présumés de Marcelle Roblot étaient ses voisins. Dominique Grout, vingt-deux ans, et sa compagne, Christine Croiset, dix-neuf ans, auraient frappé puis étranglé la vieille dame pour lui voler ses économies. Les policiers ont retrouvé sur le jeune fille une somme de 1 050 francs. Près du corps de Marcelle Roblot gisait le cadavre de son chien, étranglé à l'aide d'une cordelette de nylon bleue.

● Un enseignant condamné pour attentats à la pudeur. — Un professeur de mathématiques, âgé de trente-quatre ans, a été condamné, le mercredi 18 août, par le tribunal correctionnel de Châteaubriant à une peine de seize mois d'emprisonnement pour « outrage aux bonnes mœurs » et « attentats à la pudeur » sur des adolescents. Incarcéré depuis mars 1988, M. Philippe Lefolle, enseignait dans une école privée de Buzançais (Indre). Deux familles d'élèves, parties civiles, s'étaient plaintes du comportement de l'enseignant à l'égard des adolescents, qu'il invitait parfois, selon le ministère public, à son domicile, où ont été retrouvées des photographies de jeunes gens.

Plusieurs centaines de morts dans l'attaque par la résistance d'une base soviéto-afghane

L'importante base soviéto-afghane de Kelagay, à environ 150 kilomètres au nord de Kaboul, a été presque entièrement détruite la semaine dernière à la suite d'une attaque de la résistance afghane, a-t-on appris le vendredi 19 août, de sources diplomatiques à Islamabad (le *Monde* du 20 août). Entre six cents et huit cents Soviétiques et Afghans ont été tués et d'importants stocks de carburant et de munitions — « pour deux ans », selon ces sources — ont été détruits, en même temps que des dizaines d'immeubles.

Des photos prises par satellite avant et après l'incendie, et les explosions, témoignent de l'ampleur des dégâts au cours de ce qui est qualifié d'« opération militaire la plus meurtrière » depuis le début de l'intervention soviétique en 1979. — (AFP.)

RFA : après le dénouement sanglant de la prise d'otages de Gladbeck

Polémique sur le rôle de la police et l'attitude des médias

La police onest-allemande a mis fin par la force, le jeudi 18 août en début d'après-midi, à l'équipée sauvage engagée deux jours plus tôt par deux gangs de la Ruhr. Sur l'autoroute Cologne-Frankfurt, les policiers ont ouvert le feu sur la BMW des malfaiteurs qui, accompagnés d'une amie, avaient pris deux jeunes femmes en otage. Une de ces dernières a été tuée et l'autre grièvement blessée au cours de la fusillade. Blessés également, les gangsters ont été hospitalisés.

Ce que l'on appelle déjà le « crime de Gladbeck », la petite ville de la Ruhr où l'affaire avait commencé, s'est achevé dans le sang, à proximité de Bonn. Ce avait déjà tué un policier dans un accident de voiture lors des poursuites et un jeune Italien abattu d'une balle en pleine tête par les gangsters et fait plusieurs blessés graves.

Peu avant 16 h, un commando spécial de la police a pris en tenaille, sur l'autoroute Cologne-Frankfurt, la BMW à bord de laquelle se trouvaient les deux malfaiteurs : Hans-Jürgen Rösner et Dieter Degowik, leur complice Marion Löblich, et leurs dernières otages : deux jeunes femmes de Rhénie. Il aura donc fallu cinquante-cinq heures à la police pour mettre un terme à la prise d'otages la plus spectaculaire de l'histoire de la RFA, que des millions de téléspectateurs ont pu suivre pratiquement en direct sur leurs écrans, comme les épisodes d'un film policier.

En ce qui concerne la police, bien des questions restent vendredi sans réponse. Pourquoi ne pas avoir fait appel au « GSG 9 », le fameux commando anti-terroriste ouest-allemand ? Les polices régionales n'ont-elles pas présumé de leurs forces ? Pourquoi ne pas avoir donné l'assaut plus tôt ? Pourquoi l'avis fait sur une autoroute, un lieu totalement découvert ?

Des voix s'élevèrent déjà dans l'opinion publique pour demander la démission des responsables. Mais la police rejette le blâme sur la presse : les journalistes ont manqué de discrétion, dit-elle, et encouragé les gangsters dans leur rôle de vedettes. Il semble bien pourtant, quoi qu'on pense par ailleurs de l'incidence de certaines images diffusées à la télévision, que les policiers n'aient pas su saisir les moments où la négociation avec les terroristes était possible.

Tandis que les syndicats de la police et de la presse se renvoient la responsabilité de la tragédie, un sondage publié par un institut de Tübingen donne les résultats suivants : 93 % des personnes interrogées estiment que la police n'a pas été à la hauteur de sa tâche ; 59 % critiquent sévèrement la presse, l'accusant de vouloir faire du « sensationnel » à tout prix ; 30 % enfin estiment que les médias ont eu au moins le mérite de montrer l'incapacité de la police. (*Institut*)

La Gazelle de l'armée poursuit l'Ecuireuil du SAMU

Depuis plusieurs jours, les hélicoptères de l'Aviation légère de l'armée de terre (ALAT) sont en alerte permanente pour tâcher de démasquer le « baron noir », ce mystérieux aéroplane qui survole Paris la nuit au mépris de toutes les règles. Leur vigilance est telle que, la semaine dernière, un hélicoptère de combat du type Gazelle a pris en chasse un hélicoptère blanc du SAMU, de type Ecuireuil, qui revenait de transporter un blessé à l'hôpital de Garches (Haute-de-Seine) et rentrait à sa base de Créteil (Val-de-Marne), dûment autorisé par la préfecture de police de Paris.

L'hélicoptère de l'armée a suivi l'Ecuireuil tout feu tout flam, sans aucun contact radio, a expliqué le professeur Pierre Huguénard, responsable du SAMU 94. Il n'a décollé que lorsque notre hélicoptère s'est posé sur l'héliport stanné à l'hôpital Henri-Mondor.

« Grogne » à la prison de Loos

Plus de deux cents détenus de la maison d'arrêt de Loos, près de Lille, ont refusé, le jeudi 19 août, de réintégrer leurs cellules à l'issue de la promenade de l'après-midi, pour protester contre leurs conditions de vie. Les prisonniers sont restés deux heures dans la cour avant de regagner leurs quartiers d'incarcération sans que la police, présente dans la prison, n'intervienne. Ils ont obtenu du directeur de l'établissement la possibilité de déposer un cahier de doléances, portant sur la surpopulation de la maison d'arrêt, l'hygiène et l'alimentation, auprès de l'administration pénitentiaire.

Ce mouvement de « grogne » a pour origine la forte chaleur qui régnait jeudi à Lille.

Mort du gendarme blessé par un évadé de la prison d'Auxerre

Le maréchal des logis-chef Michel Astoul, trente ans, blessé à coups de couteau dans la nuit du 11 au 12 août à La Chaise-Dieu (Haute-Loire) par Thierry Courtois, vingt ans, un des deux évadés de la prison d'Auxerre, est mort le jeudi 18 août des suites de ses blessures à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, à Paris.

Alors que son collègue, Claude Mayer, venait d'être assommé par Stéphane Bel, complice d'Évasion de Thierry Courtois, Michel Astoul avait ouvert le feu, blessant mortellement ce dernier. Mais avant de mourir Thierry Courtois avait eu le temps de porter plusieurs coups de couteau au maréchal des logis (le *Monde* daté 14-15 août).

Michel Astoul avait d'abord été hospitalisé au Puy, où son état semblait satisfaisant. Mais dimanche soir, après une brusque aggravation, il entra dans le coma et devait être transféré à l'hôpital du Val-de-Grâce.

Peu après la fusillade de La Chaise-Dieu, Stéphane Bel, blessé à l'abdomen, et Christine Schoutzette, vingt ans, amie de Thierry Courtois, s'étaient enfuis à bord d'une voiture volée. Arrêtés rapidement, ils ont été incarcérés et écroués à Lyon (le *Monde* du 16 août).

Michel Astoul est le huitième représentant des forces de l'ordre (gendarmes et policiers) tué depuis le début de l'année au cours d'affrontements avec des malfaiteurs des terroristes présumés ou des forcenés.

Inculpation après l'attaque d'une banque en Corse.

Pierre Costa, trente-sept ans, boulanger à Moltifao (Haute-Corse), a été inculpé le jeudi 19 août, de vol à main armée, infraction à la législation sur les armes, tentative d'homicide volontaire et prise d'otages et écroué à la prison de Bastia. Il avait participé, mardi 16 août, à l'attaque d'une succursale de la Société générale à Corte, au cours de laquelle un des quatre malfaiteurs avait été tué. Pierre Costa, légèrement atteint pendant la fusillade avec les gendarmes, avait été arrêté et hospitalisé. Les deux autres malfaiteurs qui ont alors réussi à s'enfuir ont emporté un butin de 50 000 francs.

« Grogne » à la prison de Loos

Plus de deux cents détenus de la maison d'arrêt de Loos, près de Lille, ont refusé, le jeudi 19 août, de réintégrer leurs cellules à l'issue de la promenade de l'après-midi, pour protester contre leurs conditions de vie. Les prisonniers sont restés deux heures dans la cour avant de regagner leurs quartiers d'incarcération sans que la police, présente dans la prison, n'intervienne. Ils ont obtenu du directeur de l'établissement la possibilité de déposer un cahier de doléances, portant sur la surpopulation de la maison d'arrêt, l'hygiène et l'alimentation, auprès de l'administration pénitentiaire.

Ce mouvement de « grogne » a pour origine la forte chaleur qui régnait jeudi à Lille.

Inculpation après l'attaque d'une banque en Corse.

Pierre Costa, trente-sept ans, boulanger à Moltifao (Haute-Corse), a été inculpé le jeudi 19 août, de vol à main armée, infraction à la législation sur les armes, tentative d'homicide volontaire et prise d'otages et écroué à la prison de Bastia. Il avait participé, mardi 16 août, à l'attaque d'une succursale de la Société générale à Corte, au cours de laquelle un des quatre malfaiteurs avait été tué. Pierre Costa, légèrement atteint pendant la fusillade avec les gendarmes, avait été arrêté et hospitalisé. Les deux autres malfaiteurs qui ont alors réussi à s'enfuir ont emporté un butin de 50 000 francs.

« Grogne » à la prison de Loos

Plus de deux cents détenus de la maison d'arrêt de Loos, près de Lille, ont refusé, le jeudi 19 août, de réintégrer leurs cellules à l'issue de la promenade de l'après-midi, pour protester contre leurs conditions de vie. Les prisonniers sont restés deux heures dans la cour avant de regagner leurs quartiers d'incarcération sans que la police, présente dans la prison, n'intervienne. Ils ont obtenu du directeur de l'établissement la possibilité de déposer un cahier de doléances, portant sur la surpopulation de la maison d'arrêt, l'hygiène et l'alimentation, auprès de l'administration pénitentiaire.

Ce mouvement de « grogne » a pour origine la forte chaleur qui régnait jeudi à Lille.

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes : également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche).

Rémy réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Régence », « Louis XV » (France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Étonnante collection de lits de repos...



Rémy
Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine 12^e, 43-43-65-68.

Le Monde
RADIO TELEVISION COMMUNICATION

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION COMMUNICATION

A B C D E F G

La vérité sur Prague

Prague

Admettons que la situation tchèque puisse être améliorée. En 1989, au nom de la démocratie limitée, le K... autoriserait à d'interdire au parti communiste d'être... Pour le permettre... que le vent a tourné... de se contraindre à... à faire une... politique de reconnaissance... « printemps de Prague »... pas « socialiste » ?

C'est la tourterelle qui... aspects de la question, « gendarme » et « persécution... l'enthousiasme de l'act... direction tchécoslovaque... pour être entièrement... un courant réformiste... matérialiste, à terme, à Pra...

Reste qu... tchécoslovaque, que l'... plémentaire justifié, le... contraction totale avec... non-évidence que M. G... grade au mois de mars dern... Le chef du Kremlin a su... cause de deux années stalinien... brejneviennes dont il... mettre ce fait seule pour... société soviétique sur des l... nouvelles. Ce n'est qu'en... que cette atrocité que... au drame vécu par la T... colovaque il y a vingt an... ment crédible. A quoi pou... rassembler la « maison... une européenne » qu'il d... être dite sur des temp... l'histoire contemporaine

Le Monde page 2
Prague le 21 août 1988
par GEORGES PENCHEK
et nos informations page 3.

M 0146 - 0822 0 - 6,00 F

379146006000 08220